adf
AFRICA DEFENSE F

UN CONTRÔLE A DISTANCE

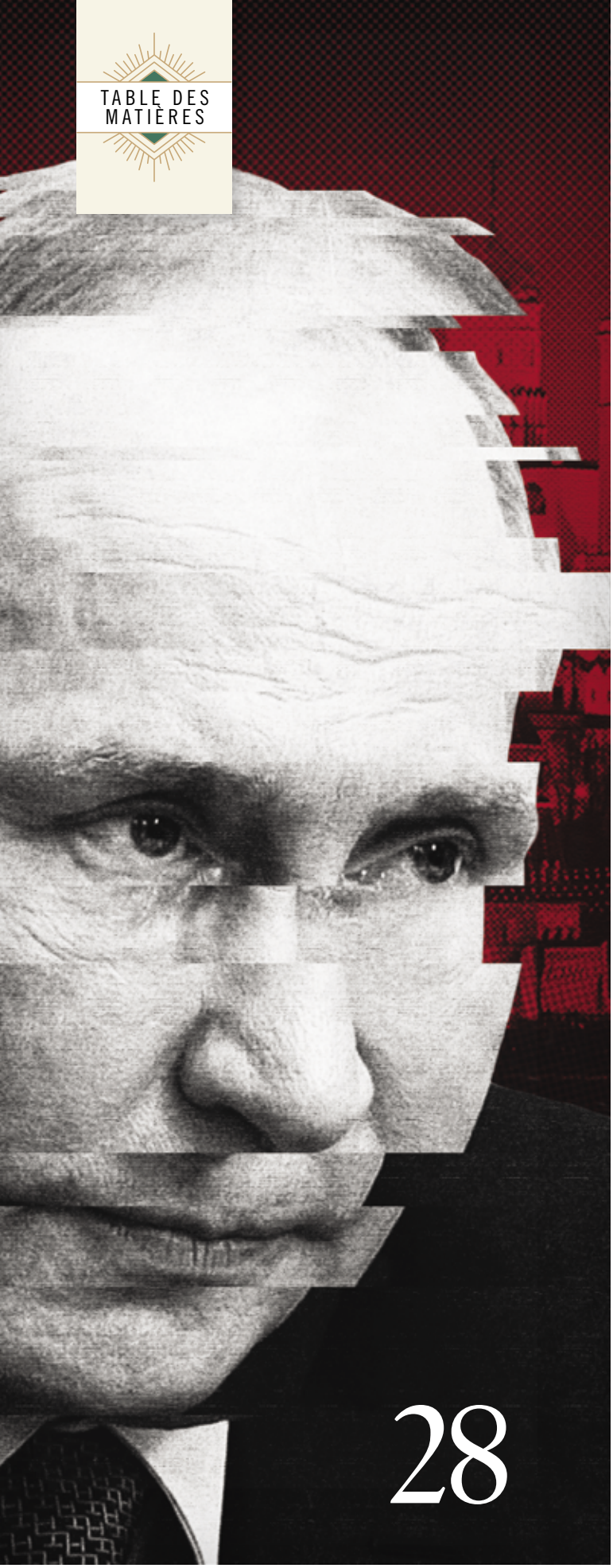
Les combattants étrangers profitent des conflits en Afrique

PLUS

Une conversation avec le général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré, commandant de la force de la mission de maintien de la paix de l'ONU en Centrafrique

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES



articles

8 Le visage du mercenaire moderne
Une profession ancestrale a changé, ce qui soulève des questions de responsabilité et d'efficacité.

14 Les soldats fantômes de Russie
Le groupe Wagner permet au président russe Vladimir Poutine d'exercer son influence à l'étranger tout en le niant.

20 Un terrain peu familier
Les mercenaires peuvent-ils renverser la situation dans la province mozambicaine irréductible de Cabo Delgado ?

28 Des messages pervertis
La désinformation russe vise à influencer les élections et gagner l'accès aux ressources naturelles.

34 Les civils au cœur de la mission
Une conversation avec le général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré, commandant de la force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique.

40 Alors que la Libye a des difficultés, les combattants étrangers prennent racine
Les combattants étrangers sont peu enclins à partir. Les vastes ressources de pétrole et de gaz font partie du problème.

46 La présence des mercenaires dans la Centrafrique déchirée par la guerre n'est pas un phénomène rare
Les combattants étrangers profitent du chaos pour s'enrichir.

52 La sécurité guidée par des principes
L'Initiative des principes volontaires œuvre au sein des industries extractives pour assurer que les droits humains aient priorité.

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

26 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

Africa Defense Forum est disponible en ligne.

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com

SUR LA COUVERTURE : Les combattants étrangers participent à plusieurs conflits sur le continent africain mais les puissances qui les contrôlent vraiment restent souvent invisibles.

ILLUSTRATION D'ADF

POINT DE VUE

La sécurité privée devrait s'accompagner d'une étiquette d'avertissement : Que l'acheteur soit vigilant !

Les sociétés militaires privées (SMP) peuvent être utiles lorsqu'elles jouent un rôle de soutien. Les forces armées les engagent pour transporter les soldats et l'équipement ou pour renforcer la sécurité dans les secteurs d'intérêt national. Les sociétés de pétrole et de gaz les emploient souvent pour conduire des patrouilles dans leurs installations.

Au mieux, elles offrent une solution relativement économique à un défi de sécurité. Lorsqu'elles adoptent de hautes normes de professionnalisme, elles peuvent être un atout.

Mais certaines SMP dissimulent leurs intentions.

Dans le monde, il existe une tendance préoccupante pour les puissances étrangères d'utiliser les SMP ou les mercenaires comme moyen d'exercer de l'influence et de s'enrichir. Ce phénomène est particulièrement prédominant en Afrique. L'un des exemples les plus notoires est le groupe Wagner, dirigé par un proche du président Vladimir Poutine de Russie. La stratégie du groupe consiste à fournir une sécurité musculaire pour aider les régimes autocratiques à conserver le pouvoir. En retour, Wagner reçoit l'accès aux ressources naturelles précieuses et, ce faisant, le gouvernement russe gagne un allié politique.

Mais les pays paient un prix bien lourd lorsque Wagner est impliqué.

En Libye, les forces de Wagner qui soutiennent le field marshal Khalifa Haftar ont attisé les flammes de la violence et commis des crimes de guerre dans l'espoir de gagner un accès aux richesses pétrolières. Au Soudan, des opérateurs liés à Wagner sont accusés d'avoir renforcé l'ex-dictateur Omar el-Beshir en échange de concessions de mines d'or. En Centrafrique, les combattants de Wagner sont accusés de torture et de meurtres extrajudiciaires. Et dans au moins cinq pays africains, le groupe est vraisemblablement lié à des efforts en ligne pour s'ingérer dans les élections nationales.

Dans de tels cas, ils ne fournissent pas la sécurité, ils la sapent.

Il incombe aux gouvernements africains d'exiger les plus hautes normes de professionnalisme et de transparence de la part des sociétés de sécurité avec lesquelles ils font des affaires. Sous un contrôle strict, certaines sociétés privées peuvent être utiles. Mais lorsqu'elles sont laissées sans contrôle, les SMP peuvent provoquer l'instabilité et une influence étrangère non souhaitée. Lorsque cela se produit, la soi-disant « solution » de sécurité qu'elles offrent n'en vaut pas la peine.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un garde russe (au centre) assure la sécurité lors d'un rallye politique en République centrafricaine. Les sociétés militaires privées sont actives en Afrique, mais certaines dissimulent leurs intentions.

AFP/GETTY IMAGES

adf AFRICA DEFENSE FORUM

Mercenaire

Volume 14 3ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

NATIONS UNIES

La vision d'un nouveau modèle commercial africain

Wamkele Mene, secrétaire général du Secrétariat de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), *est intervenu le 1er janvier 2021 au webinaire de la cérémonie du début commercial de la ZLECAF. Ses commentaires ont été modifiés pour les adapter au présent format.*

Des dirigeants participent à une conférence au sommet de l'Union africaine à Kigali (Rwanda) en mars 2018 pour établir la Zone de libre-échange continentale africaine. AFP/GETTY IMAGES

Aujourd'hui est vraiment une journée historique, une journée où nous commençons officiellement les échanges commerciaux selon les préférences de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Nous faisons aujourd'hui rapprocher l'Afrique de la vision d'un marché intégré sur le continent africain.

La ZLECAF ne devrait pas être simplement un accord commercial ; elle devrait être en fait un instrument de développement pour l'Afrique. À cet égard, nous avons constaté que la Banque mondiale a publié un rapport anticipant qu'en 2035, si nous mettons en œuvre cet accord de façon efficace, nous aurons l'opportunité de pousser hors du seuil de pauvreté 100 millions d'Africains. La majorité de ces 100 millions sont des femmes engagées dans le commerce. Cela fournira l'opportunité de combler le fossé des revenus entre les sexes, et l'opportunité pour les PME [petites et moyennes entreprises] d'accéder à de nouveaux marchés.

Nous travaillons très étroitement avec nos partenaires techniques pour développer des plateformes technologiques numériques qui assureront la connectivité des PME et permettront aux jeunes Africains d'avoir une connectivité dans le commerce.

Cet accord ne bénéficie pas seulement aux grosses sociétés du continent africain ; il devrait toujours être inclusif pour les jeunes Africains, les femmes et les PME africaines.

En tant qu'Africains, nous constatons aujourd'hui le début d'un nouveau chapitre concernant les relations commerciales et d'investissement.

Je suis vraiment fier aujourd'hui parce que 54 pays ont signé cet accord, 33 l'ont ratifié, plus de 40 ont soumis leurs offres de tarif. C'est un signal puissant, indiquant que l'Afrique est prête dès aujourd'hui à commencer les échanges commerciaux sur la base des nouvelles règles et préférences qui assureront que le marché africain soit intégré.

Nous devons prendre des mesures actives pour surmonter l'étroitesse de nos économies nationales respectives. Nous devons prendre des mesures actives pour surmonter le manque d'économies d'échelle. Nous devons prendre des mesures actives pour assurer de placer l'Afrique sur le chemin du développement industriel, pour que nous soyons capables, lorsque viendra l'année 2035, de doubler le commerce intra-africain avec des biens à valeur ajoutée.

Comme je l'ai observé précédemment, nous devons prendre des mesures actives pour démanteler le modèle économique colonial dont nous avons hérité et qui a été maintenu au cours des 60 dernières années. Nous devons cesser d'exporter les produits primaires vers les pays du Nord. Nous devons créer des emplois sur le continent africain en développant nos chaînes de valeur régionales et devenir autonomes dans notre propre production continentale.

En 2020, le Covid-19 a démontré que l'Afrique dépendait trop des chaînes d'approvisionnement mondiales. Lorsque ces chaînes mondiales sont perturbées, l'Afrique souffre.

Nous devons donc prendre des mesures actives pour assurer que ce développement industriel soit accéléré, et cette ZLECAF et le lancement des transactions commerciales aujourd'hui sont les premières mesures que nous prenons dans ce sens.

Je voudrais que vous, les Africains, me rejoigniez alors que nous faisons ce pas historique vers la vision d'une Afrique intégrée, l'Afrique que nous voulons.

LES « BOMBES À GRAINES » AIDENT LES FORÊTS DU KENYA

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les pastilles noires arrondies pourraient être facilement confondues pour des crottes d'animaux. Mais elles contiennent des graines d'acacias qui aident à restaurer les forêts dégradées du Kenya.

Les gardes forestiers du projet Mara Elephant ont répandu 22.000 « bombes à graines » dans un coin illégalement défriché de la forêt de Nyakweri en bordure de la réserve animalière du Masai Mara pour donner à la nature une chance de se régénérer.

Les forêts ont été grignotées pour faire place aux pâturages, aux récoltes et au charbon de bois. Nyakweri a perdu plus de 50 % de sa couverture forestière au cours des vingt dernières années, selon Marc Goss, directeur du projet. M. Goss et son équipe dispersent les bombes à graines depuis trois ans.

Les forêts recouvrent à peine 7 % de la terre kényane et fournissent des réserves d'eau et une défense contre la désertification. Le Kenya perd 5.000 hectares de forêt chaque année, a déclaré en 2018 le ministère de l'Environnement.

Les enveloppes de poussière de charbon de bois développées par Seedballs Kenya empêchent les graines d'être mangées avant qu'elles ne germent. L'enrobage semi-poreux leur donne une chance sérieuse de survivre, même dans des conditions arides.

« Vous pouvez les semer toute l'année », déclare Teddy Kinyanjui, cofondateur de Seedballs Kenya. « Elles vont rester là, attendre l'arrivée de la pluie qui fera fondre l'enrobage. Elles retourneront à leur état naturel et pourront commencer à pousser. »

Les bombes à graines contiennent des espèces indigènes, surtout des variétés d'acacias, l'arbre emblématique de la savane d'Afrique de l'Est qui est très recherché et abattu pour la qualité de son bois.

Les petits agriculteurs souhaitant planter à peu de frais pour rendre leur terre verte achètent les bombes à graines, et les grands acheteurs en donnent 500 kilos à la fois aux groupes œuvrant pour la reforestation.

Depuis sa création vers la mi-2016, la société a vendu 13 millions de bombes à graines.

La germination est lente et certaines graines peuvent hiverner pendant des années, ce qui retarde l'obtention de gains visibles, déclare M. Kinyanjui. Seulement 5 à 10 % environ des graines ont produit une plante.

« C'est très difficile de dire aux gens d'attendre trois ans ou plus », déclare M. Kinyanjui.

Les gardes forestiers du projet Mara Elephant aident à disperser les bombes à graines dans la forêt indigène de Nyakweri au Kenya. AFP/GETTY IMAGES

Un jardinier montre un semis d'arbre qui germine à partir d'une bombe à graines plantée dans une pépinière de l'écosystème kényan du Masai Mara. AFP/GETTY IMAGES

AFP/GETTY IMAGES

L'ART DE L'APICULTURE SE DÉVELOPPE EN CÔTE D'IVOIRE

AGENCE FRANCE-PRESSE

La nuit vient de tomber dans la région centrale de la Côte d'Ivoire et le moment est venu pour deux hommes de sortir, équipés d'une combinaison protectrice, d'un voile et de gants, pour aller recueillir le miel de leurs abeilles.

L'art de l'apiculture s'est propagé rapidement à Assounvoué, au cœur du premier producteur mondial de cacao.

Les agriculteurs ont commencé à adopter l'apiculture pour améliorer leurs revenus. Ils ont bientôt réalisé que leurs récoltes principales avaient un meilleur rendement lorsqu'elles étaient pollinisées par les abeilles. L'histoire de ce double avantage s'est répandue rapidement.

L'apiculteur Sébastien Gavini, codirigeant de la société Le bon miel de Côte d'Ivoire, déclare : « En Afrique de l'Ouest, il faut récolter le miel pendant la nuit. »

« Ce sont des abeilles sauvages et agressives. Elles ne se laissent pas faire. En travaillant la nuit, elles ne nous suivent pas, on ne fait ainsi pas courir de risques aux populations. »

L'apiculture moderne en est seulement à ses débuts en Afrique, souligne François Silué, membre de la Société coopérative ivoirienne (SCI) de Katiola dans le Nord, où est produit le miel le plus réputé du pays.

« Notre devoir est d'amener les paysans à ne plus tuer les insectes, à changer de culture », explique M. Silué, formé par des coopérants spécialistes japonais et allemands.

La SCI regroupe une cinquantaine d'agriculteurs apiculteurs. La plateforme estime que trente tonnes de miel sont produites chaque année à travers une centaine de membres et plusieurs coopératives.

La plupart de ces gens ont maintenu leur fonction traditionnelle d'agriculteur, en considérant la production du miel comme une activité secondaire. « Le miel fait gagner de l'argent et les récoltes sont meilleures grâce à une meilleure pollinisation », a déclaré Mathieu Offi, qui travaille aux côtés de M. Gavini.

Ce dernier déclare que l'apiculture requiert un petit investissement. « Tout compris, une ruche coûte 35.000 F CFA (65 dollars). Ajoutez une tenue et un peu de matériel, ça ne dépasse pas 65.000 F CFA (120 dollars). C'est amorti dès la première année. »

Le prix du miel varie entre 3.000 et 10.000 francs (5,55 à 18,50 dollars) le kilo, et ses produits dérivés (cire, propolis, miellat, huiles essentielles et même venin d'abeilles) se vendent bien eux aussi.

« Le goût du miel change selon ce que butine l'abeille », déclare Edvige Brou Adoua, vendeuse à la coopérative de Katiola. « Le miel d'ici est réputé parce qu'il y a de l'acacia et de l'anacarde (noix de cajou). Il est sucré. »

UN ÉTUI DE CONGÉLATION POURRAIT AIDER À TRANSPORTER LE VACCIN EN AFRIQUE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Une société sud-africaine souhaite aider à résoudre le problème logistique du maintien du vaccin du Covid-19 à une température extrêmement basse, ce qui est nécessaire lors de son transport sur le continent.

Le producteur de gaz naturel Renergen basé à Johannesbourg développe un congélateur de transport biologique à température ultra-basse pour ce faire, alors que les pays africains continuent à lancer des programmes de vaccination exhaustifs.

Le vaccin développé en commun par le géant pharmaceutique américain Pfizer et la société allemande BioNTech doit être stocké à - 70 degrés Celsius, bien au-delà de ce que les régions rurales d'Afrique peuvent accomplir.

Certains pays ont profité d'une vaste infrastructure de stockage et de distribution pour accumuler des stocks de doses de ces sociétés.

Le concept de Renergen utilisera l'hélium pour transporter les fioles par avion et l'azote par route, en les conservant à une température jusqu'à - 150 degrés Celsius, a déclaré le PDG Stefano Marani en février 2021.

L'étui de stockage appelé Cryo-Vacc peut fonctionner sans alimentation électrique pendant plus de 25 jours, selon lui. Les vaccins sont souvent transportés en Afrique dans la glace carbonique, qui dure en général seulement trois jours environ. M. Marani déclare que les plus gros conteneurs peuvent renfermer entre 5.000 et 6.000 fioles.

AFP/GETTY IMAGES

Stefano Marani, PDG de Renergen, vérifie les échantillons congelés stockés dans un Cryo-Vacc, étui de transport biologique à température ultra-basse.

Les étuis en aluminium sont aussi munis de dispositifs de traçage et de contrôle pour répartir uniformément la basse température.

« Ceci a été conçu pour être robuste et résistant, dit-il. Ceci a été conçu pour le terrain. Vous pouvez lui donner un coup de pied, le faire tomber, le laisser au soleil : ça n'a pas d'importance. Il va fonctionner jusqu'à ce qu'il n'ait plus de cryogène » pour le garder au froid.

Le VISAGE du MERCENAIRE MODERNE

Une profession ancestrale a changé, ce qui soulève des questions de responsabilité et d'efficacité

PERSONNEL D'ADF

Dans le roman « Les Chiens de Guerre » de Frederick Forsyth en 1974, une bande mercenaire se rend secrètement dans un petit pays africain fictif, organisée par un industriel occidental voulant renverser le dictateur du pays pour exploiter le platine précieux.

Le roman, et le film de 1980 basé sur celui-ci, raconte une histoire violente qui fournit un portrait stéréotypé des mercenaires : cyniques, amoraux, très bien entraînés, lourdement armés, résolus et fidèles à ceux qui les paient.

Dans le roman, la petite bande de mercenaires sont des vétérans d'autres batailles clandestines, agissant en vertu d'accords obscurs et vendant leurs services à des bienfaiteurs douteux.

Il est plus probable que le mercenaire moderne agit au sein d'une corporation, parfois avec des liens gouvernementaux, en concluant des accords avec des administrations légitimes pour étouffer les insurrections et mettre fin aux guerres civiles.

Les mercenaires sont aussi vieux que la guerre elle-même. Le roi perse Xerxès Ier est censé avoir employé des combattants grecs en 484 av. J.-C. Des soldats de fortune ont été engagés dans un grand nombre de guerres parmi les plus notoires de l'histoire, depuis les bergers des îles Baléares qui se sont battus pour Carthage pendant les guerres puniques contre Rome jusqu'aux soldats auxiliaires allemands dits « hessois » qui se sont battus pour les Anglais pendant la révolution américaine.

Les mercenaires ont aussi des racines profondes dans les guerres africaines. Le pharaon égyptien Ramsès II est censé avoir utilisé plus de 10.000 mercenaires au 13ème siècle av. J.-C. De tels combattants ont aussi marqué l'époque du colonialisme et de la guerre froide.

Le major Michael Hoare, surnommé Mad Mike, ancien soldat de l'armée britannique pendant la Seconde Guerre mondiale, était jadis considéré comme le mercenaire le plus connu du monde. Il a combattu à la demande du Premier ministre congolais Moïse Tshombé contre la rébellion Simba soutenue par les communistes en 1964, selon une rubrique nécrologique de la BBC en février 2020. Ses hommes furent appelés les « Oies sauvages » et un film de fiction est basé sur leurs exploits.

En 1981, la carrière de Mike Hoare se termine dans l'embarras lorsqu'il essaie avec 46 de ses recrues de renverser le gouvernement socialiste du président France-Albert René des Seychelles. Une gaffe commise à l'aéroport par l'un de ses hommes révèle un AK-47 démonté. Dans une tentative de fuite, les mercenaires réquisitionnent un avion d'Air India pour les ramener en

Le major de l'armée britannique Michael Hoare, photographié en 1964, était connu sous le nom de « Mad Mike ». Ce fut l'un des mercenaires les mieux connus qui aient combattu en Afrique. Ses exploits ont inclus des combats dans ce qui est aujourd'hui la République démocratique du Congo et l'échec d'une tentative de coup d'état aux Seychelles. Il est décédé en février 2020 à l'âge de 100 ans. AFP/GETTY IMAGES

Les SMP qui viennent de l'étranger soulèvent des questions difficiles sur les motivations étrangères et l'exploitation des pays africains et de leurs précieuses ressources

Afrique du Sud, selon un reportage de la BBC. Un an plus tard, Mike Hoare et ses hommes font face aux tribunaux pour le détournement. Il passe 33 mois en prison.

À partir de 1961, le mercenaire français bien connu Bob Denard mène des soulèvements en Angola, dans l'ex-Congo belge, au Bénin, au Zimbabwe (alors appelé Rhodésie) et plusieurs fois aux Comores, selon le New York Times. C'est cet état insulaire minuscule que les forces françaises prennent d'assaut en octobre 1995 pour y annuler son troisième coup d'état, en forçant cet homme boiteux aux cheveux gris hors de la caserne à l'extérieur de Moroni, la capitale. Il est décédé en 2007.

Certaines incarnations modernes du « soldat de fortune » sont probablement employées par ce que l'on appelle les sociétés militaires privées (SMP). Ces entreprises, parfois fondées par des anciens soldats des armées nationales, peuvent tout fournir, depuis la logistique et la formation jusqu'à la force létale sur le champ de bataille.

Elles sont constamment présentes en Afrique depuis au moins une génération, vendant leurs services dans les conflits à haute visibilité sur tout le continent. Leur emploi est le sujet de débats en cours sur leur responsabilité. Les SMP qui viennent de l'étranger soulèvent des questions difficiles sur les motivations étrangères et l'exploitation des pays africains et de leurs précieuses ressources.

LES TYPES DE GROUPES « MERCENAIRES »

« Mercenaire » est un qualificatif souvent appliqué à quiconque travaillant dans un milieu militaire ou sécuritaire hors des institutions militaires ou policières d'état. Mais il y a des différences qui doivent être notées lorsqu'on considère ceux qui sont engagés pour exercer des fonctions traditionnellement réservées aux forces armées.

Voici quelques définitions utiles :

- **Les mercenaires :** S'applique typiquement aux gens qui vendent leurs services à des forces de combat ou à des causes en qualité de personnes indépendantes. Ils participent directement aux hostilités, le font pour un bénéfice privé et pour des salaires qui excèdent typiquement ceux des combattants des forces armées, selon le droit humanitaire international. Ce ne sont pas des ressortissants ou des résidents des territoires contrôlés par les parties en conflit et ils ne sont pas envoyés par des pays tiers comme membres de leurs propres forces armées.

  La Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires de 1989 interdit le recrutement et l'emploi des mercenaires. Trente-sept pays ont adopté le traité, y compris dix pays africains : Cameroun, Guinée, Guinée équatoriale, Liberia, Libye, Mali, Mauritanie, Sénégal, Seychelles et Togo. Cinq autres ont signé le traité mais ne l'ont pas ratifié : Angola, Maroc, Nigeria, République démocratique du Congo et République du Congo.

Des Somaliens employés comme « mercenaires » passent devant des ruines en août 2011.
AFP/GETTY IMAGES

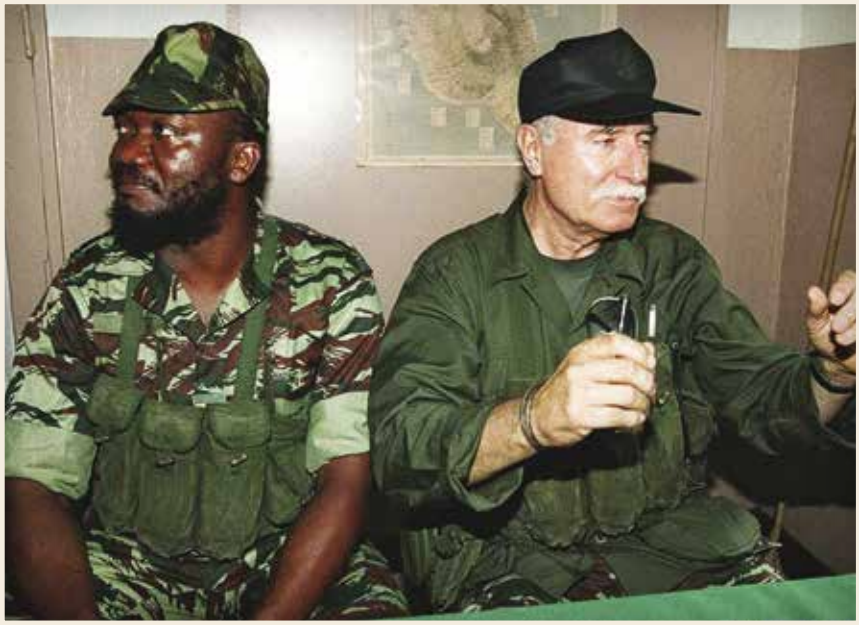
- **Les troupes auxiliaires :** Ces combattants ne sont pas organisés comme les forces militaires régulières et peuvent inclure des soldats des pays étrangers ou alliés qui servent un autre pays pendant la guerre. Ils incluent par exemple les soldats hessois utilisés par les Anglais pendant la révolution américaine.

  En outre, les auxiliaires peuvent inclure des combattants locaux recrutés pour servir dans les armées coloniales. Par exemple, les forces coloniales françaises ont utilisé des combattants musulmans appelés harkis pendant la guerre d'Algérie entre 1954 et 1962.

- **Les sociétés militaires privées :** C'est la version plus moderne de ce que l'on appelait couramment les mercenaires. Les SMP, appelées parfois des sociétés de sécurité militaires privées, sont des personnes morales, au contraire des mercenaires authentiques. Toutefois, leur emploi est controversé et soulève souvent des questions de responsabilité et d'abus réels ou potentiels. Les pays prennent des positions différentes sur l'emploi des SMP.

  Une SMP est une entreprise privée qui présente typiquement plusieurs caractéristiques. Elle vend d'abord ses services aux gouvernements nationaux, aux groupes internationaux et à d'autres acteurs. Ces services peuvent inclure la protection des convois, des bâtiments et du personnel ; l'entretien et l'opération des armes ; la supervision des détenus ; et la fourniture de conseils et d'une formation aux forces de sécurité locales, selon le Comité international de la Croix-Rouge.

  Parfois, ces groupes s'engagent dans « une assistance militaire tactique directe » y compris les combats en première ligne d'un conflit, selon



Le capitaine Combo Ayouba (à gauche), rebelle des Comores, et le mercenaire français Bob Denard s'adressent à la presse en octobre 1995, après la prise d'assaut des Comores par les troupes françaises pour mettre fin à une rébellion de mercenaires menée par Bob Denard contre le gouvernement des Comores. AFP/GETTY IMAGES

Des mercenaires français menés par Bob Denard avancent vers le port de Moroni aux Comores en octobre 1995, quelques jours seulement avant que les forces françaises ne mettent fin au coup d'état des mercenaires. AFP/GETTY IMAGES

Un mercenaire survole Freetown (Sierra Leone) en janvier 1999. AFP/GETTY IMAGES

l'expert et politologue américain Peter W. Singer. Parfois les services incluent le renseignement, la logistique et la maintenance.

Ces groupes privés ont été utilisés dans les conflits du monde entier, dans des lieux tels que l'Afghanistan, l'Irak, le Kosovo, la Syrie et l'ex-Yougoslavie. De tels groupes ont été récemment actifs en Afrique : en Libye, au Mozambique et en République centrafricaine, entre autres.

L'emploi des SMP est juridiquement complexe. En bref, si les employés des SMP ne sont pas utilisés comme combattants, ils sont par définition des civils et ont droit à toutes les protections associées.

L'un des 70 étrangers arrêtés au Zimbabwe dans une conspiration de mercenaires pour renverser le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo de Guinée équatoriale s'entretient avec son avocat en mars 2003. AFP/GETTY IMAGES

LES SMP PROÉMINENTES D'AFRIQUE

Plusieurs SMP ont participé à des conflits africains à haute visibilité au cours des trente dernières années. Certaines parmi les plus proéminentes sont répertoriées ci-dessous.

La SMP africaine qui était peut-être la mieux connue, et qui était l'une des premières, est **Executive Outcomes (EO)**, fondée en 1989 par Eeben Barlow, ancien officier des forces de défense d'Afrique du Sud. Les connexions et l'expérience de M. Barlow, en tant que lieutenant-colonel, lui avaient donné accès à un personnel avec un éventail d'expériences militaires et tactiques.

Ceci, accompagné d'un équipement qui incluait les avions cargos et les transports de troupes, les aéronefs légers et l'équipement de surveillance, a permis à EO d'agir avec efficacité et efficience dans deux conflits africains, les guerres civiles d'Angola et de Sierra Leone, selon la journaliste sud-africaine Khareen Pech. Elle a décrit les conclusions de son investigation dans son livre de 1999, « Peace, Profit or Plunder? The Privatisation of Security in War-Torn African Societies » (Paix, Profit ou Pillage ? La privatisation de la sécurité dans les sociétés africaines déchirées par la guerre), publié par l'Institut pour les études de sécurité.

En Angola, EO a utilisé des hélicoptères militaires Mi-24, des transports de troupes Mi-17 convertis et des avions chasseurs d'entraînement L-39, selon Mme Pech. Elle a aussi exploité plusieurs aéronefs légers et deux Boeing 727 basés dans les aéroports de Johannesbourg et de Malte. Grâce à la formation des troupes et autre

soutien, EO est considérée avoir renversé la situation en faveur des forces gouvernementales dans ce conflit.

En Sierra Leone, EO a été engagée vers le milieu des années 90 pour aider les forces gouvernementales dans leur lutte contre les rebelles du Front révolutionnaire unifié. Les forces gouvernementales ont fini par vaincre les rebelles, signer un traité de paix et organiser des élections.

EO, qui est souvent sujette à controverse, a fermé ses portes vers la fin des années 90 mais M. Barlow a annoncé dans un article de décembre 2020 sur sa page de Facebook que la société avait été réactivée.

Une autre SMP active sur le continent est le **Dyck Advisory Group (DAG)** basé en Afrique du Sud, qui avait été fondé par Lionel Dyck, ex-colonel des forces armées du Zimbabwe.

Selon son site web, le DAG offre un éventail de services, notamment la lutte contre le braconnage, la gestion des risques d'explosion et les services de chiens. Son engagement de haute visibilité le plus récent sur le continent était son intervention contre l'insurrection violente croissante dans la province de Cabo Delgado au Nord du Mozambique. Le DAG a été sollicité pour aider les autorités mozambicaines à mettre fin à l'insurrection soutenue par l'État islamique en 2020, mais son contrat d'un an était censé prendre fin au début avril 2021.

Pendant sa présence au Mozambique, le DAG a enregistré quelques succès. Il est arrivé après la déroute des forces de la SMP russe du groupe Wagner aux mains des extrémistes. Toutefois, dans un rapport de mars 2021, Amnesty International a accusé l'organisation, et d'autres parties impliquées dans le conflit, d'attaquer les civils sans discrimination.

Le rapport a accusé le personnel du Dyck Advisory Group de tirer sans discernement sur les civils pendant leur poursuite des combattants insurgés.

Le fondateur du DAG Lionel Dyck a déclaré à Reuters : « Nous prenons ces allégations tout à fait au sérieux et nous allons mettre en place rapidement une équipe juridique indépendante pour conduire une investigation et examiner ce que nous faisons. »

Le groupe Wagner de Russie est peut-être la SMP la plus active et la plus notoire sur le continent aujourd'hui. Il a été actif en Libye, à Madagascar, au Mozambique, en République centrafricaine et au Soudan. Il est parti du Mozambique après avoir subi de fortes pertes de personnel dans des affrontements avec des extrémistes alignés avec l'État islamique.

Le groupe Wagner est un parfait exemple d'organisation privée utilisée comme intermédiaire national pour obtenir de l'influence dans un pays étranger sans avoir à se soumettre à l'examen qui accompagne habituellement les filières gouvernementales et militaires plus officielles.

Wagner est lié à Evgueni Prigojine, homme d'affaires russe et proche collaborateur du président russe Vladimir Poutine. On dit que cet oligarque gère la société. En fait, les experts déclarent que la Russie utilise les SMP telles que Wagner pour faire avancer ses objectifs nationaux de politique étrangère auprès des autres pays sans participation directe du gouvernement russe.

Des mercenaires parmi les dix Maliens et les deux Nigérians capturés par les rebelles antigouvernementaux de Libye en février 2011 présentent leur passeport. AFP/GETTY IMAGES

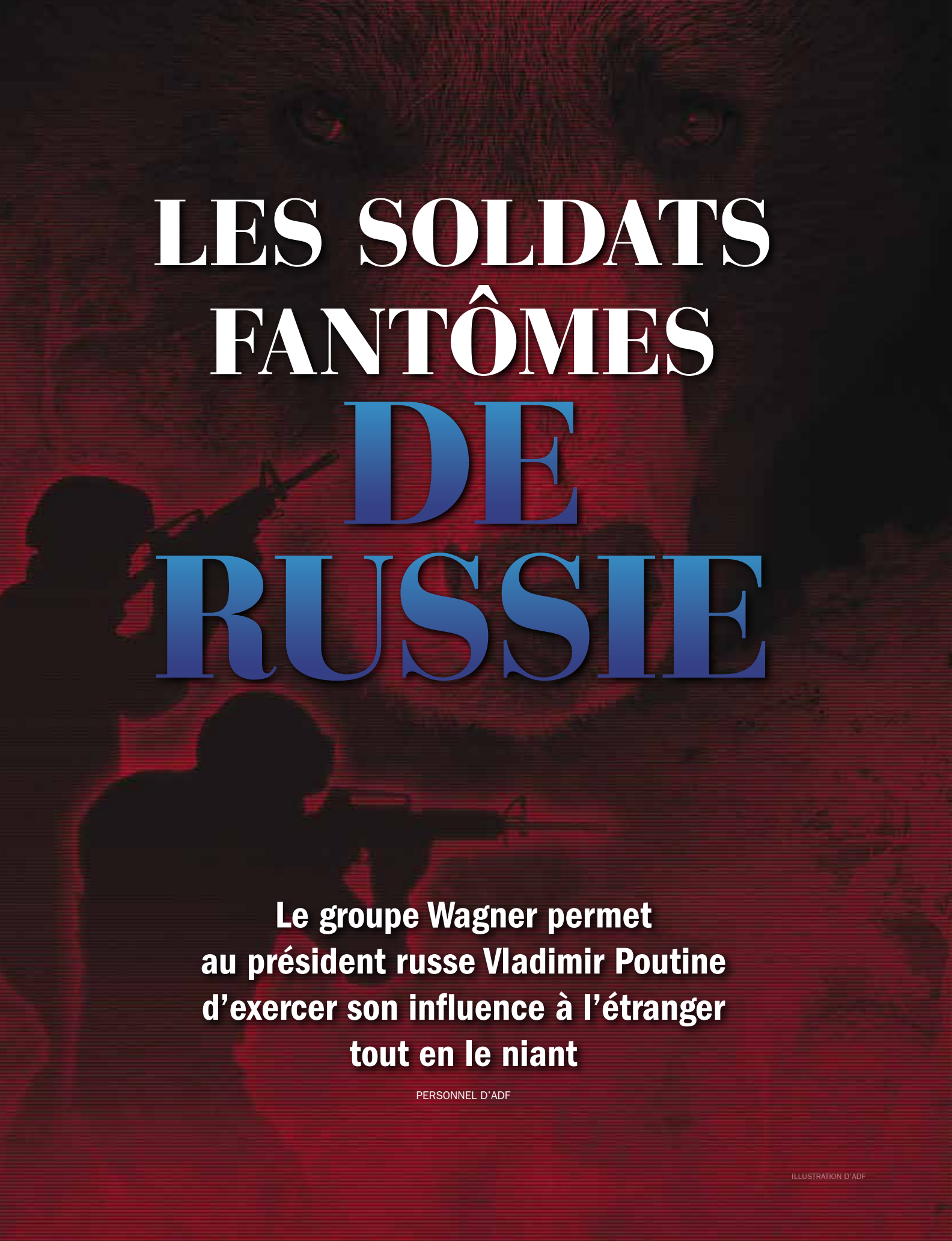
ÉQUILIBRER LES AVANTAGES ET LES MENACES

L'emploi des SMP et des mercenaires a fait l'objet d'une discussion en février 2019 lors des débats du Conseil de sécurité des Nations unies sur « les activités mercenaires comme source d'insécurité et de déstabilisation en Afrique ». Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, président de la Guinée équatoriale, présidait aux débats et les membres ont discuté des aspects potentiellement déstabilisants de ces forces, en comparaison avec l'emploi supervisé des SMP pour entraîner les militaires et offrir un précieux soutien logistique.

Les forces mercenaires ont été mentionnées comme des menaces pour les pays africains, en particulier dans les régions possédant d'amples ressources naturelles. Le président Obiang a déclaré que son pays est devenu une cible des mercenaires après la découverte du pétrole dans les années 90, en ajoutant qu'il y a eu cinq tentatives d'invasion de la Guinée équatoriale avec des mercenaires. « Ces mercenaires ont essayé de m'assassiner et d'assassiner ma famille en décembre 2017 », a-t-il déclaré au Conseil de sécurité.

Les participants ont parlé d'actualiser la législation sur les mercenaires en utilisant un cadre juridique similaire à ceux utilisés pour lutter contre la piraterie et le terrorisme, et en sécurisant les frontières. D'autres encore ont dit que les pays doivent comprendre la différence entre les groupes mercenaires déstabilisants et les groupes plus professionnels et légitimes qui fournissent des services appréciés.

Il est probable que les SMP continueront à être un sujet de débat en Afrique pour les années à venir. ❑



LES SOLDATS FANTÔMES DE RUSSIE

Le groupe Wagner permet au président russe Vladimir Poutine d'exercer son influence à l'étranger tout en le niant

PERSONNEL D'ADF

ILLUSTRATION D'ADF

Alors que la Russie essaie frénétiquement de démontrer sa puissance, d'obtenir l'accès aux ressources naturelles et d'accroître sa pertinence géopolitique, elle s'appuie fortement sur les sociétés militaires privées (SMP). Cette stratégie offre une présence étrangère réduite et donne au Kremlin la capacité de nier tout en enrichissant un petit groupe de personnes.

La Russie du président Vladimir Poutine préfère utiliser les SMP telles que le groupe Wagner lorsqu'elle façonne des accords de formation et de sécurité avec les pays africains, tout en se positionnant pour accéder aux mines et autres lieux riches en ressources.

« Ils agissent comme des multiplicateurs de force, des marchands d'armes, des formateurs des armées locales et du personnel de sécurité, et des consultants politiques », selon un article intitulé « Un déni peu plausible : les sociétés militaires privées de Russie » de Paul Stronski, associé principal de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. « Ce sont des acteurs officiellement privés qui étendent la portée géopolitique du Kremlin et font avancer ses intérêts. Versatiles, peu chers et niables, ils sont l'instrument parfait pour une superpuissance en déclin, impatiente de s'affirmer sans prendre trop de risques. »

Le groupe Wagner, SMP la plus proéminente de Russie, a émergé lors du conflit avec l'Ukraine en 2014, en commençant avec 250 membres, puis en décuplant ses effectifs, selon un article de septembre 2020 par le chercheur Sergey Sukhankin. Ils ont été envoyés en Syrie où ils ont soutenu les forces du président Bachar el-Assad, et ils se sont ensuite rendus en Afrique.

« En plus de l'Ukraine, la Syrie et la Libye, le groupe Wagner s'est manifesté dans les pays de l'Afrique subsaharienne comme un "aspect fantôme" de la coopération technico-militaire entre la Russie et les états locaux », écrit le Dr Sukhankin dans son rapport « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne - Atouts, limites, conséquences » pour l'Institut français des relations internationales.

Malgré les démentis et les faux-fuyants des sources gouvernementales russes officielles, les observateurs conviennent de façon générale que le groupe Wagner est une branche mandatée par le gouvernement qui a des connexions avec le système de la sécurité nationale, les riches acolytes de M. Poutine et le président lui-même. Toutefois, il peut être difficile de documenter avec succès ces connexions.

Pourtant, les forces de Wagner sont connues pour être actives dans un certain nombre de pays africains, notamment la Libye, Madagascar, le Mozambique, la République centrafricaine (RCA) et le Soudan. Leur présence coïncide souvent avec les intérêts commerciaux de l'un des alliés les plus proches de M. Poutine : l'oligarque Evgueni Prigojine.

Evgueni Prigojine (à gauche) sert un repas à Vladimir Poutine, Premier ministre russe à l'époque, en 2011. M. Prigojine est surnommé le « chef de cuisine de Poutine ». REUTERS

LE CHEF DE CUISINE DE POUTINE

Malgré son association étroite avec M. Poutine, M. Prigojine n'a pas fondé le groupe Wagner. Cet honneur revient à Dmitry Utkin, ancien combattant des guerres de Tchétchénie et ex-membre du service de renseignements russes appelé GRU.

M. Utkin a travaillé pour Moran Security Group en Syrie. Il démissionne en 2014 pour fonder Wagner, ainsi nommé selon son propre indicatif antérieur, « Vagner ». Ceci est un salut au compositeur allemand Richard Wagner, dont les œuvres furent appropriées par Hitler pour le Troisième Reich.

Bien que M. Prigojine n'ait pas fondé la société, on dit que son influence est cruciale pour la façon dont les forces du groupe sont employées. L'histoire personnelle de M. Prigojine est extraordinaire : un tribunal soviétique le déclare coupable de vol et d'autres crimes, et il est emprisonné pendant neuf ans. Après sa libération, il vend des hot-dogs dans un kiosque et finit par ouvrir un restaurant dans un bateau amarré. Après avoir servi un repas à M. Poutine, il gagne l'approbation du leader russe et devient bientôt son traiteur pour les fêtes du Kremlin. On l'appelle le « chef de cuisine de Poutine ».

Alors que la Russie fait la transition après son passé soviétique vers de nouvelles entreprises capitalistes dans les années 90, M. Prigojine ouvre la première chaîne de supermarchés de Saint-Pétersbourg, et peu après des restaurants de luxe, selon un rapport du service d'actualités turc TRT World.

M. Prigojine accède finalement au cercle des intimes de M. Poutine, où il obtient des contrats de restauration militaire et scolaire lucratifs, à haute dotation. Bientôt,

L'homme d'affaires Evgueni Prigojine (à droite) montre son usine de préparation de repas scolaires à Vladimir Poutine, Premier ministre russe à l'époque, à l'extérieur de Saint-Pétersbourg en 2010. AFP/GETTY IMAGES

ses affaires s'orientent vers la construction et un éventail d'autres intérêts. Ses intérêts et ceux du Kremlin fusionnent souvent dans des lieux aussi disparates que la Syrie, la Libye et l'Afrique subsaharienne.

« En bref, la présence de la société dans les points géopolitiques sensibles révèle la coordination entre les ambitions commerciales de M. Prigojine et la poursuite par le Kremlin de ses intérêts nationaux », écrit Aruuke Uran Kyzy du Centre de recherche de TRT World.

ÉTENDRE LA PORTÉE DE POUTINE

Que pourrait donc faire une petite société privée de sécurité pour avancer les objectifs géopolitiques russes en Afrique et ailleurs ?

L'atout le plus précieux que le groupe Wagner offre à M. Poutine est peut-être le déni plausible. La constitution russe octroie au gouvernement toutes les fonctions de défense et de sécurité, aussi la création des SMP est illégale. Toutefois, des vides juridiques permettent aux sociétés d'être enregistrées à l'étranger et aux entreprises d'état d'avoir leurs propres forces privées de sécurité. Dans le cas de Wagner, il n'existe aucune preuve que le groupe est enregistré dans un lieu quelconque.

Le déploiement de Wagner hors de la Russie par le président Poutine lui donne, et donne à son gouvernement, de l'influence auprès d'autres pays sans la publicité et la responsabilité qui accompagnent les interventions militaires nationales.

Par exemple, si Wagner est déployé lors d'un conflit dans un pays africain et qu'il subit des pertes embarrassantes, comme ce fut le cas avec les combats contre les militants islamistes dans le Nord du Mozambique, le gouvernement russe n'a pas à subir le courroux du public associé à la morts des soldats de l'armée nationale pendant une aventure funeste en terre étrangère.

Le personnel russe est arrivé au Mozambique et les deux pays ont signé des accords qui donneront aux sociétés russes l'accès au gaz naturel liquéfié, qui est abondant dans le Nord du pays.

Une autre chose est aussi abondante dans le Nord : les violentes attaques insurrectionnelles par un groupe terroriste relativement nouveau, Ansar al-Sunna, qui s'est

LA RUSSIE EN AFRIQUE

Présence militaire russe en Afrique

- Accord de coopération militaire avec la Russie
- Base logistique proposée
- Mercenaires russes

Pourcentage des importations d'armes fournies par la Russie aux pays (2009 à 2018)

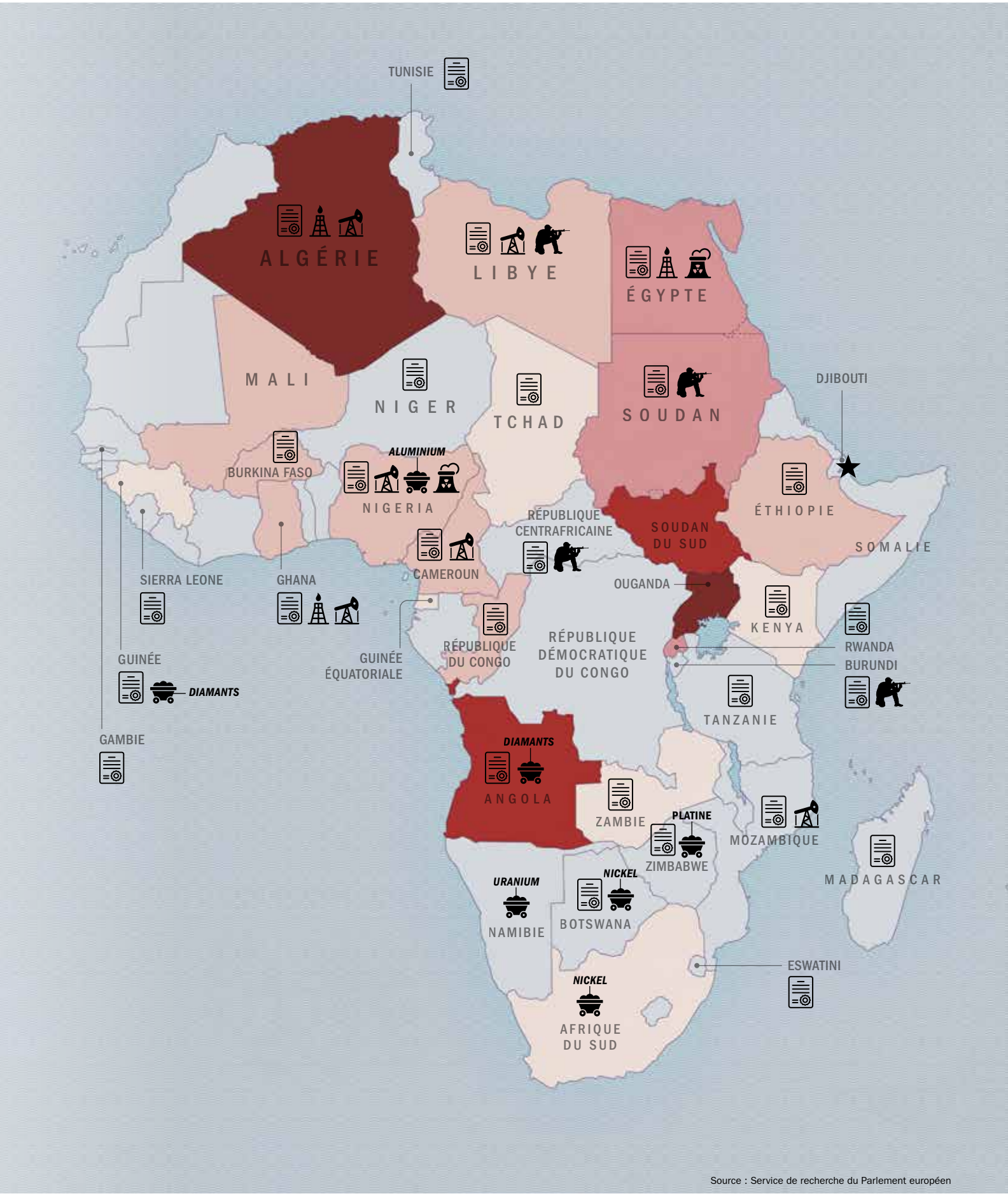
- 0 à 9 %
- 10 à 29 %
- 30 à 49 %
- 50 à 69 %
- 70 à 100 %

Activités russes liées à l'énergie et aux mines en Afrique

- Exploration/extraction du gaz
- Exploration/extraction du pétrole
- Mines
- Accord de construction de centrale nucléaire

« Alors que la Russie accroît ses activités en Afrique, les opérations de Wagner se développent sur le continent, où elles protègent les investissements de M. Prigojine. »

— Alexander Rabin,
Foreign Policy Research Institute



Source : Service de recherche du Parlement européen

aligné sur l'État islamique. Les forces bien équipées de Wagner, présentes pour aider les forces armées dépassées, subissent rapidement des pertes importantes et embarrassantes à cause de leur ignorance du terrain local et leur incapacité à communiquer efficacement avec les forces gouvernementales. Elles repartent bientôt.

Bien que les engagements du Mozambique se soient mal passés, le personnel de Wagner est en général constitué de combattants aguerris, au lieu de soldats à la retraite ou d'anciens combattants. Ceci fournit une force de combat prête à l'emploi qui permet au gouvernement russe de poursuivre ses objectifs de politique étrangère sans laisser d'empreinte.

Et ce n'est peut-être pas surprenant si la présence de Wagner finit souvent par être alignée sur les intérêts commerciaux de M. Prigojine. Sa société énergétique Evro Polis a signé un contrat avec la société d'état syrienne General Petroleum Corp. L'Associated Press a signalé en décembre 2017 que le contrat garantirait à Evro Polis 25 % des bénéfices de la production de pétrole et de gaz dans les champs que ses sous-traitants saisissent des mains de l'État islamique et protègent contre ce dernier.

« De même, alors que la Russie accroît ses activités en Afrique, les opérations de Wagner se développent sur le continent, où elles protègent les investissements de M. Prigojine », a écrit Alexander Rabin pour le Foreign Policy Research Institute en 2019.

On a découvert qu'en 2017 et 2018 l'avion privé de M. Prigojine s'était rendu de nombreuses fois dans des pays africains. Ces voyages ont inclus l'Angola, la Centrafrique, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Libye, Madagascar, le Mozambique, la République démocratique du Congo, le Soudan et le Zimbabwe, selon le rapport de janvier 2020 de Sergey Sukhankin pour la fondation Jamestown intitulé : « Le rôle "hybride" des mercenaires, des SMP et des troupes irrégulières russes dans la ruée de Moscou vers l'Afrique. »

Le rapport précise que chacun de ces pays possède trois caractéristiques communes :

- Chacun est connu pour son instabilité sociale et politique.
- Ils sont tous « largement dotés de ressources naturelles stratégiquement importantes ».
- Chacun faisait jadis partie des sphères d'influence des puissances coloniales telles que la Belgique, la France et le Portugal, pays que la Russie considère comme n'étant plus capables de repousser son intervention dans ces pays.

Selon le Dr Sukhankin, la corruption et les opérations d'initiés suivent bientôt le modèle de la Syrie : Moscou conclut en secret un accord bilatéral avec les chefs du pays et offre un soutien militaire et sécuritaire en échange de concessions pour les ressources naturelles.

« En vertu de cette combine, une portion des profits est apparemment affectée au budget de l'État russe (par l'intermédiaire des sociétés/entreprises impliquées), alors que le reste est distribué entre des personnes privées qui peuvent en fait être étroitement associées au gouvernement », écrit le Dr Sukhankin.

À la suite de rumeurs à la fin 2017 selon lesquelles des mercenaires russes avaient été envoyés en Centrafrique et au Soudan, deux sociétés liés à M. Prigojine (Lobaye Invest et M-Invest) ont reçu des permis d'extraction d'or, de diamant, d'uranium et autre, selon le Dr Sukhankin. Il existe aussi des rapports selon lesquels le personnel de Wagner fournirait des agents de sécurité pour Faustin-Archange Touadéra, le président de Centrafrique, et garderait les mines d'or.

En 2018, trois journalistes russes ont été assassinés pendant leur investigation de l'entrée des forces du groupe Wagner en Centrafrique depuis le Soudan voisin, où Wagner a entraîné les forces de sécurité locales. En 2019, les discussions ont abordé la possibilité

Vladimir Poutine, président de Russie, serre la main de Faustin-Archange Touadéra, président de Centrafrique, lors d'une réunion en marge de la Conférence au sommet Russie-Afrique à Sotchi (Russie) en octobre 2019. REUTERS

Les gardiens de la paix des Nations unies en patrouille à Bangui (République centrafricaine). Le pays est accablé par la violence et l'instabilité depuis 2013. AFP/GETTY IMAGES

d'une base russe en Centrafrique.

La Centrafrique semblerait au premier abord une cible improbable de la présence et l'influence russes. Toutefois, l'instabilité de longue date de ce pays et ses riches gisements de diamant, d'or, d'uranium et de pétrole en font un centre d'influence souhaitable pour la Russie. M. Poutine a adroitement exploité la situation en employant un modèle remontant à l'ère soviétique de la guerre froide qui s'appuie sur une « coopération technico-militaire », selon l'analyse de la fondation Jamestown. La Centrafrique et la Russie ont conclu un accord en août 2018 et depuis lors la Russie a étendu son empreinte dans le pays en utilisant deux méthodes.

Premièrement, un accord de formation/consulting militaire est entré en vigueur en mars 2018 avec l'arrivée de conseillers comprenant 5 militaires et 170 « formateurs civils », selon la fondation. Malgré des déclarations contraires, ces formateurs appartiennent en fait aux forces de Wagner.

Deuxièmement, la Russie a fait don au gouvernement de Centrafrique d'équipement militaire et technique, notamment des armements, des munitions et des véhicules militaires. La plupart de cette assistance est fournie à prix réduit car une grande partie de l'équipement est obsolète. En outre, les objectifs russes sont davantage axés vers des avantages économiques que vers l'idéologie, selon Jamestown.

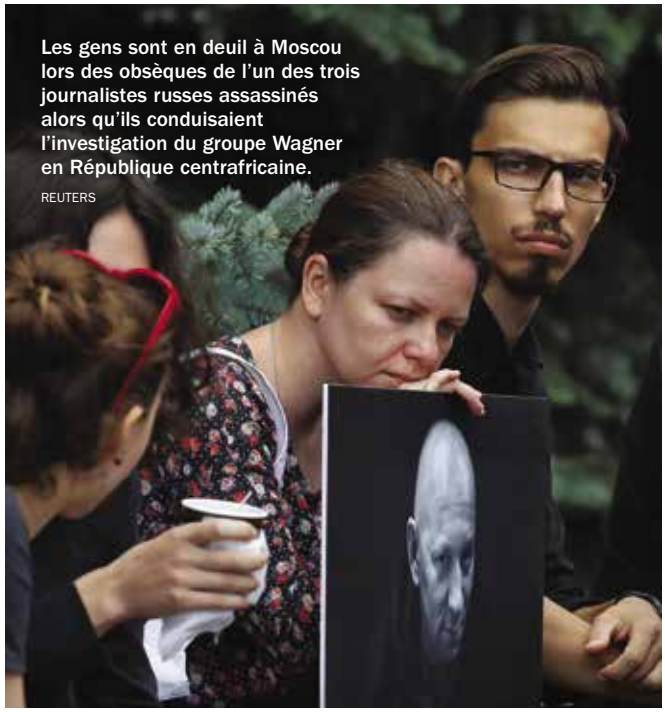
Malgré ces allégations d'assistance, des preuves existent selon lesquelles la Russie pourrait utiliser Wagner pour jouer un double jeu en Centrafrique.

Par exemple, le Geopolitical Monitor a remarqué en août 2020 que plus de 80 % du pays restait sous le contrôle des rebelles. Daniel Sixto a écrit : « En plus de fournir une formation militaire, Wagner collabore apparemment avec ces rebelles pour exploiter la population locale. On signale que les forces de Wagner ont coordonné avec les forces rebelles pour permettre à une société minière russe d'accéder à des mines de diamant dans le territoire des insurgés, ce qui sape leurs objectifs plus vastes dans la région. »

En Libye, la Russie a utilisé Wagner pour intervenir dans le conflit aux côtés du field marshal Khalifa Haftar contre le gouvernement d'entente nationale reconnu par les Nations unies, lequel avait précédé le gouvernement intérimaire dirigé par Abdel Hamid Dbeibah, appelé gouvernement d'unité nationale. La Libye est également riche en gisements de pétrole et sa côte méditerranéenne en fait une sphère d'influence potentielle hautement stratégique.

L'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique a accusé les forces de Wagner d'installer des mines et d'autres engins explosifs en Libye, parfois en les dissimulant dans des jouets, selon Business Insider.

Wagner et M. Prigojine étendent aussi leur influence dans l'univers en ligne. Des rapports signalent que Wagner a conduit des campagnes d'influence en ligne en Libye qui ciblent les citoyens et soutiennent le général Haftar et Saïf al-Islam Kadhafi, fils du dictateur défunt. De même, on sait que le groupe a essayé d'influencer les élections de 2018 à Madagascar.



Les gens sont en deuil à Moscou lors des obsèques de l'un des trois journalistes russes assassinés alors qu'ils conduisaient l'investigation du groupe Wagner en République centrafricaine. REUTERS

Le field marshal Khalifa Haftar, commandant de l'Armée nationale libyenne renégate, a le soutien du groupe russe Wagner dans sa lutte contre le gouvernement appuyé par l'ONU en Libye. REUTERS

Wagner n'offre pas seulement des avantages pour Messieurs Poutine et Prigojine ou pour le gouvernement russe. Ceux qui travaillent pour Wagner à l'étranger sont aussi bénéficiaires, surtout du point de vue financier. Selon TRT World, les soldats de Wagner peuvent gagner 1 million de roubles (jusqu'à 16.000 dollars) en trois mois, soit jusqu'à dix fois ce que gagnent les soldats russes. Les commandants de Wagner peuvent gagner jusqu'à trois fois plus que cela. S'ils meurent au combat, les familles des combattants peuvent toucher environ 56.000 dollars.

Ahmed Hassan, PDG du cabinet-conseil de renseignements Grey Dynamics, a déclaré à Business Insider : « Wagner est déployé par la Russie comme une extension de ses ambitions étrangères et militaires, et il se trouve simplement que les régimes autoritaires sont ses clients. Bien entendu, ce type de régime essaie souvent de résoudre les troubles sociaux par la force et Wagner est un outil qu'ils utilisent. » ❑

UN TERRAIN PEU FAMILIER

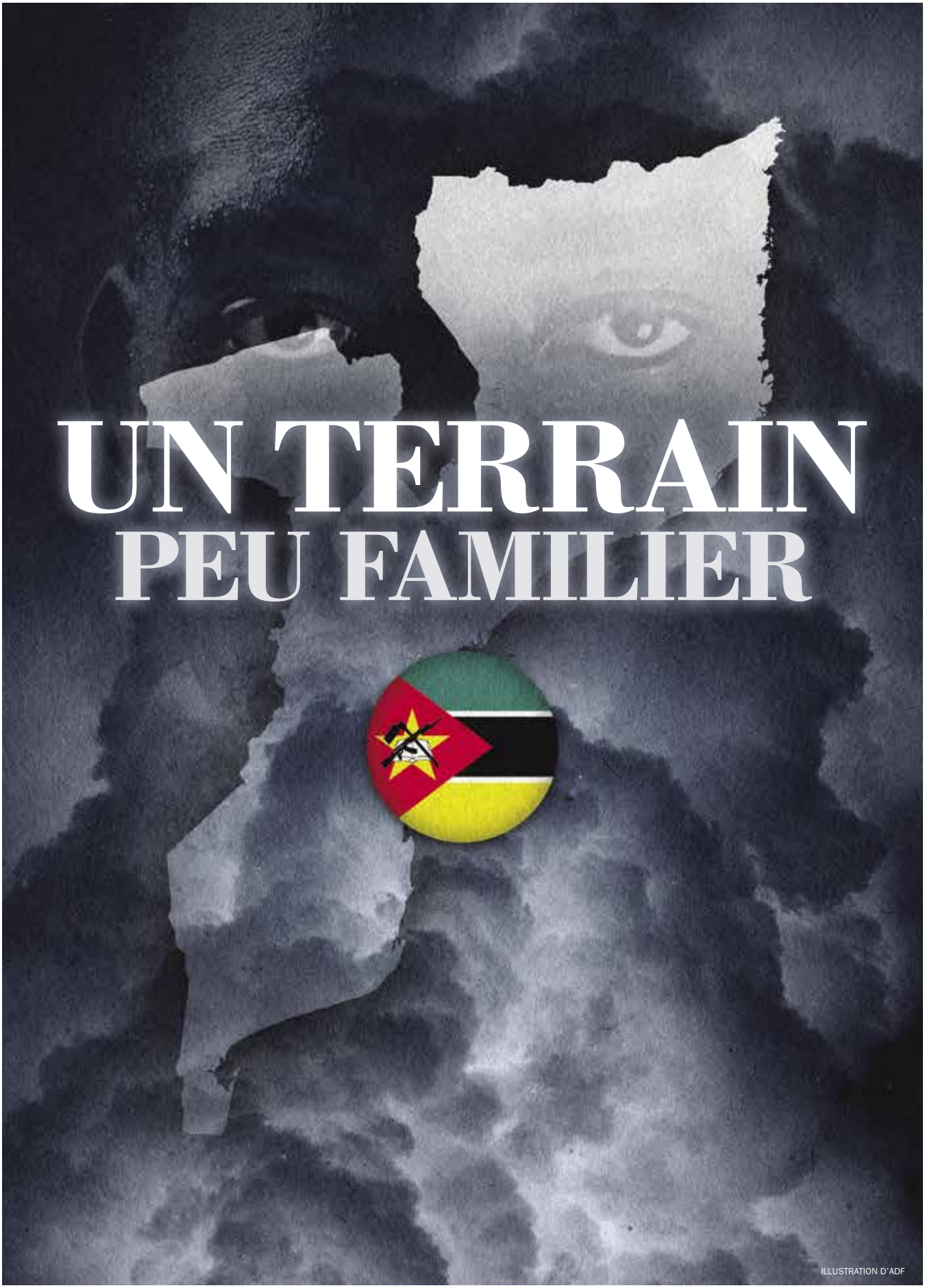


ILLUSTRATION D'ADF

Les mercenaires peuvent-ils renverser la situation dans la province mozambicaine irréductible de Cabo Delgado ?

PAR CYRIL ZENDA

Un groupe d'insurgés brutal et obscur s'est implanté dans la province de Cabo Delgado au Nord du Mozambique. Les militants alignés avec l'État islamique et appelés Ansar al-Sunna (les sympathisants de la tradition) ont émergé en octobre 2017 et ont semé une violence qui a provoqué la mort de plus de 2.500 personnes et déplacé plus de 700.000 en date de la mi-mars 2021.

Au Cabo Delgado, situé sur la frontière Nord du Mozambique avec la Tanzanie, vivent environ 2,3 millions de personnes, dont 60 % sont des Musulmans. Les résidents locaux l'appellent « Cabo Esquecido » (le Cap oublié).

Depuis 2019, le gouvernement mozambicain emploie des sociétés militaires privées (SMP) pour aider à combattre les insurgés, et enregistre des succès mitigés. Les groupes sont controversés et mettent en évidence les conséquences financières et sur les droits humains lorsque la sécurité nationale est sous-traitée à des intérêts privés.

En outre, les analystes déclarent que l'emploi par le Mozambique de SMP onéreuses dans le Nord-Est de la province, riche en gaz naturel, pourrait être insoutenable à long terme.

« Les enjeux sont très élevés », déclare Lionel Dyck, chef du groupe Dyck Avisory, SMP sud-africaine qui a aidé le gouvernement à réprimer l'insurrection au Cabo Delgado. « Mais les Forces de défense du Mozambique sont prises au dépourvu et munies de faibles ressources, et nous devons agir rapidement », a-t-il dit au site web Africa Unauthorised en juillet 2020.

Depuis la fin 2017, les forces armées nationales essaient d'éliminer ce groupe armé qui a déstabilisé la région où ExxonMobil, Total et d'autres sociétés énergétiques internationales sont venues pour exploiter les gisements de gaz naturel, d'une valeur de 60 milliards de dollars.

LES RACINES DE L'INSURRECTION

Au moment-même ou les sociétés gazières commençaient leurs travaux, Ansar al-Sunna a lancé son insurrection destructrice. Les résidents locaux appellent ce groupe « Al-Shebab » mais il n'est pas lié au groupe affilié à al-Qaïda et basé en Somalie.

Bien qu'il n'existe pas de consensus sur les motivations de l'insurrection, les analystes conviennent que la religion aurait pu fournir un point de ralliement pour ceux qui étaient déjà mécontents des inégalités socioéconomiques et politiques généralisées qui existent depuis que le Mozambique a gagné son indépendance du Portugal en 1975. Ces conditions ont attiré surtout des jeunes vers les mouvements radicaux tels qu'Ansar al-Sunna, qui promet que sa version de l'Islam sera une solution pour la corruption et la domination des élites.

« Nous occupons [les villes] pour montrer que le gouvernement actuel est injuste », a déclaré un militant en 2020 dans une vidéo, selon la BBC. « Il provoque l'humiliation des pauvres et donne les profits aux chefs. »

Ce véhicule a été détruit et abandonné au bord de la route après l'embuscade d'un convoi civil par des militants au Mozambique en mars 2021. GROUPE DYCK ADVISORY/REUTERS

Le Dr Éric Morier-Genoud, scientifique politique à l'université Queen's de Belfast (Irlande du Nord) et né au Mozambique, associe l'insurrection à une dynamique historique et sociale spécifique.

« Le mouvement a émergé au sein d'un groupe religieux, social et ethnique particulier appelé les Mwani, déclare le Dr Morier-Genoud. Ils se sentent marginalisés depuis des décennies par les migrations dans leur région, le manque de développement économique et l'influence politique de leurs voisins. »

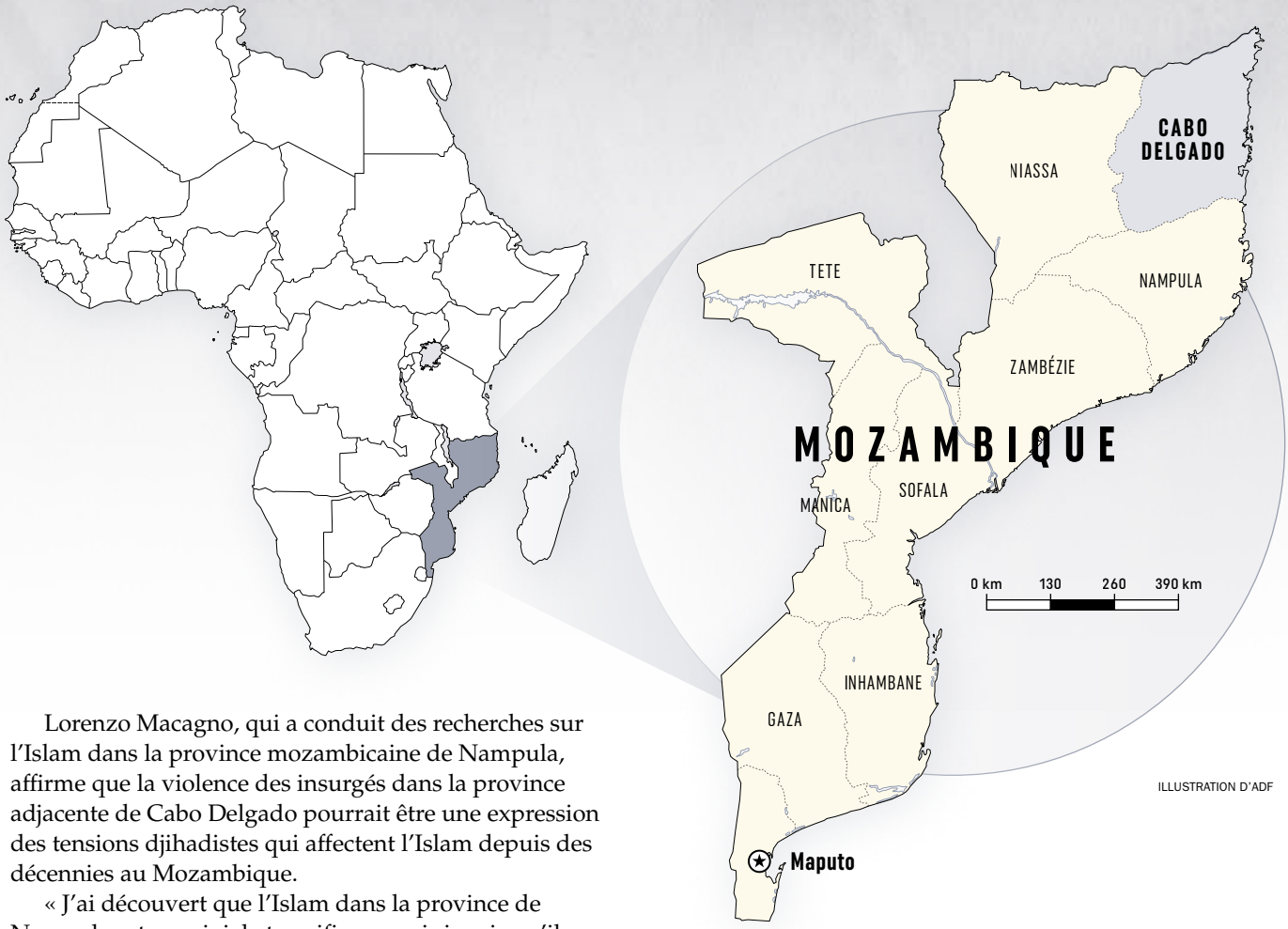


ILLUSTRATION D'ADF

Lorenzo Macagno, qui a conduit des recherches sur l'Islam dans la province mozambicaine de Nampula, affirme que la violence des insurgés dans la province adjacente de Cabo Delgado pourrait être une expression des tensions djihadistes qui affectent l'Islam depuis des décennies au Mozambique.

« J'ai découvert que l'Islam dans la province de Nampula est convivial et pacifique, mais je sais qu'il a aussi été affecté par des tensions internes et que maintenant ils sont sujets à une extrapolation djihadiste au Cabo Delgado », a déclaré M. Macagno, professeur associé d'anthropologie à l'université de Paraná (Brésil).

Pour le professeur Macagno, la pauvreté, la répression de l'état et la présence des capitaux étrangers dans les projets de gaz naturel ne sont pas suffisantes pour expliquer le soulèvement armé du Cabo Delgado. Ces facteurs sont présents dans d'autres parties de l'Afrique et du monde, où il n'existe pas de mouvement djihadiste.

Les groupes armés « se présentent comme messianiques et avec un programme pour la salvation de l'Islam qui combat les Musulmans jugés apostats, collaborateurs de l'état laïque », déclare-t-il.

UNE SOLUTION MILITAIRE

Le gouvernement du président Filipe Nyusi à Maputo a caractérisé la rébellion armée comme acte de banditisme et a déployé des forces militaires dans l'espoir d'éliminer rapidement les militants. Mais cette réponse s'est révélée tout à fait insuffisante.

Les chercheurs de l'Observatório do Meio Rural (OMR, observatoire rural), organisation non gouvernementale mozambicaine, ne sont pas surpris de l'échec subi par le déploiement militaire. Ils déclarent que certains membres des forces armées qui souffrent aussi de la négligence du gouvernement partagent les doléances des militants.

Ils disent qu'au début de la rébellion, des gens du public craignaient les forces gouvernementales plus que les insurgés.

« En fait, les soldats sur le terrain se plaignaient d'être peu payés et des problèmes d'approvisionnement logistique », disent les chercheurs de l'OMR.

Les déploiements militaires ont aussi provoqué la colère des communautés. Certains résidents locaux « se plaignent du vol et de l'extorsion d'argent commis par les soldats », disent les chercheurs. « Des rapports d'actualités et des vidéos de WhatsApp indiquent le sentiment généralisé que l'armée ne protège pas adéquatement la population en évitant de confronter les insurgés. »

Les soldats et les officiers de police mozambicains sont parmi les fonctionnaires les moins payés. Combiné à un manque critique de ressources, ceci a affecté gravement le moral et créé des conditions idéales pour la corruption.

LE RECOURS AUX MERCENAIRES

Vers la mi-2019, lorsqu'il est devenu évident que les Forces de défense du Mozambique, appelées Forças de Defesa e Segurança, n'étaient pas capables d'affronter l'insurrection, le président Nyusi s'est tourné vers les SMP pour obtenir de l'aide.

Environ 200 mercenaires du groupe Wagner, SMP censée être contrôlée par Evgueni Prigojine (homme

d'affaires russe ayant des liens étroits avec le Kremlin), ont atterri secrètement au Cabo Delgado en septembre 2019. Le fait que le groupe Wagner ait obtenu ce contrat lucratif, au lieu d'un certain nombre d'autres SMP basées en Afrique qui ont une expérience opérationnelle robuste dans la région, souligne le caractère opaque de ces contrats.

Le manque d'expérience régionale de Wagner a coûté cher. En date de novembre 2019, Wagner avait battu en retraite en toute hâte de Cabo Delgado après avoir subi d'importantes pertes, y compris des décapitations.

Enhardis par leur victoire contre les forces russes mieux équipées, les insurgés ont lancé d'autres attaques audacieuses en 2020.

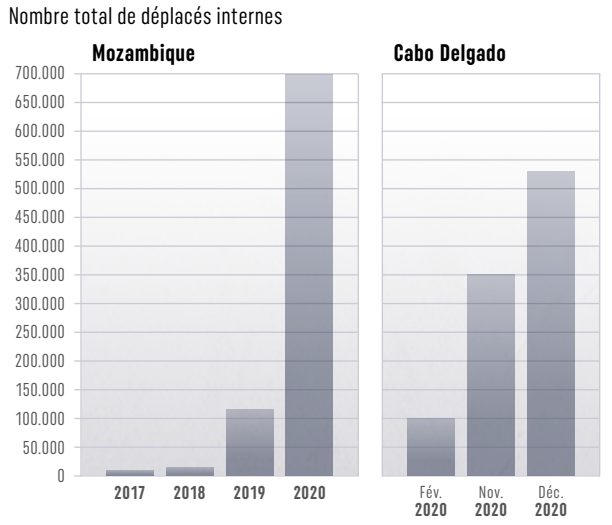
Elles ont poussé le gouvernement en avril 2020 à engager le groupe Dyck Advisory. Il y eut immédiatement des indications de succès, notamment la mort de 129 insurgés.

« Certaines des atrocités commises vont au-delà de tout ce que j'avais vu auparavant, et j'ai vu beaucoup de guerres dans beaucoup de lieux différents » a déclaré M. Dyck, ex-colonel de l'armée du Zimbabwe, à Africa Unauthorised en juillet 2020, lorsqu'il a décrit des rapports de mutilation de cadavres et de cannibalisme. « Malgré cette barbarie, l'ennemi est organisé, motivé et bien équipé. Si nous ne maîtrisons pas cela, il va se répandre rapidement dans le Sud et ce sera une catastrophe pour toute la région. »

Un responsable de la société Dyck a déclaré dans un rapport du 31 mars 2021 que le Mozambique ne prorogerait pas le contrat de la société. Cette annonce est venue à la suite d'un rapport d'Amnesty International accusant toutes les parties au conflit de commettre des infractions des droits humains.

On dit aussi que le Mozambique a engagé le groupe Paramount, société aérospatiale et technologique mondiale basée en Afrique du Sud. Bien que le groupe Paramount ne fournisse pas de personnel, il fournit des véhicules blindés, des aéronefs, des véhicules aériens sans humain à bord et des navires de guerre, ainsi qu'une formation pour les pilotes, les chiens policiers et les opérateurs de véhicule.

UNE CRISE CROISSANTE POUR LES PERSONNES DÉPLACÉES À CABO DELGADO



Source : Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Des abris temporaires dans le district de Metuge à Cabo Delgado offrent un gîte pour les personnes qui fuient la violence des militants.
AFP/GETTY IMAGES

Les insurgés ont brûlé cette maison dans Aldeia da Paz, village à l'extérieur de Macomia (Mozambique). AFP/GETTY IMAGES

LE COÛT DES SMP

Le coût des mercenaires pourrait ne jamais être connu mais les analystes déclarent que les SMP sont toujours onéreuses.

« Il ne fait aucun doute que l'utilisation des SMP fait l'objet d'une forte controverse dans un pays tel que le Mozambique ; le manque de transparence signifie qu'il est difficile d'évaluer exactement la profitabilité de ces contrats, mais il est clair que les entrepreneurs privés coûtent chers, et que certains membres des SMP gagnent jusqu'au quadruple du salaire des soldats américains », écrit l'expert de la sécurité Ben Simonson pour Global Risk Insights.

Des révélations provenant d'autres SMP qui n'ont pas obtenu le contrat du Mozambique lorsqu'il a été accordé au groupe Wagner indiquent qu'à l'époque, elles facturaient mensuellement jusqu'à 25.000 dollars pour chaque personne engagée sur le terrain, en plus de l'équipement et des autres considérations logistiques.

Si ces sommes sont exactes, les paiements mensuels versés à une SMP peuvent facilement excéder le salaire des 11.200 soldats de l'armée du Mozambique, dont le salaire moyen est de 70 dollars par mois.

Ces énormes dépenses privées font questionner comment le Mozambique pourra les payer à long terme, si l'on considère la nature prolongée des insurrections djihadistes telles que celles conduites par Boko Haram en Afrique de l'Ouest et par al-Shebab en Somalie.

Calton Cadeado, maître de conférences à l'université Joaquim Chissano de Maputo et expert en matière de défense et de sécurité, blâme les politiques antérieures pour la situation actuelle.

« Les Forces armées, pour des raisons politiques, économiques et géopolitiques, ont été affaiblies, dit-il. Politiquement, diverses voix, en particulier celles des donateurs, ont employé des arguments cyniques basés sur les théories libérales pour imposer de faibles investissements dans les Forces armées. »

Il dit qu'il est clair aujourd'hui que le manque d'investissement dans l'armée était une erreur. « Aujourd'hui, la modernisation des Forces armées est certainement une nécessité. »

M. Simonson convient que les SMP viennent combler une lacune sécuritaire énorme que les forces de sécurité du Mozambique ne peuvent pas éliminer.

« Il ne fait pas de doute que les insuffisances opérationnelles des forces de sécurité du Mozambique se sont traduites par quelque chose d'inévitable : le recours important aux entrepreneurs privés. Essentiellement, quelque chose est toujours mieux que rien et dans ce cas, l'emploi des SMP a empêché une situation très grave d'empirer, déclare M. Simonson. La triste vérité est le fait que la guerre est très lucrative : lorsqu'il y a un conflit, il y a des entrepreneurs militaires privés qui cherchent à en profiter. »

DES SOLUTIONS NON MILITAIRES

Bien que le président Nyusi et son gouvernement poursuivent des solutions militaires contre l'insurrection, les analystes déclarent que l'emploi de moyens non militaires pour mettre fin au conflit devrait être considéré.

« Ils doivent adresser de façon constructive les problèmes de la possession des terres, commencer à se préoccuper des tensions sectaires et éviter de vexer les Musulmans avec leurs opérations de sécurité s'ils souhaitent empêcher les

« La solution ne peut pas être uniquement militaire, parce qu'il est presque impossible d'être victorieux [contre] un mouvement de guérilla dans un contexte de pauvreté et d'inégalité, accompagné de tensions historiques profondes »

— LES CHERCHEURS DE L'OBSERVATÓRIO DO MEIO RURAL

guérilléros islamistes de profiter des doléances locales et gagner davantage de terrain », déclare le Dr Morier-Genoud.

Le professeur Cadeado déclare qu'il est important pour le gouvernement de faire face aux problèmes qui provoquent le mécontentement de la population locale. Le gouvernement devrait investir dans le développement au niveau local et faire bien attention à la hausse de la population de jeunes dans les zones affectées par l'insurrection, ajoute-t-il.

Après l'indépendance, la guerre civile du Mozambique, dans laquelle le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), d'orientation marxiste-léniniste, a lutté contre les forces insurgées de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) entre 1977 et 1992, a pris fin seulement à la suite de négociations. Ceci suscite de sérieuses appréhensions sur la possibilité de mettre fin au conflit en cours par des moyens purement militaires.

« La solution ne peut pas être uniquement militaire, parce qu'il est presque impossible d'être victorieux [contre] un mouvement de guérilla dans un contexte de pauvreté et d'inégalité, accompagné de tensions historiques profondes », selon les chercheurs de l'OMR. Ils ajoutent que les forces de sécurité privées ne comprennent pas la dynamique locale ou le terrain sylvestre, ce qui complique les choses dans une région où les insurgés bénéficient d'un certain soutien local.

UNE AIDE EXTÉRIEURE COMMENCE À ARRIVER

L'hostilité de longue date du gouvernement mozambicain vis-à-vis des étrangers ne l'a pas aidé à obtenir une assistance extérieure. Il a été accusé de réprimer les journalistes, les agents d'assistance et les acteurs influents, dont certains ont aidé à révéler les atrocités qui ont été commises dans la zone du conflit.

Toutefois, alors que l'insurrection continuait, les pays de la région et au-delà ont commencé à considérer diverses formes d'assistance. À la fin 2020, la Tanzanie a offert de conduire des opérations militaires conjointes le long de leur frontière commune et le Portugal a offert de former des membres de l'armée mozambicaine.

Au printemps 2021, une douzaine de Bérets verts de l'Armée de terre des États-Unis ont lancé un programme de deux mois pour former les fusiliers marins mozambicains sur des aptitudes militaires de base, ce qui pourrait conduire à une assistance plus importante telle que la planification, la logistique et les soins aux victimes des combats, selon un reportage du New York Times. Les États-Unis considéreront aussi la fourniture d'une assistance au niveau des renseignements.

En avril 2021, la Force nationale de défense d'Afrique du Sud a envoyé des soldats pour fournir un soutien logistique aux ressortissants sud-africains qui souhaitaient rentrer dans leur pays, selon la chaîne sud-africaine Eyewitness News.

Au début mai 2021, l'Union européenne a annoncé qu'elle considérerait une mission de formation militaire au Mozambique, selon un reportage de Reuters.

Le président mozambicain Filipe Nyusi s'exprime devant les journalistes. REUTERS

Après plusieurs mois de délibération, la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) constituée de seize membres a convenu le 23 juin 2021 de déployer sa force régionale en attente pour aider à combattre le terrorisme au Mozambique. Les responsables n'ont pas fourni d'information sur le nombre de soldats, l'échéancier du déploiement ou les affectations de personnel.

« C'est seulement la première étape d'une solution plus vaste », a déclaré à Reuters Liesl Louw-Vaudran, chercheuse principale à l'Institut pour les études de sécurité. « C'est la première fois que… la force en attente de la CDAA est mobilisée pour une opération antiterroriste non liée au maintien de la paix. Cette situation est très complexe. » ❑

AU SUJET DE L'AUTEUR
Cyril Zenda est un journaliste basé à Harare (Zimbabwe). Ses écrits ont été publiés dans Fair Planet, TRT World Magazine, The New Internationalist, Toward Freedom et SciDev.Net.

MAJOR CAIN CLAXTON/FORCE OPÉRATIONNELLE D'EUROPE DU SUD POUR L'AFRIQUE

ESCALADER ENSEMBLE la CÔTE DE LA SÉCURITÉ

PERSONNEL D'ADF

Les forces américaines et marocaines se sont rencontrées pour planifier l'exercice African Lion de juin 2021, qui a réuni plus de 7.000 soldats des États-Unis, du Maroc, du Sénégal, de la Tunisie et d'ailleurs. Les planificateurs ont considéré cette colline à Agadir (Maroc) pour la formation sur les armes légères. Des centaines d'autres planificateurs ont travaillé virtuellement pour établir les objectifs et les protocoles du Covid-19. African Lion, créé en 2002, est le plus grand exercice de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et aide à développer la coopération, renforcer les relations et améliorer la préparation pour relever les défis de sécurité en Afrique du Nord et en Europe du Sud.

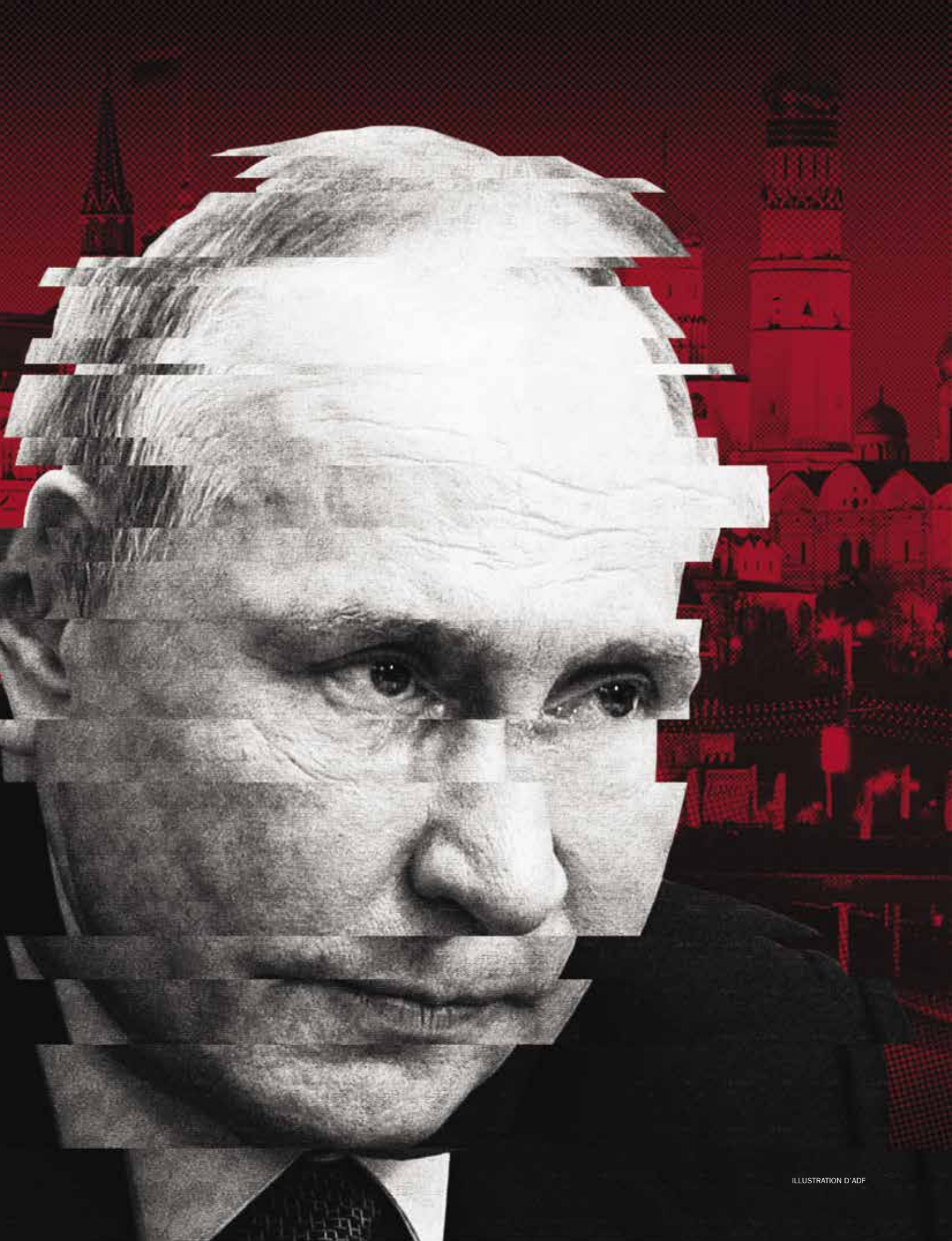


ILLUSTRATION D'ADF

DES MESSAGES PERVERTIS

La désinformation russe vise à influencer les élections et gagner l'accès aux ressources naturelles

PERSONNEL D'ADF

À Madagascar, une page web en langue malgache montre la caricature d'un ours russe qui se réveille de l'hibernation pour sauver l'Afrique des hyènes.

En Libye, un site web en langue arabe acclame Saïf al-Islam, fils du défunt dictateur Mouammar Kadhafi, comme le sauveur du pays.

En République centrafricaine, un site en français célèbre la visite de Miss Russie dans le pays pour juger un concours de beauté.

Tous ces sites web ont une caractéristique commune : ils ont été créés par des agents russes dans le cadre d'une vaste campagne d'influence en Afrique. Dans une étude conduite par le Stanford Internet Observatory, les analystes ont examiné 73 pages de Facebook qu'ils ont qualifiées d'« inauthentiques » et qu'ils soupçonnent d'être liées à la Russie. Les pages ont été affichées 48.000 fois, elles ont eu plus de 9,7 millions d'interactions et reçu des « j'aime » de plus de 1,7 millions de comptes. On pense que ces pages sont seulement une fraction des efforts russes déployés sur l'Internet pour cibler l'Afrique.

Róbert Gönczi écrit pour le Warsaw Institute : « Les opérations de désinformation sont l'une des nombreuses nouvelles méthodes… qui aident la Russie à étendre sa sphère d'influence. Le message est plus clair que jamais : la Russie est revenue sur le continent africain et ses intentions sont plus sérieuses que jamais. »

Les observateurs déclarent que la Russie ne possède ni le pouvoir politique ni les ressources économiques qui lui permettraient d'exercer une influence aussi vaste que celle qu'elle exerçait pendant la guerre froide. Elle considère plutôt la messagerie en ligne comme un moyen de faire des vagues à bon compte.

Cameron Hudson, associé principal au Centre Afrique de l'Atlantic Council, déclare : « Les réseaux sociaux et l'influence en ligne sont des moyens relativement économiques d'avoir un impact sur la scène du monde. Tout ce qu'ils peuvent faire pour saper la presse libre et les institutions démocratiques, et pour semer le doute dans l'esprit des gens, est probablement axé sur leur vision plus large, selon moi. »

DES LIENS AVEC POUTINE

Celui qui dirige ces efforts s'appelle Evgueni Prigojine. Il est un proche collaborateur du président russe Vladimir Poutine et dirige l'Internet Research Agency (IRA), opération russe de « trolls », et le groupe Wagner, société militaire privée active en Afrique.

Au début de ses recherches, Stanford a identifié un ensemble de pages liées à Wagner qui ciblaient la Libye. Ces pages soutenaient le field marshal renégat Khalifa Haftar et ses combattants. Elles parlaient aussi avec nostalgie de l'ère Kadhafi et cherchaient à discréditer les Nations unies et l'Occident. Lorsque les chercheurs ont signalé ces pages à Facebook, la société de réseaux sociaux a identifié des pages similaires qui ciblaient la Centrafrique, le Mozambique, la République démocratique du Congo et le Soudan. Les pages ont depuis lors été retirées.

Les efforts russes semblent s'appuyer sur des sous-traitants qui sont des locuteurs natifs d'une langue parlée dans la zone ciblée et qui souvent sont originaires du pays ciblé. En plus de Twitter et Facebook,

LES EFFORTS DE DÉSINFORMATION RUSSES
EN AFRIQUE, SELON LE PAYS

LIBYE
Types de contenu sur le web : Sites conçus pour ressembler à des sites de nouvelles et des pages de fans pour les chefs politiques et militaires.

Messages : Soutien pour le field marshal renégat Khalifa Haftar et sa milice et pour Saïf al-Islam, fils du défunt dictateur libyen Mouammar Kadhafi.

But possible : Soutien du retour d'un régime autoritaire en Libye, qui pourrait faciliter l'accès de la Russie aux ressources naturelles telles que le pétrole.

SOUDAN
Types de contenu sur le web : Sites conçus pour ressembler à des sites de nouvelles et des pages politiques.

Messages : Soutien à l'ex-leader Omar el-Beshir, discrédit des mouvements de contestation, promotion de la Russie comme partenaire économique.

Buts possibles : Renforcer un régime ami qui donne à la Russie un accès aux ressources minérales. Gagner un soutien pour une base navale russe sur la mer Rouge.

MADAGASCAR
Types de contenu sur le web : Sites conçus pour ressembler à des sites de nouvelles, sites soutenant des politiciens, un site créé pour une société minière.

Messages : La Russie a soutenu activement ses candidats choisis aux élections nationales de 2018 avec des spots publicitaires sur le web et à la télévision et des documents imprimés qui violaient les lois sur les campagnes.

Buts possibles : Une société contrôlée par Evgueni Prigojine a acheté une part majoritaire dans une société minière malgache de chrome et nécessitait un gouvernement ami pour conserver cet accès.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (CENTRAFRIQUE)
Types de contenu sur le web : Sites conçus pour ressembler à des pages de nouvelles, de sports et de culture, pages soutenant des politiciens, pages génériques soutenant l'ingérence de la Russie en Centrafrique.

Messages : Ces pages soutenaient généralement l'administration au pouvoir et les partenariats entre la Russie et la Centrafrique, et critiquaient les États-Unis et la France.

Buts possibles : La Russie est un fournisseur majeur d'armes dans le pays et a créé un partenariat politique et sécuritaire important grâce à des entrepreneurs militaires privés. Ces entrepreneurs offrent une protection personnelle aux politiciens et entraînent les forces armées. Il a été signalé que ce partenariat a permis à des sociétés russes d'avoir accès à l'extraction minière en Centrafrique. L'effort cybernétique pourrait essayer d'amplifier cet accès et de gagner le soutien du public.

Sources : Stanford Internet Observatory, The New York Times, CNN

Dans beaucoup de régions du monde, la Russie cherche à influencer les élections en faveur de candidats qui, selon elle, seront favorables au Kremlin.

Le président russe Vladimir Poutine rencontre Mouammar Kadhafi, dirigeant libyen à l'époque, en 2008 à Tripoli. AFP/GETTY IMAGES

les groupes sont aussi actifs sur les applis de messagerie WhatsApp et Telegram.

Shelby Grossman de Stanford déclare que les pages ont commencé à apparaître en Afrique en 2018, peu après la désactivation de la plupart des comptes d'IRA aux États-Unis par Facebook et Twitter. Mme Grossman pense que M. Prigojine travaillait sur une stratégie de « franchises » selon laquelle des acteurs locaux pourraient être rémunérés pour afficher au nom de la Russie. De tels affichages sont plus difficiles à lier à la Russie et peuvent produire un contenu qui est repris par la communauté locale dans les dialectes locaux courants, déclare-t-elle. Stanford a reçu des documents internes divulgués qui identifient un grand nombre de ces pages comme étant liées à la Russie. Sans eux, dit Mme Grossman, il aurait été difficile même pour des analystes expérimentés de les identifier comme « inauthentiques ».

Mme Grossman déclare au Centre africain pour les études stratégiques : « C'est vraiment difficile de reconnaître ces campagnes parce qu'elles se déroulent en temps réel. Et si les chercheurs de la

désinformation ne peuvent pas identifier quelque chose sans document interne, il n'est pas raisonnable de penser que les gens ordinaires pourraient le faire. »

Bien que les pages varient beaucoup en ce qui concerne leur approche et leur style, plusieurs thèmes majeurs apparaissent.

L'INTERFÉRENCE POLITIQUE

Dans beaucoup de régions du monde, la Russie cherche à influencer les élections en faveur de candidats qui, selon elle, seront favorables au Kremlin. À Madagascar par exemple, la Russie a soutenu un candidat présidentiel aux élections de 2018 avec un effort numérique et en personne. Cet effort a enfreint les lois du pays sur les campagnes, et a inclus des pages web et des éléments traditionnels des campagnes tels que les brochures, les panneaux et les spots télévisés. Les opérateurs russes liés au groupe Wagner ont aussi payé des journalistes locaux pour qu'ils écrivent des articles positifs sur le candidat, et ils ont payé les gens pour qu'ils participent aux rallyes de la campagne, selon le reportage du New York Times.

L'ingérence russe dans les élections a aussi été documentée en Libye et au Mozambique où, plusieurs mois avant les élections de 2019, des opérateurs russes ont créé des pages soutenant le président sortant.

« Le contenu que nous avons analysé sur Facebook et Instagram soutenait typiquement le parti au pouvoir dans tout pays ciblé par la page ou le compte, déclare Mme Grossman. En général, le contenu comprenait beaucoup d'acclamations pour quiconque était actuellement en fonction. »

La stratégie russe semble soutenir les régimes en place, souvent dirigés par des personnes autoritaires qui peuvent démontrer leur gratitude en orientant les ressources et les contrats lucratifs vers les sociétés russes.

Paul Stronski, associé principal de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, déclare : « Ce sont des pays avec des leaders de type autoritaire qui ont besoin d'un peu d'aide supplémentaire pour gagner. En retour, [M. Prigojine] obtient l'accès à certaines "friandises". »

OUVRIR LES PORTES AU COMMERCE

Les campagnes russes de désinformation sont souvent conçues pour donner un avantage à son commerce.

Au Soudan, les pages web soutenues par la Russie ont décrit les difficultés économiques éprouvées par le pays,

Un responsable des élections malgaches montre un bulletin de vote lors du dépouillement du scrutin aux élections de 2018. REUTERS

Sergueï Lavrov (à gauche), ministre russe des Affaires étrangères, et Robert Mugabe, président du Zimbabwe à l'époque, se réunissent avant la mise en service d'un projet de mine de platine en 2014. La Russie a utilisé des campagnes de désinformation en ligne pour soutenir les gouvernements qui lui accordent un accès aux ressources minérales. AFP/GETTY IMAGES

notamment les pénuries alimentaires et l'inflation. Elles ont vanté les avantages économiques d'une base navale russe proposée sur la mer Rouge et l'expertise de la Russie dans le secteur minier.

Avant la chute du président de longue date Omar el-Beshir, une société contrôlée par M. Prigojine et appelée M-Invest a aidé à répandre la désinformation et a cherché à saper les manifestations populaires contre le président. En retour, M. el-Beshir a accordé des concessions de mines d'or à une filiale de M-Invest appelée Meroe Gold.

Suliman Baldo, conseiller principal de The Sentry (groupe d'investigation recherchant l'argent connecté aux criminels de guerre), déclare : « On pense que M-Invest a conseillé Omar el-Beshir sur la façon de créer tout un système de fausse propagande pour discréditer les leaders des manifestations populaires pro-démocratiques. En plus, ils lui ont aussi recommandé d'organiser des exécutions publiques et de tuer un nombre assez élevé de manifestants de façon à enrayer les manifestations contre son régime. »

Ce type de soutien extérieur et de campagne d'information est parfois appelé une opération de « chevalier noir ». La Russie joue le rôle du chevalier noir qui soutient le chef ou le parti au pouvoir et, en retour, obtient l'accès aux ressources naturelles.

Rosneft, géant russe de l'énergie, est actif en Guinée équatoriale, en Libye, au Mozambique, au Nigeria, en Ouganda et au Soudan du Sud. La société russe d'énergie nucléaire Rosatom a signé des accords pour travailler dans quatorze pays africains et les sociétés énergétiques Lukoil et Gazprom sont aussi actives sur le continent. Les sociétés minières russes souhaitent vivement gagner l'accès à des concessions de bauxite, de platine et autres métaux.

Le gouvernement russe perçoit un avantage stratégique pour soutenir les régimes qui peuvent donner aux sociétés un accès à ces ressources naturelles. Ce sont souvent des régimes avec lesquels la plupart des autres leaders du monde ne souhaitent pas être associés.

« La Russie accepte de faire des affaires avec beaucoup de caractères répugnants, déclare M. Hudson. Elle accepte de traiter avec des régimes qui cherchent à se maintenir

INTÉRÊTS RUSSES EN AFRIQUE, PAR PAYS

Initiative	Pays ciblés africains clés
Ressources naturelles	Angola, Botswana, Cameroun, Centrafrique, Égypte, Ghana, Guinée, Libye, Mozambique, Nigeria, Soudan, Zambie, Zimbabwe
Ventes d'armes	Algérie, Angola, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Égypte, Éthiopie, Libye, Nigeria, Ouganda, Soudan, Zambie, Zimbabwe
Coopération en matière de sécurité	Afrique du Sud, Angola, Centrafrique, Égypte, Madagascar, Mozambique, Somalie, Somaliland, Soudan
Lutte contre le terrorisme	Nigeria, Somalie, Tchad
Technologie des centrales nucléaires	Afrique du Sud, Angola, Égypte, Éthiopie, Namibie, Rwanda, Soudan, Zambie
Construction hydroélectrique	Angola, Guinée équatoriale, Namibie, Zambie
Construction des chemins de fer	Angola, Guinée, Nigeria

Source : Centre africain pour les études stratégiques

au pouvoir à l'aide de méthodes anticonstitutionnelles. Elle accepte de traiter avec les gouvernements militaires, les gouvernements que les démocraties occidentales pourraient bien ne pas accueillir aussi rapidement. La Russie pense qu'elle détient un avantage en se lançant à la conquête de ces marchés. »

DES USINES À TROLLS

Certaines cyber-activités africaines de Russie ne visent pas les pays africains proprement dits. Certaines utilisent l'Afrique comme une plateforme de diffusion vers l'extérieur.

Pour créer de la confusion et se démarquer des efforts mondiaux d'interférence dans les élections et de désinformation, les opérateurs russes ont établi des « usines à trolls » en Afrique. Des opérations découvertes au Ghana et au Nigeria paient les jeunes pour afficher des articles faux ou trompeurs sur les plateformes des réseaux sociaux, selon une investigation de CNN.

Facebook a éliminé 49 comptes, 69 pages et 85 comptes d'Instagram qui selon elle étaient dédiés à l'interférence étrangère. Twitter a aussi éliminé 71 comptes liés à ces usines où les gens vivent et souvent à l'étroit.

« La plupart émettaient des tweets en langue anglaise et se présentaient comme étant basés aux États-Unis, déclare Twitter. Les comptes, actifs à partir du Ghana et du Nigeria et que nous pouvons lier de façon fiable à la Russie, essayaient de semer la discorde en engageant des conversations concernant les questions sociales telles que la race et les droits civiques. »

Ce franchisage des efforts de désinformation russes rend son suivi et sa clôture plus difficiles.

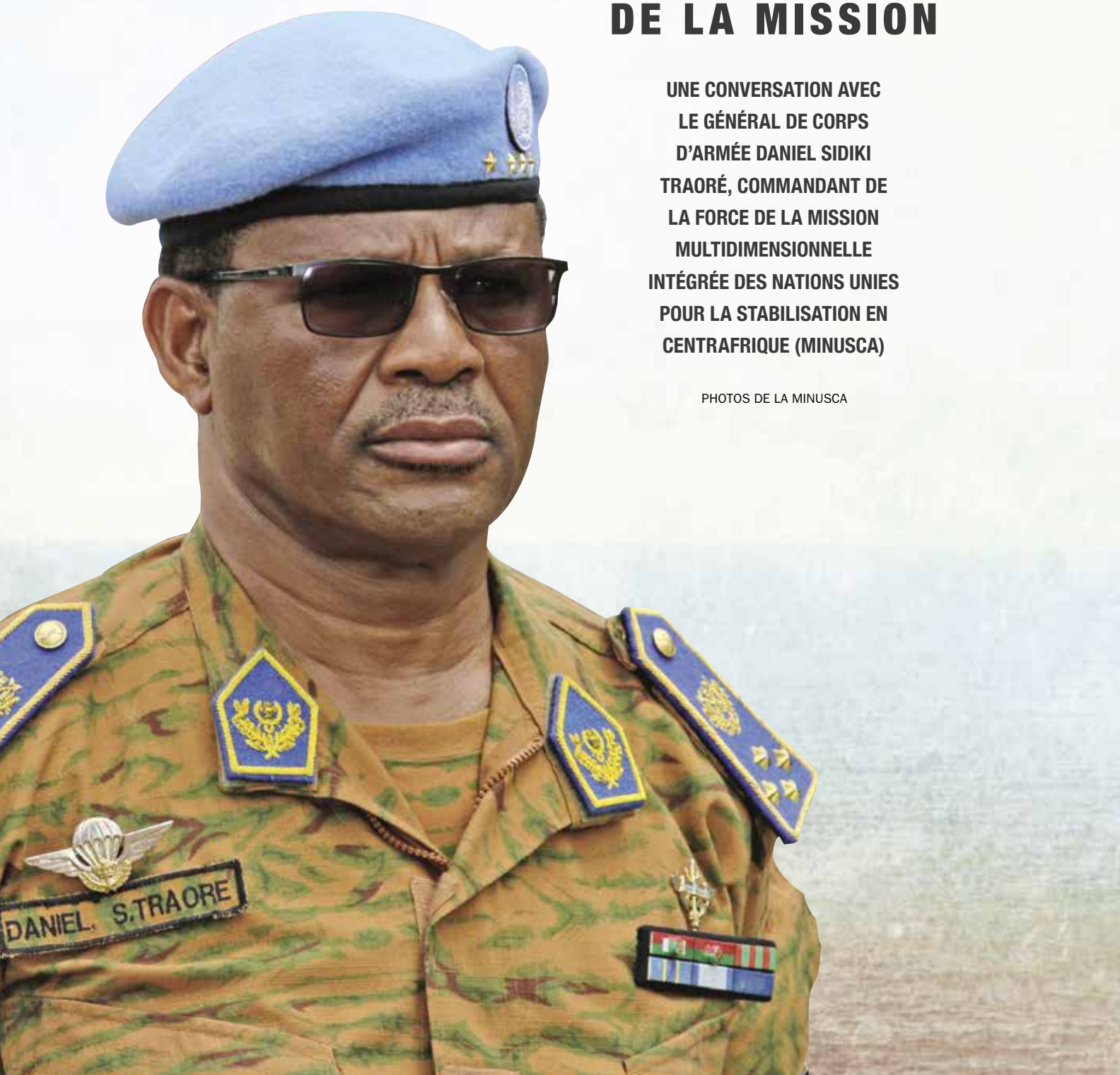
Mme Grossman déclare que, bien que les géants des réseaux sociaux et les gouvernements puissent faire davantage pour mettre fin à ce type d'ingérence, la solution la meilleure et la plus rapide pour les utilisateurs est de s'informer eux-mêmes sur ce qui pourrait être un contenu inauthentique ou un article de réseaux sociaux conçu pour les manipuler.

« En général, lorsque les gens consomment des informations sur les réseaux sociaux, ils devraient penser à ce que le contenu essaie de leur faire ressentir, déclare Mme Grossman. Et s'il semble que vos émotions sont manipulées, pensez à être méfiant. » ❑

LES CIVILS *au cœur* DE LA MISSION

UNE CONVERSATION AVEC LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE DANIEL SIDIKI TRAORÉ, COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN CENTRAFRIQUE (MINUSCA)

PHOTOS DE LA MINUSCA



À la suite de violents affrontements entre les forces de sécurité et des groupes armés en janvier 2021, le général Traoré a visité la municipalité de Bégoua à Bangui pour entendre les civils et essayer de les rassurer en ce qui concerne la sécurité.

Le général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré a été nommé commandant de la force de la MINUSCA en janvier 2020 après avoir servi en tant que commandant adjoint pendant deux ans. Le général, originaire du Burkina Faso, rejoint les Forces armées nationales de ce pays en 1977 et occupe différents postes, y compris ceux de commandant de la 6ème région militaire, commandant de la 2ème région militaire, chef du service des opérations au quartier général de l'état-major, chef du service des renseignements, chef du service des ressources humaines et conseiller spécial du chef d'état-major de la défense. Il participe aux missions de maintien de la paix des Nations unies en République démocratique du Congo, au Tchad, au Soudan et au Mali. Il a parlé à ADF par téléphone depuis le quartier général de la mission en République centrafricaine (RCA). Cette interview a été modifiée pour l'adapter au présent format.

ADF : D'un point de vue personnel, pourquoi avez-vous consacré une part si importante de votre carrière au maintien de la paix ?

Général Traoré : Je pense que la paix est la chose la plus importante dans la vie. Sans la paix, la vie serait futile. C'est particulièrement le cas sur le continent africain, où nous avons beaucoup de problèmes de sécurité. Je pense que ceux qui peuvent fournir des idées et des contributions ne devraient pas éviter de le faire. C'est pourquoi depuis plus de vingt ans j'ai consacré une partie de ma carrière militaire et de ma vie au processus de maintien de la paix. Et je pense que dans cette capacité, si nous voulons assurer la paix, nous pouvons le faire. Et si nous obtenons la paix en Afrique, nous pouvons l'obtenir partout dans le monde.

ADF : La MINUSCA a été créée il y a six ans après la crise de 2013 en Centrafrique. Il existe toujours de vastes régions du pays qui ne sont pas contrôlées par le gouvernement. Comment aborder une mission de maintien de la paix lorsqu'il existe toujours des groupes rebelles qui sont actifs et lancent des attaques ?

Général Traoré : La conclusion de l'accord de paix entre le gouvernement de Centrafrique et quatorze groupes armés le 6 février 2019 a suscité un peu d'espoir pour le processus de paix. Depuis lors, il y a eu des progrès concernant la restauration de l'autorité de l'État. Les forces de sécurité et de défense ont été déployées dans des zones où elles étaient absentes depuis des années. La MINUSCA a soutenu le déploiement des forces armées centrafricaines à Bangassou, Bria, Kaga-Bandoro, Ndélé et Birao.

Toutefois, certains groupes armés n'ont pas cessé leurs infractions. Dans ce contexte, l'approche de la MINUSCA est informée par le dialogue, l'offre de ses bons offices et une posture robuste. Cette approche inclut :

- Le déploiement des gardiens de la paix de la MINUSCA dans la zone de responsabilité de la mission, en particulier aux points sensibles et dans les zones contrôlées par les groupes armés. Nous faisons cela de façon délibérée avec une posture robuste pour assurer la protection des civils (POC) et la liberté de mouvement sur les routes principales de ravitaillement, ainsi que pour fournir un couloir sécurisé permettant la livraison de l'assistance humanitaire.
- Des patrouilles robustes pour montrer que la MINUSCA est présente lorsque le besoin l'exige.
- L'engagement de toutes les parties prenantes dans un dialogue constructif au lieu d'adopter une approche de confrontation.
- Le suivi de la mise en œuvre des accords de paix existants par leurs signataires et l'encouragement des autres parties prenantes pour qu'elles rejoignent le processus de paix.
- Finalement, nous engageons et combattons les groupes armés qui heurtent les civils et enfreignent les accords de paix. Au cours des événements de décembre 2020 et janvier 2021 par exemple, la MINUSCA était en première ligne pour stopper l'attaque coordonnée de certains groupes armés qui ont formé une coalition sous le leadership de l'ex-président François Bozizé de Centrafrique.

ADF : La MINUSCA a aidé à assurer la sécurité pendant les élections nationales. Ces élections se sont déroulées avec succès mais les attaques des rebelles ont forcé la fermeture de certains bureaux de vote. Pouvez-vous décrire les succès et les défis de l'effort de sécurité de la MINUSCA pendant les élections ?

Général Traoré : Ceci est très important, et le défi était très grand. En collaboration étroite avec le gouvernement de Centrafrique et les Forces nationales de défense et de sécurité, un plan intégré de sécurité a été conçu et approuvé pour les élections générales du 27 décembre 2020. La mise en œuvre de ce plan a débuté par une opération militaire appelée A la Londo contre un groupe connu sous le nom des 3R en juin 2020 dans l'Ouest du pays, afin de créer un environnement sûr et sécuritaire pour permettre aux votants de s'inscrire et aux candidats

de conduire librement leur campagne. En effet, avant les élections, ces groupes armés avaient commencé à menacer la population.

Préalablement aux élections, la MINUSCA a établi avec toutes les parties prenantes électorales une cellule de gestion de crise qui s'est réunie chaque semaine ou selon les besoins. Cette cellule nous a permis d'identifier toutes les tâches organisationnelles, les défis dus aux carences, et a rendu possible le développement d'une bonne coordination.

Ces élections constituaient un double défi :

- D'une part, il y avait le défi sécuritaire à cause du nombre de centres de votes et des menaces des groupes armés. La MINUSCA devait assurer la sécurité avant, pendant et après les élections puisque les groupes armés avaient l'intention de perturber le processus.
- D'autre part, il existait un défi logistique à cause des conditions difficiles des routes et des bureaux de vote situés dans des zones éloignées. Il existait un besoin de livrer, stocker, collecter et sécuriser dans les délais impartis les documents électoraux et les urnes électorales. La MINUSCA a fourni des escortes, des équipements et un soutien, en particulier des ressources de l'armée de l'air, pour livrer tout le matériel électoral. Après les élections, et de façon similaire, nous avons recueilli et renvoyé à Bangui toutes les urnes électorales.

Le plan a été mis en œuvre et les élections de décembre ont été organisées, bien que la coalition des groupes armés ait perturbé et entravé les élections dans certaines régions de l'Ouest. Les votants de Centrafrique ont élu leur président et les membres du parlement.

ADF : En mars, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé des effectifs supplémentaires de 2.750 soldats et 940 policiers pour la mission. Que vous permettra de faire ce personnel additionnel en ce qui concerne l'efficacité de la mission ? Comment seront-ils déployés ?

Général Traoré : Nous avons traversé des périodes vraiment tendues et difficiles depuis décembre 2020. Les choses sont un peu mieux aujourd'hui, mais la tension demeure. La décision du Conseil de sécurité de l'ONU était correcte ; elle vise à améliorer la capacité de la MINUSCA pour accomplir ses tâches prioritaires affectées, en particulier la protection des civils et l'accès plus facile à l'aide humanitaire, ainsi que la prévention et l'inversion d'une plus grande détérioration de la situation sécuritaire.

Les troupes supplémentaires permettront à la force d'être plus proactive et réactive. Elles réduiront le temps nécessaire pour l'intervention effectuée par des forces de réserve régionales, rapidement déployables. Pendant la crise de décembre 2020, nous avons dû déployer toutes nos réserves, et nos unités qui tentaient de gérer les menaces ont été débordées.

Ces troupes additionnelles nous permettront d'accomplir les tâches suivantes :

- Améliorer la sécurité sur la route de ravitaillement principale MSR1, entre la frontière du Cameroun et Bangui, qui est la planche de salut pour le pays. C'est sur cette route que sont transportées toutes les fournitures et la nourriture qui entrent dans le pays. Sa sécurité est très importante.
- Affecter des forces de réaction rapide aux commandants de tous les secteurs, ce qui améliorera leur

Des électeurs attendent de voter dans un bureau de vote de Paoua en présence d'officiers de surveillance électorale et de gardiens de la paix de la MINUSCA.

capacité de protection des civils et de soutien à l'assistance humanitaire. Elles leur permettront de répondre rapidement dans les zones où des menaces existent.
- Traiter en temps opportun toute menace ou attaque commise par les groupes armés ou autres saboteurs.

Le déploiement des unités de renfort sera effectué selon des phases successives qui ont été priorisées par le quartier général de l'ONU et la mission.

ADF : La protection des civils est une composante clé du mandat de la MINUSCA. Quelle est votre approche stratégique concernant la protection des civils ? Comment avez-vous essayé d'améliorer cela pendant votre mandat de chef de la mission ?

Général Traoré : La protection des civils est au cœur de notre mandat. C'est une approche générale et intégrée de toutes les composantes de la mission et des composantes en uniforme, en particulier la force.

La première chose que je fais consiste à identifier et tracer toutes les menaces POC. Selon cette cartographie, je décide comment déployer les forces de la MINUSCA afin de gérer, contenir et dissuader ces menaces. En coordonnant avec les autres composantes de la mission par des mécanismes d'alerte précoce et d'engagement communautaire, nous pouvons réduire la violence. Au cours des derniers mois, j'ai déployé des soldats dans les zones reculées et j'ai aussi augmenté le nombre de patrouilles robustes à grand rayon d'action. La disposition de notre force est dynamique et adaptée à l'évolution de la situation sécuritaire sur le terrain. Ceci nous permet de prévenir et de répondre rapidement aux menaces contre la population.

La force a une approche POC stratégique qui inclut :
- Communiquer avec les groupes armés et les Forces armées de Centrafrique (FACA) pour qu'ils comprennent les enjeux qui accompagnent l'infraction aux principes POC.
- Demander que tous les secteurs et unités maintiennent un tableau de suivi d'alerte précoce POC qui soit actualisé quotidiennement.
- Déployer les unités, les forces de réaction rapide, en mode d'attente pour qu'elles interviennent rapidement en cas de craintes de POC.
- Établir une bonne coordination avec les fournisseurs d'assistance humanitaire pour la préparation de la fourniture d'aide.
- Préparer les ressources aériennes dans l'attente d'une intervention lorsque nécessaire.
- Finalement, dans tout le pays, nous conduisons régulièrement des patrouilles robustes dans notre zone de responsabilité, en particulier dans les points sensibles que nous avons cartographiés.

ADF : Comment pensez-vous que les forces de la MINUSCA sont évaluées par les civils ? Comment avez-vous cherché à établir des passerelles de confiance avec les civils ?

Général Traoré : La perception de la part des civils évolue. Elle varie en fonction de la sécurité de la situation. Par exemple, les forces et la police de la MINUSCA ont eu une posture robuste contre les groupes armés pendant les attaques de Bangui le 13 janvier 2021, et en fait depuis décembre 2020, lorsque les attaques ont commencé. Ceci a été suivi par des articles médiatiques très positifs et une perception positive de la part des communautés.

Toutefois, au cours des semaines suivantes, la perception a changé avec la diffusion de fausses nouvelles accusant la MINUSCA de ne pas avoir participé aux opérations offensives. Comme vous le savez, dans ce pays les rumeurs existent vraiment.

Pour conserver l'opinion favorable de la population, nous communiquons et nous interfaçons régulièrement avec eux directement ou à travers nos homologues civils. En fait, chaque bataillon conduit des activités d'échange, de soutien ou d'assistance dans sa zone d'opération. Cela pourrait être un match de football entre une équipe locale et une équipe de la MINUSCA, cela pourrait être aussi la rénovation d'une salle de classe, la distribution de fournitures scolaires ou la reconstruction de ponts et de routes détériorés. Nous offrons aussi des consultations médicales gratuites accompagnées d'un traitement gratuit et de sessions de formation sur les compétences essentielles dans divers endroits pour les résidents locaux, et un grand nombre d'autres activités.

ADF : Quels sont les projets qui ont eu le plus d'impact ?

Général Traoré : Nous faisons beaucoup dans ce domaine, pour augmenter la confiance entre nous et la population, avec ce que nous appelons des projets à impact rapide et des activités de coopération civilo-militaires dans tout le pays. Par exemple, la MINUSCA a construit ou réparé des ponts à Bangassou et Bocaranga en 2020, et à Bakouma en 2021, et les a livrés aux autorités locales. En réponse aux carences d'eau et d'électricité à Bangui, nous fournissons une assistance depuis la mi-avril 2020 aux sociétés nationales d'électricité et d'eau pour répondre à cette crise. La ville de Bangui était dans une obscurité totale et les forces de la MINUSCA ont fourni des équipements pour pallier au manque d'électricité et d'eau.

ADF : Il est bien connu qu'il y a des acteurs de sécurité étrangers, principalement les Russes, qui sont actifs en Centrafrique. Comment est-ce que cela complique votre mission ?

Général Traoré : Sur ce point, je souhaite être clair, précis et concis. Les FACA sont nos seuls partenaires. Néanmoins, d'autres acteurs étrangers de la sécurité sont actifs dans le cadre d'accords bilatéraux avec le gouvernement national. Ils représentent un acteur supplémentaire sur le terrain et nous autres, en tant que MINUSCA, devons considérer leur présence pour éviter l'imbrication et les échanges de tir pendant les opérations. Un autre problème est le fait que nos homologues des FACA sont aussi soutenus par ces mêmes acteurs étrangers de la sécurité.

ADF : La MINUSCA a été critiquée par les observateurs, notamment le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, pour coordonner avec les mercenaires russes du groupe Wagner. Pouvez-vous répondre à ces critiques ? Que faites-vous pour corriger cela ?

Général Traoré : Nous n'avons aucune relation avec les forces bilatérales. La MINUSCA n'a jamais conduit d'opérations militaires conjointement avec les forces de sécurité étrangères qui sont actives en Centrafrique. De même, la MINUSCA n'a pas interfacé avec ces forces. La force de la MINUSCA agit en vertu de la résolution 2552 du Conseil de sécurité et des opérations de maintien de la paix des Nations unies et elle met pleinement en œuvre les principes associés.

ADF : Qu'est-ce qui doit se passer dans un avenir proche pour que les FACA et le gouvernement de Centrafrique soient prêts à assumer les responsabilités de sécurité dans le pays ?

Général Traoré : Les forces de la FACA ont conduit des opérations offensives sur le terrain qui leur ont permis de se redéployer dans divers endroits, en contribuant ainsi à la restauration de l'état de droit. L'étape suivante consistera à consolider ces gains, en coordination avec les efforts qui sont faits au niveau national grâce à un dialogue avec les parties prenantes pour ériger une paix durable et viable.

Les FACA ont fait certains progrès au cours des dernières années mais les défis existent toujours et doivent être adressés par l'institution et le gouvernement de Centrafrique. Nous devons par exemple :

- Achever le processus de désarmement, démobilisation et réintégration et le processus de réforme du secteur de la sécurité.
- Fournir une formation standard aux forces de sécurité internes, à la gendarmerie et aux troupes de la FACA dans leurs missions respectives pour qu'elles démontrent leur esprit de professionnalisme et de bonne discipline.
- Fournir aux forces un équipement de base et des uniformes.
- Finalement, les forces de sécurité et de défense doivent être déployées dans tout le pays et dans des zones différentes, ce qui permettra aux autres parties prenantes de l'état de se déployer.

ADF : Dans quelle mesure êtes-vous optimiste que cela puisse être accompli et que les choses avancent dans la bonne voie ?

Général Traoré : Ayant vécu dans ce pays depuis près de quatre ans, je pense qu'il y a eu des progrès. Il reste toujours certainement des défis mais, d'après ce que nous avons fait jusqu'à présent, avec l'engagement de toutes les parties prenantes, je pense que nous sommes sur la bonne voie. Nous avons fait des progrès ; nous devons maintenant les renforcer et rester forts pour surmonter ces défis. Je pense qu'avec le temps, nous pourrons construire une paix durable et viable pour ce pays. ❑

Les gardiens de la paix de la compagnie pakistanaise du génie de la MINUSCA réparent le pont PK24 sur la route de Bangassou à Bakouma en République centrafricaine.

ALORS QUE LA LIBYE A DES DIFFICULTÉS, LES COMBATTANTS ÉTRANGERS PRENNENT RACINE

Cette photo largement distribuée sur les réseaux sociaux montre des mercenaires russes en Syrie.

LES COMBATTANTS ÉTRANGERS SONT PEU ENCLINS À PARTIR. LES VASTES RESSOURCES DE PÉTROLE ET DE GAZ FONT PARTIE DU PROBLÈME.

PERSONNEL D'ADF

Vers la fin 2019, alors qu'une farouche bataille faisait rage en Libye pour sauver les faubourgs Sud de Tripoli, le personnel infirmier qui traitait les blessures a commencé à noter quelque chose d'inhabituel : des trous d'entrée de balle, mais pas de blessures de sortie.

Au contraire, ce qu'ils ont trouvé dans le corps des blessés était des balles à pointe creuse, aussi longues que le doigt de la main. Peu de gens atteints par ces balles ont survécu. Ces munitions portaient la carte de visite mortelle des tireurs mercenaires russes qui avaient participé au combat aux côtés des milices commandées par le field marshal Khalifa Haftar.

Leur motivation était l'argent et, selon les soldats luttant au nom du gouvernement d'entente nationale (GNA) de Libye, ils ne se conformaient pas aux lois de la guerre et ne respectaient pas particulièrement la vie humaine.

Haitham Werfali, commandant d'artillerie pour l'armée du GNA, a déclaré à la BBC : « Ils sont intéressés par l'argent, gagner de l'argent. Ils tuent les gens, provoquent la terreur et commettent des crimes pour l'argent. »

Les abus ont bientôt empiré. Selon un soldat du GNA interviewé par la BBC, les mercenaires russes exécutaient les soldats libyens après les avoir capturés. « Il a levé les mains et ils lui ont tiré dans l'estomac, deux balles l'une après l'autre », déclare Mohammed al-Kahasi en se souvenant de la mort d'un des quatre soldats qui selon lui ont été exécutés.

Un ex-mercenaire russe qui a combattu en Libye a confirmé cette tactique brutale, en disant que les prisonniers de guerre étaient détenus tant qu'ils étaient utiles. Cet ex-mercenaire de Wagner a déclaré à la BBC : « Si par exemple des ouvriers sont nécessaires pour creuser des tranchées, les prisonniers ont une valeur d'esclave. S'ils ne sont pas nécessaires, le résultat est évident. Personne ne veut nourrir quelqu'un de plus. »

Les crimes de guerre soupçonnés commis par les mercenaires russes sapent la paix fragile en Libye. Lorsque les chefs du gouvernement libyen d'unité ont essayé de reconstruire le pays en 2021, ils ont demandé aux combattants étrangers de rentrer chez eux.

« Nous demandons que tous les mercenaires partent des terres libyennes immédiatement », a annoncé le 17 mars 2021 Najla Mangoush, ministre intérimaire des affaires étrangères.

Des mercenaires soupçonnés du groupe Wagner posent pour une photo pendant leur déploiement. SERVICE DE SÉCURITÉ D'UKRAINE

Mais au cours des mois suivants, les forces russes ont continué à jouer un rôle de saboteur dans le pays. L'imagerie satellitaire a montré la construction d'une tranchée qui se prolongeait sur une distance de 70 km au Sud de la ville côtière de Syrte vers une base aérienne contrôlée par le général Haftar à Al-Joufra. Les experts qui ont analysé les images ont identifié trente positions défensives creusées le long de la tranchée.

« Les forces de Wagner ne se conformeront à aucun accord pour partir de Libye », a déclaré Muhammad Ammari, membre du Conseil présidentiel de Libye, au Libya Observer. « Le groupe Wagner fournit au gouvernement russe le pouvoir et les moyens d'influencer la politique gouvernementale, militaire et économique de la Libye. »

UNE FORCE DÉSTABILISATRICE

La Libye est essentiellement sans gouvernement depuis 2011, lorsque les rebelles ont renversé et tué le dictateur Mouammar Kadhafi. Jusqu'à la fin 2020, diverses factions ont contrôlé certaines portions du pays ; puis un cessez-le-feu a mis fin aux combats. Les leaders ont créé le gouvernement d'unité nationale, avec à sa tête le Premier ministre Abdel Hamid Dbeibah. Des élections sont prévues pour le 24 décembre 2021.

La fumée s'élève alors que des munitions retirées des quartiers civils sont détruites par les équipes du directorat du génie militaire libyen.
AGENCE ANADOLU/GETTY IMAGES

Des soldats retirent les mines, les explosifs improvisés et les munitions laissés par les mercenaires russes et les forces loyales à Khalifa Haftar en Libye. AGENCE ANADOLU/GETTY IMAGES

Alors que la plupart des institutions du gouvernement ont été mises en place, le Premier ministre a déclaré que les forces armées du pays restaient divisées. La résolution de cette division est entre les mains d'une commission militaire conjointe constituée de cinq officiers de haut rang de l'ex-GNA de M. Dbeibah reconnu par les Nations unies et cinq officiers de haut rang de son rival, l'ex-Armée nationale libyenne (LNA) du commandant militaire Haftar basé à l'Est.

Les investigateurs de l'ONU ont déclaré que le général Haftar était soutenu par au moins 1.200 mercenaires représentant des sociétés militaires privées russes telles que le groupe Wagner. Il a aussi reçu une assistance des Émirats arabes unis (EAU), qui ont fourni la puissance aérienne.

À l'époque, un rapport de l'ONU avait averti à plusieurs reprises le Conseil de sécurité qu'« un influx massif d'armements, d'équipements et de mercenaires » constituait une infraction à l'embargo de l'ONU sur les armes.

Le général Haftar a formé son armée séparatiste et a lancé une guerre en avril 2019 avec des armes qui étaient soupçonnées provenir des EAU et de la Russie. Le rapport n'a pas fourni d'estimation sur les sommes payées aux combattants russes du groupe Wagner. Mais il a noté que les Russes avaient « fourni pour le conflit un équipement avancé, tel que des véhicules aériens sans humain à bord, et des capacités avancées, telles que des tireurs embusqués bien entraînés, ce qui avait causé de lourdes pertes aux forces du GNA ».

Une imagerie prouve l'engagement russe en Libye en montrant les camions utilitaires du groupe Wagner et les véhicules blindés russes, protégés contre les embuscades et résistant aux mines.
ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Le groupe Wagner a aussi été actif à Madagascar, au Mozambique, en République centrafricaine, au Rwanda et au Soudan.

« ILS S'ENRACINENT »

L'offensive du général Haftar s'est modérée en 2020 lorsque la Turquie est officiellement intervenue après l'approbation du Parlement turc en début d'année.

Oded Berkowitz de Max Security a déclaré à The Independent : « L'une des choses qu'a fait la Turquie en

À UN MOMENT OÙ IL N'Y A PAS DE COMBAT, ET OÙ DE NOUVELLES PERSPECTIVES DE PAIX EXISTENT, LA RUSSIE ET LES AUTRES PAYS QUI SE SONT INSINUÉS DANS LE CONFLIT LIBYEN « S'ENRACINENT ».

intervenant officiellement en Libye est la mise à niveau des armements. C'est comme si la Libye avait avancé rapidement d'une génération. »

Ulf Laessing, chef de bureau des actualités d'Égypte et du Soudan chez Reuters, a averti que les combattants étrangers s'emparaient de l'avenir de la Libye des mains des Libyens.

« Sur le terrain, les acteurs libyens ont des aptitudes limitées : ils savent comment utiliser les kalachnikovs et les vieux chars d'assaut », a-t-il dit dans une conférence de presse.

Les Russes ont fourni 14 avions de chasse et chasseurs-bombardiers à la LNA. The Independent indique que, dès 2017, les EAU ont envoyé des drones, des avions, des hélicoptères de combat et des véhicules blindés en Libye pour soutenir la LNA.

Les combattants russes ont ostensiblement ignoré le cessez-le-feu et la demande de renvoi des mercenaires chez eux. Le Washington Post signale que les vols clandestins russes en Libye ont continué bien après la fin des combats.

« C'est ce qui est tellement terrifiant pour les Libyens », déclare un diplomate occidental de haut rang au journal. Il dit que, à un moment où il n'y a pas de combat, et où de nouvelles perspectives de paix existent, la Russie et les autres pays qui se sont insinués dans le conflit libyen « s'enracinent. »

Lorsque le GNA et les forces turques ont chassé le général Haftar et les forces de Wagner de la capitale en 2020, les combattants en fuite ont laissé derrière eux une autre carte de visite mortelle. Les résidents qui sont retournés dans les quartiers Sud d'Ain Zara et de Salahuddin à Tripoli ont découvert des mines terrestres dans ou prés de leur foyer. Les mines antipersonnel de fabrication russe découvertes dans ces quartiers sont prohibées en vertu de traités internationaux. En outre, les démineurs ont découvert des explosifs piégés, conçus pour exploser lorsqu'une personne les déclenche ou simplement marche à côté. Ces dispositifs mortels qui utilisent des minuteries électroniques, des cartes de circuit et des téléphones cellulaires modifiés sont interdits, selon Human Rights Watch.

Des mercenaires soupçonnés du groupe Wagner posent pour une photo pendant leur déploiement.

SERVICE DE SÉCURITÉ D'UKRAINE

Les forces loyales au gouvernement libyen reconnu par l'ONU exhibent un camion à système de lutte antiaérienne Pantsir de fabrication russe dans la capitale de Tripoli, après l'avoir saisi des mains des rebelles. AFP/GETTY IMAGES

Ce qui est peut-être le plus troublant, c'est la découverte par les démineurs de jouets piégés tels que des oursons, et de canettes de soda qui sont souvent ramassées par les enfants.

Moad Elarabi, directeur des opérations pour la Free Fields Foundation, a déclaré au Washington Post : « Entre tous les conflits de Libye depuis 2011, celui-ci est de loin le pire pour nous. Dans ce conflit, nous avons découvert beaucoup de nouvelles armes, qui avaient toutes été introduites depuis l'extérieur. »

En date de juillet 2020, 52 personnes avaient trouvé la mort et 96 avaient été blessées par des mines terrestres et des pièges laissés dans les quartiers libyens, selon un rapport de l'ONU.

LA MOTIVATION DE L'ARGENT

Les experts déclarent que les Russes ne sont pas en Libye pour soutenir une idéologie quelconque ; ils ne sont pas non plus intéressés à apporter la stabilité et la paix dans le pays. Ils se trouvent dans ce pays ravagé pour le butin de la guerre : les vastes richesses de pétrole et de gaz de la Libye. Ils manœuvrent aussi pour accéder aux bases militaires et s'efforcent de façonner pour leur propre avantage le gouvernement futur. La Libye a aussi une grande valeur du fait de son emplacement stratégique sur la côte méditerranéenne.

Un ex-combattant du groupe Wagner a confirmé ce point à la BBC, en déclarant que le groupe mercenaire « est une structure visant à promouvoir les intérêts de l'État au-delà des frontières du pays. »

Jelena Aparac, présidente du groupe de travail des Nations unies sur l'emploi des mercenaires, déclare que la présence de ces mercenaires met en péril le futur de la Libye, notamment les élections nationales prévues pour décembre 2021.

Cette image présente en détails la quantité d'équipement fournie au groupe Wagner. Des avions cargo militaires russes, y compris des IL-76, continuent à ravitailler les combattants de Wagner. Des équipements russes de défense antiaérienne, y compris les systèmes de missile SA-22, sont utilisés en Libye par la Russie, le groupe Wagner ou leurs agents. ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

« Les Libyens devraient pouvoir conduire leur processus [de vote] dans un environnement sûr et sécurisé, et la présence de ces acteurs entrave cela », a écrit Mme Aparac dans un rapport de juillet 2021.

Le Premier ministre Dbeibah a déclaré au parlement que le processus de paix dépend du retrait des combattants étrangers.

« Les mercenaires sont un coup de poignard dans le dos, ils doivent partir », a-t-il dit, selon un reportage de l'Agence France-Presse. « Leur présence enfreint notre souveraineté. » ❑

Cette illustration photographique montre Bangui, capitale de la République centrafricaine.

ILLUSTRATION DE PHOTO D'ADF

La présence des mercenaires dans la Centrafrique déchirée par la guerre n'est pas un phénomène rare

Les combattants étrangers profitent du chaos pour s'enrichir

PERSONNEL D'ADF

Les mercenaires russes ont été associés aux abus des droits humains et ont essayé de profiter du chaos en République centrafricaine (Centrafrique), l'un des pays les plus pauvres de la planète malgré ses vastes ressources naturelles.

En mars 2021, des experts en droits civils indépendants désignés par les Nations unies ont affirmé que le recrutement et l'emploi par la Centrafrique d'« entrepreneurs militaires et sécuritaires privés étrangers » de Russie et du Soudan augmentaient les risques d'abus généralisé des droits humains.

En même temps, le président du pays utilisait des mercenaires russes comme gardes du corps personnels. Les mercenaires russes ont eu des contacts avec quelques-uns des 15.000 gardiens de la paix participant à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Selon le rapport de l'ONU, les experts en droits civils ont déclaré que ce personnel militaire privé avait été lié à des rapports « d'exécutions sommaires en masse, de détentions arbitraires, de tortures pendant les interrogations, de disparitions forcées, des déplacements forcés de la population civile, de ciblage des installations civiles sans discernement, de violations du droit à la santé et de l'augmentation des attaques sur les agents humanitaires ».

Un ex-officiel du gouvernement a déclaré au New York Times en 2019 que des mercenaires russes avaient piloté

des avions privés près d'un site de Centrafrique où ils entraînaient les soldats locaux. Ils avaient chargé les avions de diamants, selon le reportage du journal. « Les entrepreneurs russes faisaient aussi des fouilles pour chercher des diamants près de la frontière avec le Soudan, selon les responsables locaux et les seigneurs de la guerre. »

DES ANTÉCÉDENTS DE RÉBELLION

Depuis son indépendance en 1960, le pays a rarement été stable, mais après la prise de contrôle de la capitale par les rebelles en mars 2013, il est en proie à des conflits constants. Les combats des rebelles dans le pays ont forcé près du quart de sa population de 4,5 millions de s'enfuir de leur foyer. Les groupes de milices rivales contrôlent la majorité du territoire.

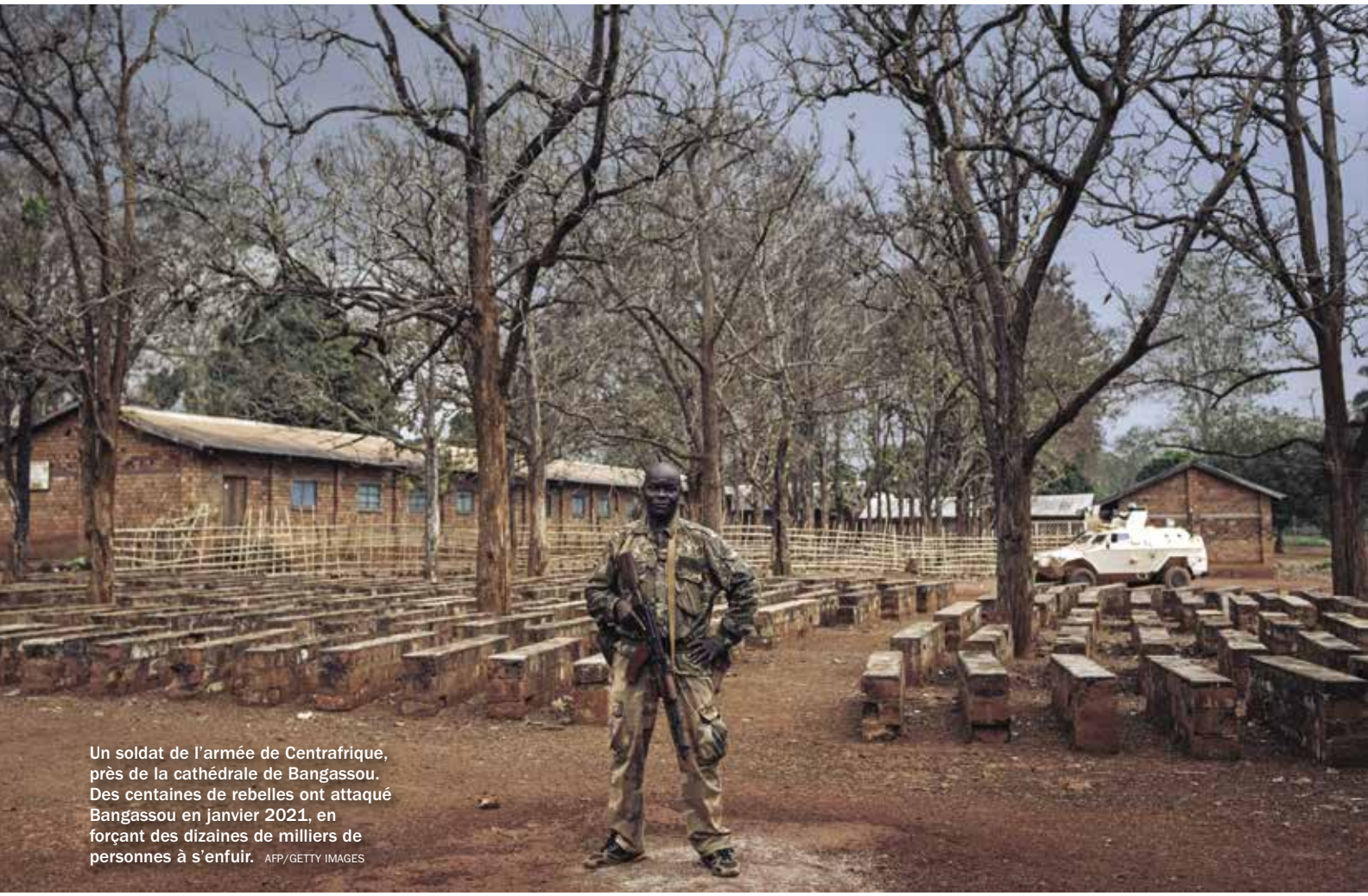
Les votants ont élu l'ex-Premier ministre Faustin-Archange Touadéra comme président en 2016. M. Touadéra a été réélu à la fin 2020 lors d'élections dans lesquelles certains citoyens de Centrafrique n'ont pas pu participer à cause de la violence. Environ 14 % des 800 bureaux de vote du pays sont restés fermés.

Au cours des semaines précédant les élections de 2020, les experts de l'ONU chargés de surveiller un embargo sur les armes en Centrafrique ont mentionné une « arrivée de combattants étrangers » dans le pays. L'ONU a déclaré qu'une série d'affrontements avait été alimentée « par l'arrivée des combattants et des armes de l'étranger, principalement du Soudan ».

La violence pendant les élections a forcé 120.000 personnes à s'enfuir pour échapper à la mort. La moitié ont cherché à se réfugier dans les pays voisins.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé une augmentation de près de 3.700 militaires et policiers pour la MINUSCA en mars 2021, afin d'aider à inverser la détérioration de la situation sécuritaire. Une résolution du Conseil adoptée par un vote de 14 à 0 avec l'abstention de la Russie a relevé la limite du nombre de militaires et de policiers à 14.400 et 3.020, respectivement.

Les élections organisées à la fin 2020 pourraient bien être un moment essentiel de l'histoire du pays. Seulement quelques mois auparavant, le pays avait recruté près de 1.500 nouveaux officiers pour ses forces de sécurité intérieure : 800 élèves policiers et 550 élèves gendarmes, y compris 138 femmes. Dans les semaines précédant les élections, les groupes rebelles ont commencé à attaquer les forces de sécurité du pays. Comme l'a noté le magazine Foreign Policy, la communauté internationale a été prise au dépourvu alors qu'on diffusait des nouvelles selon lesquelles une ville après l'autre tombait entre les mains des groupes rebelles.



Un soldat de l'armée de Centrafrique, près de la cathédrale de Bangassou. Des centaines de rebelles ont attaqué Bangassou en janvier 2021, en forçant des dizaines de milliers de personnes à s'enfuir. AFP/GETTY IMAGES

Deux fillettes courent entre les abris improvisés dans un village de Centrafrique. On estime que 240.000 personnes ont été déplacées par les attaques rebelles vers la mi-décembre 2020.

THE ASSOCIATED PRESS

« En quelques jours, la Russie a envoyé à Bangui 300 “conseillers militaires”, puis d’autres soldats et des hélicoptères, selon le magazine. Le Rwanda a déployé des centaines de soldats non “limités” par les règles d’engagement de l’ONU et la MINUSCA a reçu des renforts, notamment 300 (gardiens de la paix rwandais de l’ONU) basés au Soudan du Sud. »

Ces renforts de personnel ont aidé à rétablir l’ordre dans la plupart des villes. La MINUSCA a repris la ville de Bambari en perdant trois gardiens de la paix dans cette opération. Les Forces armées de Centrafrique (FACA), avec les Rwandais et une société mercenaire privée russe, ont repris les villes de Boali, Bossembélé et Mbaiki.

En 2021, selon Foreign Policy, « les citoyens ordinaires se trouvent encore plus en danger alors que l’équilibre délicat du pouvoir évolue entre les politiciens locaux, les acteurs internationaux et les groupes armés ».

Viola Giuliano du Center for Civilians in Conflict [Centre pour les civils dans les conflits] a déclaré au magazine qu’« il y a deux forces de défense ».

« La première est constituée de la garde présidentielle, qui a un accès privilégié à l’équipement et aux ressources. La deuxième, ou FACA “normale”, est déployée hors de Bangui dans des conditions déplorables. Pas de carburant pour les patrouilles. Des salaires impayés depuis des mois et des rotations souvent retardées. »

FAIRE DES AFFAIRES EN AFRIQUE

Les intérêts russes en Centrafrique s’inscrivent dans une stratégie plus vaste : les ventes d’armes et l’accroissement de l’influence sur le continent. La Russie est le fournisseur de près de la moitié des armes exportées mondialement vers le continent.

À cause de l’instabilité politique et des violations des droits humains, l’ONU a imposé un embargo sur les

Le président Faustin-Archange Touadéra de la République centrafricaine accueille des sympathisants alors qu’il vient participer à un rallye électoral, escorté par sa garde présidentielle, des entrepreneurs de sécurité russes et des gardiens de la paix rwandais de l’ONU, en décembre 2020. AFP/GETTY IMAGES

armes visant la Centrafrique et la FACA en 2013. En décembre 2017, la Russie a obtenu une exemption et a fourni des armes et une formation à la Centrafrique.

Depuis lors, la Russie a utilisé cela comme une ouverture pour assumer un rôle plus grand dans la sécurité et les autres affaires gouvernementales de Centrafrique. L'Institut des États-Unis pour la paix signale que la Russie a une « avenue directe » vers le gouvernement de Centrafrique grâce à Valéry Zakharov, ex-officiel des services de renseignements russes qui a joué le rôle de conseiller à la sécurité nationale pour M. Touadéra.

En 2019, le président Touadéra s'est rendu en Russie pour participer à la première Conférence au sommet Russie-Afrique, réunion de centaines de leaders africains qui, selon l'Institut, était destinée à « souligner et assurer l'influence en hausse de la Russie sur le continent ».

Des gardiens de la paix des Nations unies et un personnel de sécurité privé protègent le convoi du président Faustin-Archange Touadéra de la République centrafricaine pendant les élections législatives de mars 2021. AFP/GETTY IMAGES

Selon des rapports, après s'être réuni avec le président Vladimir Poutine de Russie, M. Touadéra a demandé que la Russie envoie davantage d'armes. Il a aussi déclaré qu'il considèrerait accueillir une base militaire russe dans son pays.

Le chercheur Kyran Goodison écrit dans une étude intitulée « La Russie en République centrafricaine : l'exploitation sous couvert de l'intervention » : « Le personnel russe en Centrafrique, avec des troupes additionnelles au Soudan voisin, fournit des acteurs étatiques pour diriger des activités qui relèvent de l'intérêt de la Russie dans les zones contrôlées par les rebelles et possédant une grande valeur en ressources naturelles. »

« L'impact du contrôle des ressources de Centrafrique est amélioré par l'accès russe à un port maritime au Soudan. Avec les armes et le personnel russes, approuvés internationalement pour la formation, cela donne à la Russie les moyens d'exploiter le conflit en Centrafrique. »

LA PARTICIPATION DU GROUPE WAGNER

Parmi les Russes en Centrafrique, on compte le groupe Wagner, société militaire privée armée de Russie qui est contrôlée par Evgueni Prigojine, un proche de M. Poutine. On pense qu'il s'agit d'une branche à peine déguisée des forces armées russes, permettant à la Russie de nier sa participation dans les affaires des autres pays. Le groupe s'est ingéré dans les affaires des pays en Afrique et dans d'autres régions du monde ; il a été actif dans au moins 20 pays africains.

Le groupe Wagner est fournisseur de sécurité en Centrafrique et a un rôle majeur pour former les gardes présidentiels et les forces armées. Certains mercenaires de Wagner sont basés au palais de Berengo, qui était dans les années 70 le quartier général de Jean-Bedel Bokassa, empereur auto-proclamé du pays, et qui a été ensuite transformé en base militaire.

« Les entrepreneurs militaires privés tels que le groupe Wagner, financés par des concessions minérales locales, plantent un drapeau russe sur le sol africain », selon un reportage de Foreign Policy. La Centrafrique « reçoit à son tour une assistance pratique pour ses forces armées, assistance qu'aucun autre pays ne souhaite lui fournir ».

Le site web d'actualités militaires Special Operations Forces Report a écrit en 2020 qu'il y avait 180 formateurs militaires russes « officiels » basés en Centrafrique, ainsi que jusqu'à 1.000 entrepreneurs russes « civils » du groupe Wagner dans le pays.

UN BESOIN DE RÉFORME

Les groupes rebelles armés sont l'un des facteurs principaux d'instabilité en Centrafrique. Ils ont chassé les gens de leur foyer, perturbé les routes commerciales et bloqué l'assistance humanitaire. Avant le déploiement de la MINUSCA, il y avait trois groupes armés principaux reconnus en Centrafrique. Aujourd'hui, il y en quatorze.

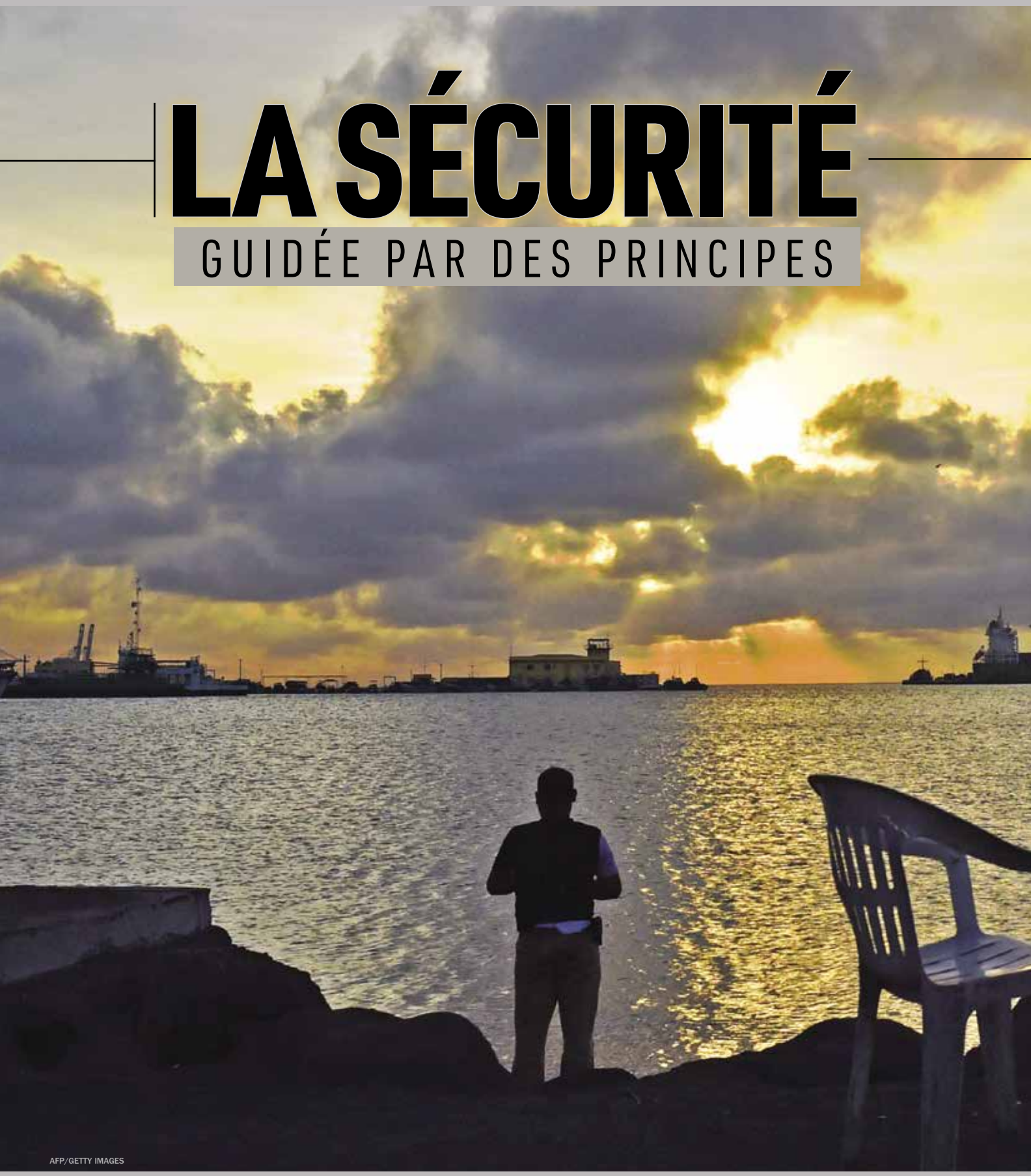
Le pays est dans un état de crise et demande une aide étrangère. Foreign Policy déclare que le pays a reçu seulement 65 % de ses besoins de financement en 2020 et seulement 51 % des besoins de financement liés au Covid-19.

Alors que le pays essaie de reconstruire ses forces armées et de lancer une réforme du secteur de la sécurité, les observateurs indiquent que les mercenaires du pays sont un obstacle plutôt qu'une aide.

« La Centrafrique est beaucoup plus qu'un vide sécuritaire dans la région, selon le reportage de Foreign Policy. En fait, un grand nombre de sources d'instabilité du pays proviennent de l'étranger. Mais la nature de plus en plus internationale du conflit et le focus sur des solutions militaires continueront à éclipser les racines socioéconomiques de l'insécurité centrafricaine. » ❑

LA SÉCURITÉ

GUIDÉE PAR DES PRINCIPES



AFP/GETTY IMAGES

L'INITIATIVE DES PRINCIPES VOLONTAIRES ŒUVRE AU SEIN DES INDUSTRIES EXTRACTIVES POUR ASSURER QUE LES DROITS HUMAINS AIENT PRIORITÉ

PERSONNEL D'ADF

Les conflits entre les sociétés pétrolières, gazières et minières d'une part, et les gens qui vivent dans leur voisinage d'autre part, n'ont rien de nouveau.

Dans le golfe de Guinée, les pêcheurs artisanaux cherchent leur prise près des plateformes pétrolières, ce qui les met en danger. En Afrique de l'Ouest et en Afrique australe, de petites entreprises minières font concurrence aux sociétés multinationales géantes pour exploiter les gisements. Les conflits se terminent parfois par une effusion de sang. Et dans le monde entier, les résidents expriment leur colère lorsque les grandes sociétés empiètent sur leurs terres, les polluent et font des bénéfices alors qu'eux-mêmes reçoivent très peu en échange.

Pour protéger leurs opérations, les industries extractives se tournent souvent vers des sociétés de sécurité privée (SSP). Ces sociétés varient beaucoup en termes de formation, professionnalisme et penchant pour employer la force contre les civils. Bien qu'elles soient payées pour maintenir la paix, elles peuvent parfois la détruire.

L'Afrique a connu plus que sa part d'affrontements violents entre les SSP et les résidents. Une étude de l'université de Denver a analysé 100 incidents de conflit entre les SSP et la population. Elle a découvert que 39 de ces événements s'étaient produits en Afrique, le pourcentage le plus haut de tous les continents.

L'Initiative des principes volontaires (Voluntary Principles Initiative, VPI) a été conçue pour affronter ce problème. Créée en 2000 par les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, la VPI est un effort par de multiples parties prenantes, basé sur les membres, pour assurer que les sociétés engagent des professionnels de la sécurité qui respectent les droits humains. Les membres incluent 10 pays ; plus de 30 des plus grandes sociétés pétrolières, gazières et minières du monde ; et 14 organisations non gouvernementales (ONG).

Les membres qui signent la VPI conviennent de contrôler leur personnel de sécurité, de les former et de travailler selon des consignes strictes de professionnalisme pour éviter les abus.

Mora Johnson, directrice du secrétariat des principes volontaires, a déclaré à ADF : « Pour nos membres, le type d'incident qui était beaucoup plus fréquent dans les années 90 a essentiellement disparu. Nos membres agissent à un niveau très élevé de compétence et de professionnalisme concernant les droits humains. Nous constatons donc qu'il y a moins d'incidents. »

ÉVALUATION DES RISQUES

Lorsqu'une société adopte la VPI, elle doit conduire une évaluation des risques. Cela exige d'examiner tous les secteurs où des civils pourraient entrer en conflit avec le personnel de la société. L'évaluation doit analyser les risques courus par la population locale, qui pourraient inclure les dommages écologiques, la perte des ressources, le trafic routier et la violence. La société doit aussi examiner les risques courus par son personnel, qui pourraient inclure les manifestations, le vol ou les dommages matériels.

La VPI a découvert que ce type de planification avancée peut aider les sociétés en les obligeant à penser sur la façon dont leur présence affectera la communauté.

Fidelix Datson, directeur de la protection de l'actif chez Tullow Oil (société active au Ghana), a déclaré dans un webinaire : « Il est vraiment crucial de comprendre le contexte de l'environnement dans lequel vous travaillez. Et cette compréhension remonte à la compréhension historique, la compréhension de la communauté, des cultures et des sous-cultures. »

Une fois l'évaluation effectuée, la société met en œuvre un plan pour atténuer ces risques. L'atténuation des risques inclut des politiques et des procédures de droits humains robustes, telles que les règles d'engagement, le filtrage et la formation du personnel de sécurité privé, et la création d'un processus de rapports et d'investigations concernant les allégations d'abus.

Elle exige aussi que la société se présente à la communauté pour écouter les préoccupations des gens.

« Cela humanise la communauté afin de mieux comprendre son point de vue, déclare M. Datson. Lorsque vous avez ces conversations avec eux, vous réalisez que vous essayez de trouver la même solution mais que vous avez une perspective légèrement différente. »

PLANIFIER LES INTERACTIONS AVEC LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Dans le cadre des contrats, les sociétés d'extraction travaillent souvent avec la force armée nationale ou la force de police du pays hôte. La VPI exige que ces sociétés aient un processus pour assurer que ces forces de l'ordre suivent strictement les consignes sur les droits humains et emploient la force uniquement en dernier recours. L'initiative demande aux sociétés d'évaluer les connaissances et les aptitudes de ces forces et de travailler avec les gouvernements hôtes pour introduire des améliorations si nécessaire.

La VPI offre des modèles de disposition pour les accords entre les gouvernements et les sociétés qui placent les droits humains en premier. Elle encourage aussi l'établissement d'une chaîne de commandement claire.

Doug Brooks, directeur des opérations pour Fund for Peace (ONG qui a aidé les pays à mettre en œuvre ces principes), a déclaré dans un webinaire que les sociétés sont responsables pour avoir une vision claire du rôle que jouera la sécurité publique pour protéger leurs opérations. Il dit que cela nécessite de se poser des questions fondamentales : « Quelle est la formation des forces de sécurité publique ? Quels sont leurs antécédents concernant les droits humains ? Quelles sont les règles d'emploi de la force qu'elles suivent lorsqu'elles fournissent la sécurité ? »

Il est fréquent pour les sociétés extractives de fournir aux policiers ou aux soldats un équipement, des uniformes et même des salaires. À cause de cette relation étroite, dit-il, il est important que les deux parties comprennent clairement ce qu'on attend d'elles. « Les sociétés font fausse route si elles prétendent qu'elles n'ont aucun contrôle sur la sécurité publique », selon M. Brooks.

PLANIFIER L'EMPLOI DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE

La VPI met l'accent sur l'emploi des SSP qui sont éthiques et bien entraînées, et qui abordent les conflits en donnant

Ces officiers de police de la République démocratique du Congo sont certifiés pour former des policiers travaillant dans le secteur minier sur la façon de se conformer aux principes volontaires. PRINCIPES VOLONTAIRES

Des soldats du Soudan du Sud traversent un champ de pétrole lors de la visite du ministre du Pétrole. REUTERS

priorité à la défense. Il est demandé aux sociétés d'engager des gardes auprès de la population locale si possible et de vérifier leurs antécédents pour s'assurer qu'il n'existe pas d'allégations d'abus antérieures. L'initiative exige aussi que les sociétés examinent tous les évènements dans lesquels la force est utilisée et toutes les allégations d'abus.

L'initiative a créé un cours de formation qui explique les droits humains et l'éthique, l'emploi approprié de la force et les rôles et responsabilités du personnel de sécurité. Les membres de la VPI engagent uniquement des SSP qui sont certifiées par l'Association du Code de conduite international.

José Abad-Puelles, directeur de politique de la VPI, déclare : « Selon mon expérience, il existe aujourd'hui une certaine tendance visant à professionnaliser le personnel de sécurité privé. Auparavant, nous avions découvert que le manque de formation, le manque de connaissances étaient des facteurs qui avaient déclenchés le conflit et la violence. Il existe aujourd'hui une forte tendance à les rendre plus professionnels, et cela réduit les affrontements. »

Trois des plus grandes sociétés extractives du Ghana sont aussi membres de la VPI. Elles sont Newmont Corp., Tullow Oil et AngloGold Ashanti.

Le Ghana a enregistré certains succès. Il a développé un plan d'action national pour mettre en œuvre les principes. Les leaders ont conduit sept forums pour aborder les questions de sécurité. Ils ont aussi formé plus de 100 membres des communautés, responsables des gouvernements locaux et représentants des médias dans cinq régions sur la façon de signaler les atteintes aux droits humains.

Le pays développe une base de connaissances pour améliorer ses résultats. Le Centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan et l'université des mines et de la technologie du Ghana ont créé un partenariat pour développer un programme d'études afin de former les forces de sécurité privées et publiques. Le pays conduit une étude de référence sur les droits humains et la sécurité dans les industries extractives.

Des officiers de police malgaches affrontent des manifestants opposés à la présence d'une société minière chinoise qui, selon les résidents, les prive de leurs terres et nuit à l'environnement. AFP/GETTY IMAGES

LE GHANA OUVRE LA VOIE

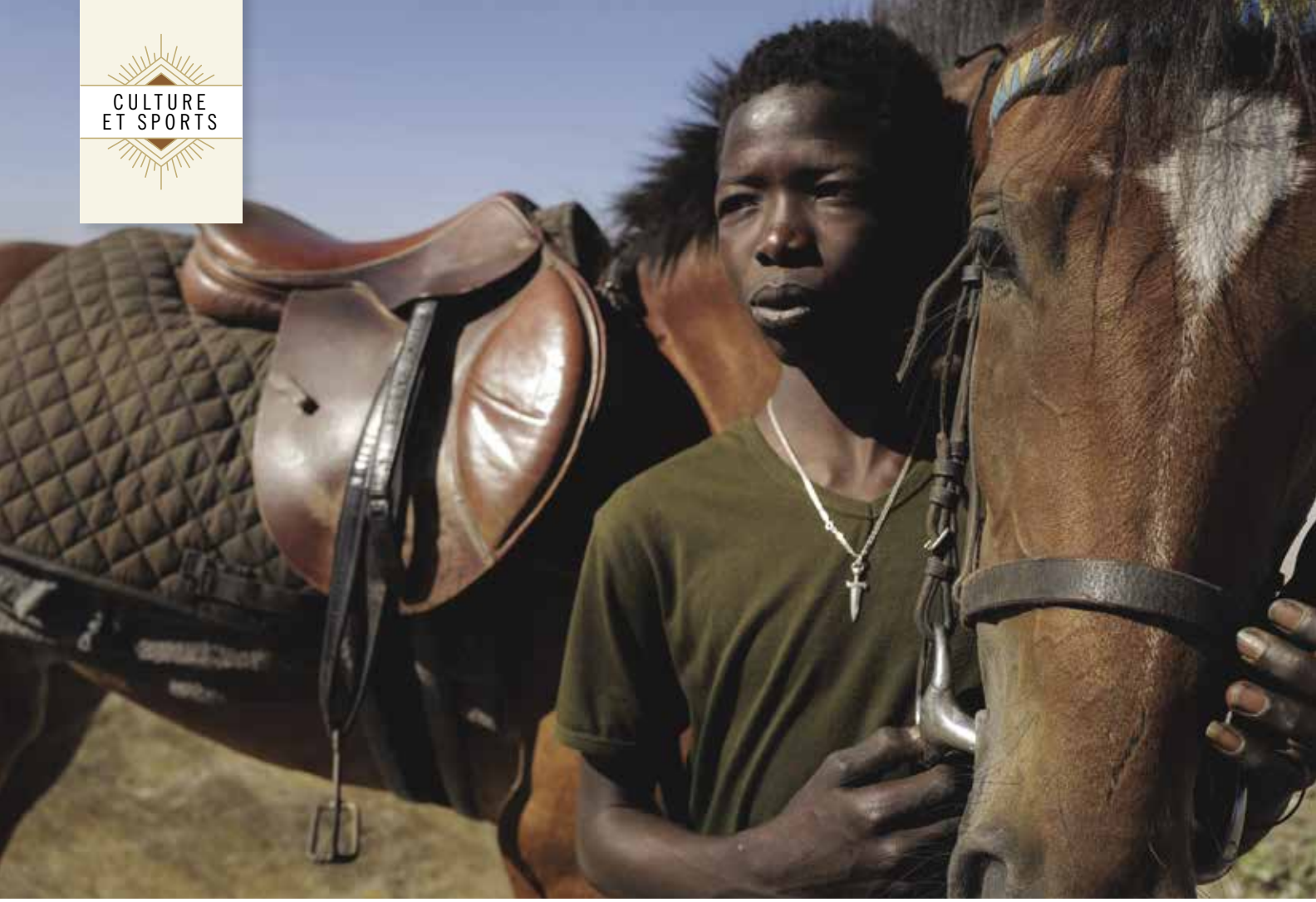
En 2014, le Ghana est devenu le premier pays africain à adopter l'initiative. Le pays a un secteur minier robuste dominé par l'or et le pétrole nouvellement découvert offshore, aussi les industries extractives constituent une partie majeure de son économie.

Nii Osah Mills, ministre des Terres et des Ressources naturelles à l'époque, avait déclaré en 2015 que le Ghana voulait rejoindre l'initiative parce qu'il existait un « consensus croissant dans le monde selon lequel la transparence et le respect des droits humains favorisent le commerce ».

Un autre succès notable a été enregistré en 2018 lorsque les conseillers des droits humains ont fourni une formation avant déploiement à 425 soldats et policiers ghanéens participant à l'opération Vanguard, effort national visant à éliminer les exploitations minières illégales.

Bien que le Ghana reste le seul pays africain à s'être joint à l'initiative, les dirigeants pensent de façon optimiste qu'il ne sera pas le dernier. Il y a des groupes de travail au Mozambique, au Nigeria et en République démocratique du Congo.

« Ce serait merveilleux si d'autres gouvernements africains devenaient membres officiels de l'Initiative des principes volontaires, déclare Mme. Johnson. Ce qui est plus important, c'est un engagement efficace pour améliorer les droits humains sur le terrain ; ceci peut se produire avec ou sans participation officielle du gouvernement national. » ❑



Fallou Diop, âgé de 19 ans, caresse une jeune jument au Sénégal. REUTERS

Un jockey sénégalais de 19 ans

EST CÉLÈBRE AUX COURSES HIPPIQUES

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Le jockey Fallou Diop de 19 ans, qui a remporté il y a deux ans le premier prix du Sénégal, espère réaliser son rêve de participer à un événement international.

Utilisés souvent pour l'agriculture et le transport, les chevaux, les ânes et les mules font partie intégrante de la vie quotidienne au Sénégal. Et les courses se sont rapidement transformées en passe-temps national.

« Les aînés nous ont tout enseigné depuis que nous étions jeunes, déclare M. Diop. Et c'est comme ça que je me suis passionné pour les chevaux. Depuis mon grand-père, nous avons soutenu les chevaux, puis mon père après lui. »

M. Diop avait douze ans lorsqu'il a décidé de quitter un apprentissage de confection et poursuivre les courses de chevaux. Selon son père, il a marché 16 km pour s'inscrire au programme de formation le plus proche.

Il vit dans une maison avec 12 autres membres de sa famille à Niaga. Puisque les premiers prix valent jusqu'à 600 dollars par course, il a pu payer un nouveau toit pour leur maison.

M. Diop et d'autres jockeys de Niaga sont formés par Adama Bao, dont la famille gère un élevage de chevaux depuis trois générations.

Il « est très doué », déclare M. Bao. « Avec son poids et sa taille, il pourrait faire la compétition pendant 50 ans. »

Habillé avec des couleurs jaunes et bleues vives, M. Diop a participé à des courses sur l'hippodrome de Thiès, la troisième ville du Sénégal. Il a fini premier dans trois de ses cinq courses ce jour-là, en ramenant chez lui des gains de près de 1.000 dollars.

LES NOUVEAUX NOMS
POSENT UN DÉFI EN AFRIQUE DU SUD

PERSONNEL D'ADF

Comment prononcez-vous « Gqeberha », le nouveau nom de la ville sud-africaine de Port Elizabeth ?

Dans un effort visant à éliminer les derniers vestiges du colonialisme et de l'apartheid, l'Afrique du Sud change le nom de certains de ses villages, villes et aéroports dans la province du Cap-Oriental. Gqeberha est le nom xhosa pour la rivière Baakens qui traverse la ville.

Le xhosa est l'une des onze langues officielles d'Afrique du Sud. C'est aussi l'une des quelques langues du monde qui contiennent le son « clic », qui peut être difficile à apprendre pour ceux qui ne parlent pas la langue, y compris un grand nombre de Sud-Africains.

Selon la BBC, un tweet reflète le point de vue de beaucoup : « Mon peuple xhosa. Enseignez-nous. Comment prononcez-vous Gqeberha ? »

Certains se sont donnés un peu d'aide mutuelle. Un tweet l'a décomposé phonétiquement, en disant : « Gqe » est un claquement de la langue, « bear » pour « be », et l'ajout d'un « g » guttural avant le « ha », pour donner « Click bear gha ».

Kwena Moabelo a déclaré sur CNN : « Il faudra du temps avant que la majorité des Sud-Africains apprennent comment prononcer le nouveau nom, en particulier les Sud-Africains blancs. Mais c'est une bonne décision qui favorise la survie des noms et des langues indigènes d'Afrique du Sud. »

Le ministre des Arts et de la Culture Nathi Mthethwa a annoncé les changements de nom. Les responsables du gouvernement déclarent que le changement de certains noms hérités du colonialisme ou de l'apartheid du pays donnera aux Sud-Africains noirs un meilleur sens de dignité et d'appartenance.

Le régime d'apartheid de la minorité blanche a pris fin en 1994 mais le pays a toujours de nombreux noms géographiques qui honorent les chefs coloniaux.

Certaines villes, comme la capitale de Pretoria, ont conservé leur nom mais les zones des gouvernements locaux ont changé de nom. Par exemple, Pretoria se trouve dans la Municipalité métropolitaine de la ville de Tshwane, et la ville de Durban est dans la Municipalité métropolitaine de la ville d'eThekwini.

Port Elizabeth (Afrique du Sud) a été rebaptisée Gqeberha.

LES FEMMES ARBITRES DU FOOTBALL

Dans une catégorie à part

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'arbitre Lidya Tafesse présente un carton jaune lors d'un match en France en 2019. REUTERS

Trois femmes arbitres sont entrées dans l'histoire aux quarts de finale du Championnat d'Afrique des nations à Limbe (Cameroun).

L'arbitre éthiopienne Lidya Tafesse et ses assistantes, Bernadettar Kwimbira du Malawi et Mimisen Iyorhe du Nigeria, sont devenues les premières femmes à contrôler un match de tournoi masculin de la Confédération africaine de football.

Cette innovation s'est produite deux ans après que des femmes aient arbitré des matchs aux tournois de la Coupe d'Afrique des nations pour les moins de 23 ans et les moins de 17 ans. Mme Tafesse, ex-joueuse professionnelle de basket-ball, n'a toléré aucune faute et a donné un carton jaune à trois Tanzaniens en moins de dix minutes pendant la deuxième mi-temps.

Les footballeurs contestent souvent les décisions contre eux mais la plupart acceptèrent sans hésitation les décisions de Mme Tafesse et de ses assistantes au stade Omnisport de ce centre touristique côtier dans le Sud-Ouest.

Le Seychellois Eddy Maillet, gestionnaire d'arbitrage de la Confédération, était satisfait lorsque les trois femmes sont entrées dans l'histoire huit jours après le début de la sixième édition du Championnat des nations.

« Le [championnat] est la deuxième compétition des équipes nationales sur le continent, après la Coupe d'Afrique des nations, a-t-il dit. C'est une merveilleuse plateforme pour que Lidya, Bernadettar et Mimisen démontrent ce dont elles sont capables. Elles ont fait concurrence à des arbitres masculins pour les places de ce tournoi et maintenant elles sont entrées dans l'histoire. »

POINT DE VUE MONDIAL

Les États-Unis forment les forces du Mozambique qui combattent l'insurrection

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le personnel militaire des États-Unis passera deux mois à former des soldats du Mozambique pour aider le pays à lutter contre l'insurrection extrémiste dans le Nord-Est.

Les insurgés lancent régulièrement des attaques dans la province riche en gaz naturel de Cabo Delgado depuis 2017. 2.600 personnes ont trouvé la mort et au moins 670.000 ont été déplacées.

En plus de la formation, les États-Unis prévoient de fournir un équipement médical et de communication, selon l'ambassade américaine à Maputo.

Le Mozambique s'est tourné vers des sociétés militaires privées pour réprimer les attaques mais il a été critiqué par des groupes qui ont accusé les mercenaires et les forces gouvernementales de heurter les civils.

L'ambassade des États-Unis a déclaré que la formation donnerait priorité au respect des droits humains. « La protection des civils, les droits humains et la participation communautaire sont au cœur de la coopération des États-Unis et sont cruciaux pour combattre efficacement l'État islamique au Mozambique », a dit l'ambassade.

Les extrémistes ont juré fidélité à l'État islamique en 2019. En mars 2021, ils ont lancé une série d'attaques et capturé la ville de Palma près de la frontière avec la Tanzanie, où ils ont volé des armes et brutalisé les civils. Les forces armées du Mozambique ont repris la ville douze jours après mais le groupe d'insurgés avait détruit les bâtiments du gouvernement et les banques pendant son occupation.

Le département d'État des États-Unis l'a désigné comme un groupe terroriste en mars, ce qui a permis d'obtenir des outils supplémentaires pour le combattre. Dans une déclaration annonçant la formation, l'ambassade américaine à Maputo a dit qu'elle prévoyait une approche « holistique » pour combattre l'extrémisme violent.

« Cette approche traite des questions de développement socioéconomique aussi bien que de la situation sécuritaire », a déclaré l'ambassade.

Des fusiliers marins mozambicains au garde-à-vous pendant un exercice parrainé par les États-Unis en 2019. MARINE DES ÉTATS-UNIS

Le président du Niger gagne un prix pour quitter son poste

PERSONNEL D'ADF

C'est un prix de 5 millions de dollars et les règles du jeu sont très simples. Pour être qualifié, un président africain doit simplement quitter le pouvoir à la fin de son mandat et avoir démontré un leadership exceptionnel.

Le 8 mars 2021, le président Mahamadou Issoufou du Niger a reçu le prix d'excellence Mo-Ibrahim. Il est seulement le sixième chef d'état sortant à recevoir le prix depuis sa création par le milliardaire soudanais Ibrahim en 2007.

Festus Mogae du Botswana, ancien gagnant de ce prix, a fait l'éloge de M. Issoufou pour avoir mené son pays sur la « voie du progrès ».

« Aujourd'hui, le nombre de Nigériens vivant sous le seuil de pauvreté est passé à 40 %, comparé à 48 % il y a dix ans, a déclaré M. Mogae. Bien qu'il reste des défis à relever, M. Issoufou a tenu ses

REUTERS

promesses faites au peuple nigérien et a posé les jalons d'un avenir meilleur. »

M. Issoufou, qui avait été élu en 2011, a exercé deux mandats consécutifs. Mohamed Bazoum, son successeur, a gagné le deuxième tour de scrutin en février 2021 et est entré en fonction en avril. Ce fut la première transition pacifique de pouvoir entre présidents élus au Niger depuis l'indépendance du pays en 1960.

Lorsqu'on lui a demandé pourquoi il avait décidé de ne pas amender la constitution et se présenter pour un troisième mandat, comme l'ont fait d'autres leaders africains, M. Issoufou a déclaré qu'il voulait tenir ses promesses et suivre les lois du pays.

« Je respecte la constitution. Je respecte la promesse que j'ai faite au peuple nigérien, a-t-il dit à la BBC. Cette décision est en accord avec mes convictions et ma vision de ce que devrait être l'avenir démocratique du Niger. »

Parlant de son prix, M. Issoufou souligne qu'il y a « la vie après le pouvoir » et déclare qu'il prévoit de créer une fondation pour promouvoir les valeurs démocratiques, la paix et le panafricanisme.

« Le sentiment qui m'anime est un sentiment de fierté, dit-il. Je me sens honoré et à travers moi c'est l'ensemble du peuple nigérien qui est honoré. »

Des innovateurs ougandais développent un test de dépistage rapide du Covid-19

REUTERS

L'Ouganda a inauguré un test rapide d'anticorps de Covid-19 qui, selon l'espoir des développeurs, pourra aider les médecins à traquer le virus à plus grande échelle en Afrique. Le dépistage, qui nécessite une piqûre du doigt pour prélever le sang, a été développé par une équipe à Makerere, la plus ancienne université publique d'Ouganda, avec un financement partiel de l'ambassade de France. Les scientifiques ougandais ont acquis leur expertise de diagnostic grâce à une longue expérience avec les maladies infectieuses telles que le VIH et l'Ebola.

Un agent de santé ougandais prélève un échantillon pour un test de dépistage du Covid-19 auprès d'un camionneur au poste frontière de Malaba près de la frontière kényane. AFP/GETTY IMAGES

Misaki Wayengera, chercheur au département de pathologie de Makerere, a déclaré : « C'est un dépistage au lieu d'administration des soins qui peut être utilisé dans l'environnement des villages d'Afrique équatoriale, dans les zones reculées où il n'y a pas de laboratoire, pas d'électricité, pas d'expert. »

« Nous avons des antécédents de développement des tests rapides pour les maladies infectieuses. … Donc lorsque Covid s'est manifesté, nous nous sommes dit : "bon, nous avons les aptitudes, pourquoi ne pas faire ça" », a déclaré le Dr Wayengera, qui a aussi aidé à inventer un test rapide pour l'Ebola.

Les kits fonctionnent par détection de deux anticorps, l'immunoglobuline M et l'immunoglobuline G, sécrétés lorsqu'une personne est infectée par le Covid-19, a déclaré le Dr Wayengera avant le lancement à l'hôpital national d'aiguillage Mulago de l'Ouganda.

Makerere a créé un partenariat avec la société locale Astel Diagnostics Uganda, fabricant certifié par l'Organisation mondiale de la santé, pour élaborer un lot initial de 2.400 tests. Le Dr Wayengera déclare qu'ils ont engagé des négociations avec de plus gros investisseurs au sujet d'une production commerciale à plus grande échelle.

Le kit, qui a été approuvé par l'Autorité nationale des drogues gérée par l'État, a un taux de précision de 70 %, dit-il, mais les chercheurs espèrent l'augmenter finalement à 90 %.

Bien que le dépistage rapide soit considéré crucial pour combattre le Covid-19, beaucoup de pays ont des difficultés pour trouver un outil de diagnostic économique et facilement disponible au lieu d'administration des soins pour le dépistage en masse.

LES EXPLOSIONS DE GUINÉE ÉQUATORIALE

SOULIGNENT LE BESOIN DE GESTION DES DÉPÔTS D'EXPLOSIFS

PERSONNEL D'ADF

D'abord une explosion assourdissante, des flammes s'élevant vers les cieux et un nuage noir de fumée au-dessus d'une zone arborée près d'une base militaire de Guinée équatoriale.

Puis une autre explosion. Et une autre.

Plus de 100 personnes, y compris des enfants, ont été tuées et au moins 600 ont été blessées par les explosions à la base militaire de Nkoantoma à Bata le 7 mars 2021. Les intervenants ont dit que la manutention négligente de la dynamite était la cause des explosions. Les dépôts militaires contenant des explosifs se sont enflammés lorsque les voisins des fermes proches ont allumé des feux, selon un reportage de Deutsche Welle.

Le campement militaire avait été construit dans une forêt loin de la ville, mais la population de Bata a augmenté rapidement entre 2004 et 2016, pour atteindre plus de 250.000 habitants. La zone autour de la base est devenue fortement peuplée.

Le problème des villes qui se développent autour des entrepôts de munitions est commun dans toute l'Afrique subsaharienne. Simon Conway, directeur des capacités à Halo Trust (organisme sans but lucratif qui élimine les débris laissés par la guerre), déclare que les munitions auraient dû être amenées dans un lieu plus sécurisé depuis longtemps. Il ajoute que les entrepôts d'explosifs qui possèdent des remblais de terre dans des zones bien entretenues sont moins sujets aux explosions.

« Le rayon d'explosion autour d'un entrepôt d'explosifs devrait être contenu au sein du périmètre de la base militaire pour réduire les risques aux civils en cas de détonation accidentelle », déclare-t-il.

Les explosions imprévues de munitions et de stocks d'explosifs sont un problème permanent, avec environ quinze explosions de ce type chaque année. Les explosions aux sites de munitions ont provoqué près de 30.000 décès dans le monde entre 1979 et 2019, selon le rapport de l'Enquête sur les armes légères.

Des soldats examinent une maison endommagée à la suite d'explosions dans une base militaire de Bata (Guinée équatoriale). REUTERS

Les causes d'explosion les plus courantes sont les éclairs et la chaleur extrême, les erreurs de manutention humaines, le sabotage, les incendies, les problèmes électriques et les réactions chimiques dans les munitions entreposées.

L'Institut pour les études de sécurité a suggéré que les gouvernements mettent à l'essai leurs dépôts de munitions, de cartouches et d'armes pour assurer leur stabilité, et qu'ils gèrent correctement tout matériel qui n'est pas conforme aux spécifications.

Sur demande du gouvernement de Guinée équatoriale, des experts techniques du Centre international de déminage humanitaire - Genève travaillent avec des membres du service français de neutralisation des engins explosifs, de l'ambassade des États-Unis et de la Golden West Humanitarian Foundation pour soutenir les efforts de déminage et déterminer la cause des explosions, selon le reportage de ReliefWeb.

Cet effort essaiera aussi d'identifier les risques pour la population et l'environnement, de répondre aux inquiétudes concernant le stockage et la manutention des munitions, et de fournir aux autorités nationales des recommandations pour la réduction et l'atténuation des risques.

UN ÉVÉNEMENT DE CYBERDÉFENSE

À DJIBOUTI VISE À PROTÉGER LES INFORMATIONS

HISTOIRE ET PHOTO PAR LE CAPORAL-CHEF TAYLOR DAVIS/ ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Les partenariats modernes de sécurité comptent sur la capacité de recueillir, mémoriser et partager les informations en toute sécurité.

L'amélioration de la sécurité et l'interopérabilité des informations étaient l'objet d'une conférence de quatre jours tenue en février 2021 à Djibouti. Des soldats américains affectés à la Force opérationnelle interarmées combinée pour la Corne de l'Afrique (CJTF-HOA) ont travaillé avec des soldats des Forces françaises à Djibouti et des Forces armées de Djibouti (FAD) dans l'engagement de cyberdéfense et d'interopérabilité.

Lapthe Flora, major-général de l'Armée de terre des États-Unis et commandant de la CJTF-HOA, a déclaré : « Dans la défense internationale du 21ème siècle, aussi bien qu'en diplomatie, en science économique et dans la culture, l'information est une monnaie d'échange très puissante. Elle est partagée, protégée ou perdue avec un fort impact. »

L'événement a été conçu pour améliorer la capacité des pays participants à protéger l'information et à se défendre contre les attaques cybernétiques.

« Nous sommes soucieux de la sécurité des informations de tous nos partenaires et souhaitons soutenir leurs efforts de protection de l'information », a déclaré Jake Day, major de l'Armée de terre des États-Unis et chef des opérations techniques spéciales, CJTF- HOA.

L'événement a réuni 27 participants provenant des trois pays. L'équipe de protection cybernétique 200 de Fort Gordon, Géorgie, a conduit l'événement. Ce dernier a commencé par une formation sur la protection de l'équipement, et a continué avec l'analyse des réseaux.

« Mon segment favori était pendant les deux premiers jours parce que nous avons examiné les différentes commandes qui nous montrent comment mieux protéger notre équipement », a déclaré le capitaine Amina Abdillahi Mahamoud, ingénieur en télécommunications de la FAD. « En même temps, nous avons appris comment utiliser le logiciel pour détecter les attaques et tracer le lieu de la source des activités malicieuses pour la supprimer. »

Les participants ont convenu que cet engagement de quatre jour marquait une première étape importante, mais que ce ne sera pas la dernière.

« Vos efforts non seulement assurent que chacun de nos commandements soit mieux préparé à affronter les acteurs dont l'intention est d'ouvrir une brèche dans nos défenses sans détection et de voir les informations que nous devons protéger, mais grâce à vous nous pouvons mieux faire cela de façon solidaire », a déclaré le général Flora.

LE NIGER

FAIT UNE SAISIE RECORD DE STUPÉFIANTS

AGENCE FRANCE-PRESSE

La police nigérienne a saisi une quantité record de 17 tonnes de résine de cannabis d'une valeur approximative de 37 millions de dollars dans un chargement d'origine libanaise à destination de la Libye, selon l'agence de lutte contre le trafic de drogue du pays.

Les stupéfiants avaient traversé le port togolais de Lomé avant d'être transportés par camion vers le Nord dans la capitale nigérienne de Niamey, soit à plus de 1.000 kilomètres de distance et après avoir franchi deux frontières, selon le porte-parole Adili Toro.

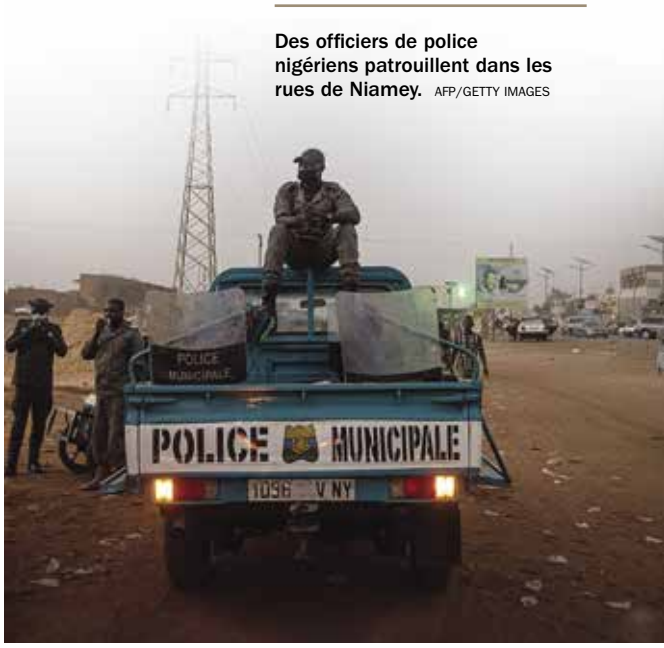
Les officiels ont saisi la cargaison le 2 mars 2021 dans des entrepôts de Niamey. Les trafiquants prévoyaient de transporter la drogue par camion en Libye par la ville d'Agadez dans le désert, centre de contrebande des biens et des migrants au Sahara.

C'est la plus grande saisie de cannabis dans l'histoire du Niger et le premier chargement de stupéfiants dont la provenance libanaise est vérifiée, selon M. Toro.

La police a arrêté onze Nigériens et deux Algériens à Niamey et Agadez, dit-il.

La région côtière d'Afrique de l'Ouest est reconnue comme une halte fréquente pour les drogues telles que la cocaïne et le cannabis provenant d'Amérique du Sud et d'ailleurs, à destination de l'Afrique du Nord et l'Europe.

Les forces de sécurité de Côte d'Ivoire ont saisi plus d'une tonne de cocaïne dans la capitale commerciale d'Abidjan en février 2021.



Des officiers de police nigériens patrouillent dans les rues de Niamey. AFP/GETTY IMAGES

Les cas de dracunculose baissent à leur plus bas niveau

VOICE OF AMERICA

Le nombre de cas de dracunculose humaine dans six pays africains a baissé à 27 en 2020, soit environ 50 % de moins que l'année précédente, malgré les difficultés du Covid-19.

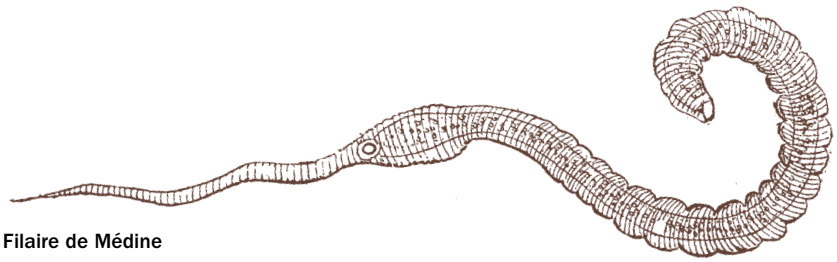
Chez les animaux, le nombre de cas a baissé de 20 % pendant la même période. Ces chiffres ont été annoncés par la Fondation Carter, qui a joué un rôle majeur dans la quasi-éradication de la maladie. L'ex-président américain Jimmy Carter a créé la Fondation en 1982 pour qu'elle se concentre sur les maladies tropicales négligées chez les humains et les animaux.

La maladie se propage lorsque les hôtes, qui peuvent être des humains ou des chiens, ingèrent les œufs des vers en buvant de l'eau non filtrée. L'œuf éclot et forme un ver qui se développe et se propage aux extrémités inférieures du corps, pour émerger du pied ou de la jambe.

Au Tchad, le nombre de cas a baissé de 48 en 2019 à 36, la baisse la plus importante pour un seul pays. Ces chiffres en baisse se comparent aux 3,5 millions de cas estimés en 1986.

La baisse importante des cas dans ce pays d'Afrique centrale a été attribuée à « un pays et des efforts communautaires réengagés, une innovation et des interventions agressives basées sur la science », selon le Dr Kashef Ijaz, vice-président des programmes de santé pour la Fondation Carter.

Un jeune garçon remplit un seau dans le lac Tchad. La consommation d'eau non filtrée provenant d'un lac ou d'un étang est la façon principale de contracter la dracunculose, mais cette maladie a presque été éradiquée en Afrique. AFP/GETTY IMAGES



Filaire de Médine

L'Éthiopie signale 11 cas, tandis que l'Angola, le Cameroun, le Mali et le Soudan du Sud enregistrent un cas chacun. La réduction du nombre de cas se produit alors que le Covid-19 paralyse les systèmes de soins de santé du monde entier.

« En comparaison, le Programme d'éradication de la dracunculose ne dépend pas de la livraison des médicaments parce qu'il n'existe pas de vaccin ou de médicament pour traiter la maladie », déclare une annonce de presse de la Fondation Carter, qui a aussi donné crédit à une approche axée sur les communautés pour traiter la maladie.

Parmi les 1.026 employés du programme, 1.000 sont tchadiens. Le programme reçoit aussi les services d'un nombre presque aussi important de bénévoles dans les villages.

La dracunculose est débilitante pour ses victimes. Chez les animaux, les chiens sont les plus affectés, avec plus de 1.500 cas signalés en Éthiopie, au Mali et au Tchad, suivis par les chats domestiqués et sauvages, ainsi que les babouins, selon des statistiques de 2020.

Un satellite recense les éléphants *du haut de son orbite*

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Au début, les images satellitaires ressemblent à des gouttes grises dans une forêt de taches vertes. Mais en regardant de plus près, il se trouve que ces gouttes sont des éléphants qui se promènent parmi les arbres. Les scientifiques utilisent ces images pour compter les éléphants africains depuis l'espace.

REUTERS

Les images proviennent d'un satellite d'observation terrestre qui orbite à une altitude de 600 km. Cette innovation pourrait permettre d'examiner jusqu'à 5.000 km carrés d'habitat d'éléphants en un seul jour sans nuage.

Le travail laborieux consistant à compter les éléphants est effectué à l'aide d'un algorithme informatique ayant appris à identifier les éléphants dans une variété d'arrière-plans.

Le Dr Olga Isupova de l'université anglaise de Bath déclare : « Nous présentons simplement des exemples à l'algorithme et lui disons "ceci est un éléphant ; cela n'est pas un éléphant". Ce faisant, nous pouvons entraîner la machine à reconnaître les petits détails que nous ne pourrions pas distinguer à l'œil nu. »

Les scientifiques ont d'abord examiné le parc national des Éléphants d'Addo en Afrique du Sud.

« Il a une forte densité d'éléphants », déclare le Dr Isla Duporge, scientifique de la conservation à l'université d'Oxford. « Et il contient des zones de broussailles et de savanes libres. C'est donc un excellent endroit pour tester notre approche. »

Les conservationnistes devront payer pour avoir accès aux satellites commerciaux et aux images qu'ils capturent. Mais cette approche pourrait fortement améliorer la surveillance des populations d'éléphants menacées dans les habitats qui chevauchent les frontières internationales, où il peut être difficile d'obtenir la permission de conduire un recensement aérien. Les scientifiques déclarent qu'elle pourrait aussi être utilisée dans la lutte contre le braconnage.

Le Kenya écrase l'invasion des locustes

PERSONNEL D'ADF

Alors que l'Afrique de l'Est subit l'une des pires invasions de locustes de la planète en 70 ans, une société kényane riposte, en traitant ces insectes voraces comme une culture commerciale.

L'infestation a commencé au Kenya à la fin 2019 à la suite d'une série de phénomènes climatiques inhabituels. Les essaims ont bientôt commencé à se propager vers l'Est, en Éthiopie, en Somalie et au Yémen. Un seul essaim peut contenir jusqu'à 80 millions de locustes et peut parcourir jusqu'à 150 km en une journée, en fonction du vent.

Dès le début 2021, les exterminateurs pouvaient contrôler les locustes. Mais une startup appelée The Bug Picture a aussi contribué en payant les gens pour recueillir les envahisseurs afin qu'ils soient broyés et utilisés comme nourriture animale et engrais organique.

Les locustes se regroupent en général pendant la nuit, après avoir mangé. Ils ont peu d'énergie pour résister et ils se reposent sur les arbustes et les arbres.

« Nous essayons de créer de l'espoir dans une situation désespérée et d'aider ces communautés à modifier leur perspective pour considérer ces insectes comme une récolte saisonnière qui peut être recueillie et vendue pour gagner de l'argent », déclare Laura Stanford, fondatrice de Bug Picture, à Reuters.

Un homme récolte des criquets pèlerins près de Rumuruti (Kenya). REUTERS

The Bug Picture paie 50 shillings kényans, soit environ 46 cents, pour un kilo d'insectes. La récolte doit être faite à la main parce qu'il n'existe pas de machine adaptée à cette tâche.

Les insectes sont broyés et séchés, puis moulus et transformés en poudre. Les gens sont payés immédiatement à l'aide d'une plateforme mobile, selon Euronews.

Le site web de l'UA protège les journalistes

PERSONNEL D'ADF

L'Union africaine a lancé un site web pour surveiller les menaces contre les journalistes afin de les protéger et de soutenir la liberté de la presse.

La Fédération internationale des journalistes signale que six journalistes africains ont été tués en 2020. Beaucoup plus ont été menacés, arrêtés et censurés, selon plusieurs groupes de liberté des médias et des droits humains.

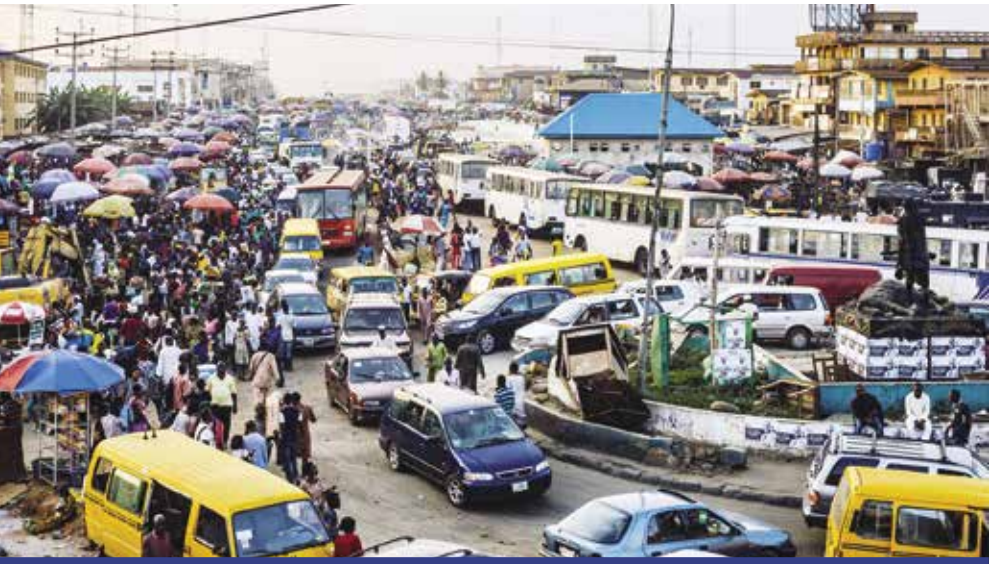
Le site web de l'UA emploiera l'outil le plus important du journalisme : les faits. La plateforme de sécurité des journalistes est prévue pour permettre une réponse en temps réel en Afrique, pour mettre fin à l'impunité des attaques contre les journalistes, y compris le harcèlement, les arrestations arbitraires, les assauts et les assassinats. Elle servira aussi de base de données pour effectuer le suivi des attaques contre les journalistes sur le continent et des condamnations des attaquants.

Lors de l'inauguration du site, les responsables ont mentionné les journalistes qui étaient morts dans l'exercice de leurs fonctions.

Jovial Rantao, président du Forum des éditeurs africains, a déclaré selon un reportage de Voice of America : « Nous nous plaçons sur les épaules de ces géants, ces héros des médias africains aux noms desquels nous lançons aujourd'hui cette plateforme qui est conçue pour aider à mettre fin au harcèlement, à la détection et même au meurtre des journalistes, simplement parce qu'ils font leur travail. Dans certains lieux de notre continent bien-aimé, la liberté des médias, la liberté d'expression, l'accès à l'information sont des questions de vie ou de mort. »

Salah Hammad, chef du Secrétariat de l'architecture de gouvernance africaine de l'UA, a déclaré que l'UA pensait que le journalisme honnête conduit à des sociétés florissantes et pacifiques.

Les gens soutiennent le journaliste Khaled Drareni en 2020 à Alger (Algérie). M. Drareni a été emprisonné pour « inciter un rassemblement non armé » et « mettre en danger l'unité nationale ». Il a été libéré en février 2021 après presque 1 an en prison. THE ASSOCIATED PRESS



Lagos (Nigeria)

Le Nigeria crée une entreprise d'infrastructure de 2,6 milliards de dollars

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le gouvernement nigérian a approuvé la création d'une société pour accélérer le développement de l'infrastructure critique, avec un financement initial de 2,6 milliards de dollars.

En 2020, le pays le plus peuplé d'Afrique est tombé dans la récession au cours du troisième trimestre, pour la deuxième fois en quatre ans. Il a été frappé par la pandémie du Covid-19 et par la baisse des prix du pétrole. Il fait face à un énorme déficit d'infrastructure.

La société Infra-Co sera l'une des premières entités de financement d'infrastructure en Afrique. Elle sera entièrement axée sur le développement de l'infrastructure au Nigeria, selon les responsables.

« Au cours du temps, il est envisagé que cette entité se développera pour atteindre un actif et des capitaux de 15 billions de nairas (39,3 milliards de dollars) », a déclaré le porte-parole du vice-président Yemi Osinbajo.

Infra-Co fonctionnera comme un partenariat public-privé et sera initialement financée par la Banque centrale du Nigeria, l'Autorité d'investissement souverain du Nigeria et la Corporation de financement d'Afrique.

Elle se concentrera sur la reconstruction et le développement de l'actif public, de nouvelles routes, des voies ferrées, des centrales électriques et d'autres projets d'infrastructure clés.

Les experts financiers anticipent que l'économie du Nigeria se contractera d'au moins 3 % en 2021, situation qui fait craindre à beaucoup d'entre eux que la crise d'infrastructure s'aggravera davantage dans le pays et que l'économie déjà en difficulté à cause de la pandémie se détériorera.

Le sénat du Nigeria a approuvé en 2020 près de 23 milliards de dollars en demandes pour emprunts étrangers par le président nigérian Muhammadu Buhari afin de soutenir une série de vastes projets qui, selon les espérances du gouvernement, moderniseront l'infrastructure du pays.

Le pays a aussi lancé un projet ferroviaire de 1,96 milliard de dollars pour le relier au pays voisin du Niger, afin de chercher à développer le commerce.

Twitter choisit le Ghana pour son expansion

AGENCE FRANCE-PRESSE

Twitter a annoncé des plans d'embauche de 11 personnes et a ouvert des bureaux au Ghana, les premiers bureaux d'Afrique pour cette société.

Le géant des réseaux sociaux rejoint Facebook et d'autres sociétés technologiques installées en Afrique, où le fondateur Jack Dorsey avait passé un mois en 2019.

« L'Afrique va définir notre futur », avait déclaré M. Dorsey à l'époque, après avoir visité l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Ghana et le Nigeria.

Les emplois annoncés au Ghana incluent des postes de spécialistes en ingénierie, marketing et communications.

La société a salué le Ghana comme un « champion de la démocratie » et un partisan de la liberté d'expression, la liberté en ligne et l'« Internet ouvert ».

Kayvon Beykpour et Uche Adegbite, cadres de Twitter, ont écrit dans une déclaration : « Aujourd'hui, en accord avec notre stratégie de croissance, nous annonçons avec enthousiasme que nous formons maintenant une équipe au Ghana. Afin de servir réellement les conversations publiques, nous devons être mieux immergés dans les communautés riches et vibrantes qui orientent les conversations de chaque jour sur le continent africain. »

CHAKA ZOULOU
et sa lance mortelle

PERSONNEL D'ADF

Pendant un certain temps, les accrochages entre les tribus nguni rivales dans ce qui est aujourd'hui l'Afrique du Sud n'étaient que des fanfaronnades sans combat.

Les combattants des camps opposés se tenaient à une distance de 35 à 45 mètres, chacun armé d'une *sagaie*, lance de 1,8 m, et d'un haut bouclier appelé un *isiHlangu*. Les guerriers tiraient leur lance les uns sur les autres mais, à cause de la distance et de l'arc de la trajectoire, les lances pouvaient être facilement esquivées. Le « combat » prenait fin en général lorsque les deux camps avaient lancé toutes leurs armes et personne n'était blessé.

Chaka Zoulou de la tribu zouloue des Nguni pense que ce lancement cérémonial est une perte de temps. Vers 1800, Chaka invente un nouveau type de lance appelé *iklwa*. C'est une arme pour poignarder, plutôt comme une épée : plus courte à environ 1 m et avec une lame plus large. Armé de ce nouvel équipement, Chaka peut chasser un guerrier du camp adverse et accrocher les boucliers, en forçant l'adversaire à mettre de côté sa protection. Chaka poignarde ensuite son rival, en général pour le tuer.

La lance traditionnelle n'est pas entièrement abandonnée. Elle est utilisée à distance pour attaquer les formations ennemies avant que les guerriers ne s'approchent pour le combat au corps à corps avec l'iklwa. Les guerriers zoulous portent aussi une massue à long manche.

Lorsque Chaka entraîne ses partisans avec les nouvelles armes, ils deviennent une force dominante. Il développe aussi une série de tactiques d'attaque appelée « formation en buffle ». Sa troupe principale de guerriers est le « torse » ; ils affrontent l'ennemi face à face. Deux ailes appelées « cornes » essaient d'encercler l'ennemi, tandis qu'une réserve appelée « échine » reste en arrière au cas où l'ennemi tenterait de s'échapper.

Chaka devient un maître des tactiques, du positionnement et de l'imposture. Dans les batailles, il est impitoyable. Son système est celui de la guerre totale. Il enseigne à ses combattants de ne pas faire de prisonniers, et de tuer plutôt tous leurs ennemis, jusqu'au dernier. Il est aussi impitoyable avec sa propre tribu : chaque homme zoulou doit être un guerrier et si un homme ne satisfait pas aux exigences physiques rigoureuses de Chaka, il est tué.

Certains historiens ont décrit les Zoulous comme les « Spartiates d'Afrique ». On raconte que Chaka forçait ses guerriers à ôter leurs sandales et endurcir leurs pieds pour qu'ils puissent courir les pieds nus, de façon plus rapide et plus agile.

Avant Chaka, les Zoulous étaient une petite tribu de 1.500 personnes environ, établie sur un petit territoire de 26 kilomètres carrés. En 1828, Chaka est le leader de 250.000 personnes et commande une armée de 40.000 guerriers. Il est responsable pour une hécatombe pendant son règne, jusqu'à 2 millions de personnes tuées.

Les tribus voisines, et celles conquises, adoptent ses méthodes militaires et sa cruauté, ce qui conduit à 25 ans de chaos, de massacre et de génocide, même après sa mort. Cette période s'appelle aujourd'hui le Mfecane ou écrasement.

Chaka et sa mère ayant été abandonnés dans sa jeunesse, il cherche pendant toute sa vie à se venger. Sa colère le rend finalement fou. Un jour, il fait exécuter 7.000 Zoulous qui ne portaient pas correctement le deuil pendant une cérémonie. En septembre 1828, ses demi-frères l'assassinent.

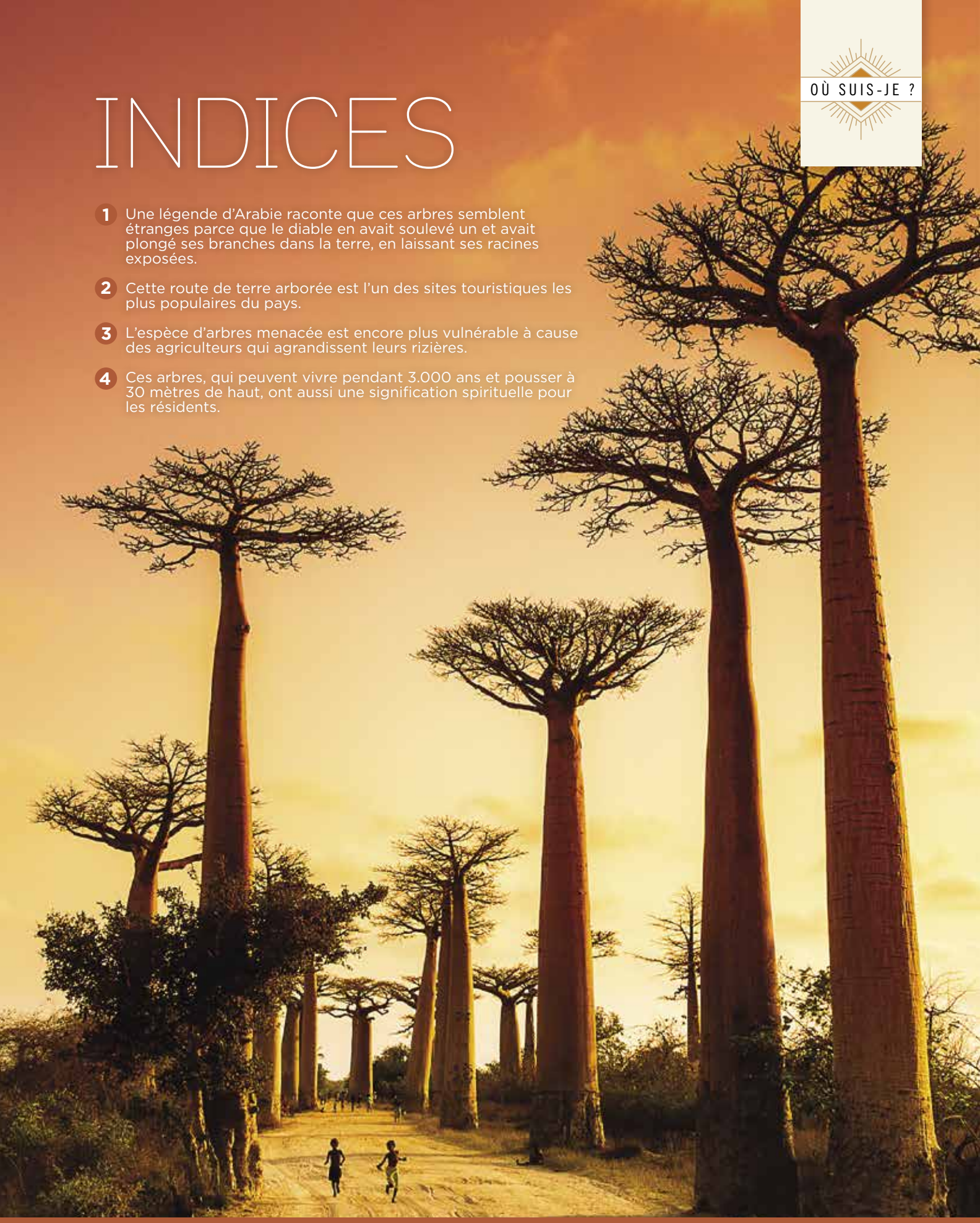
Le souvenir de Chaka est le sujet d'une douzaine de livres biographiques, ainsi qu'une minisérie télévisée et un film.

Son héritage est certain : il a changé la nature de la guerre en Afrique et assuré la renommée de la tribu zouloue dans le monde entier.

Guerriers zoulous

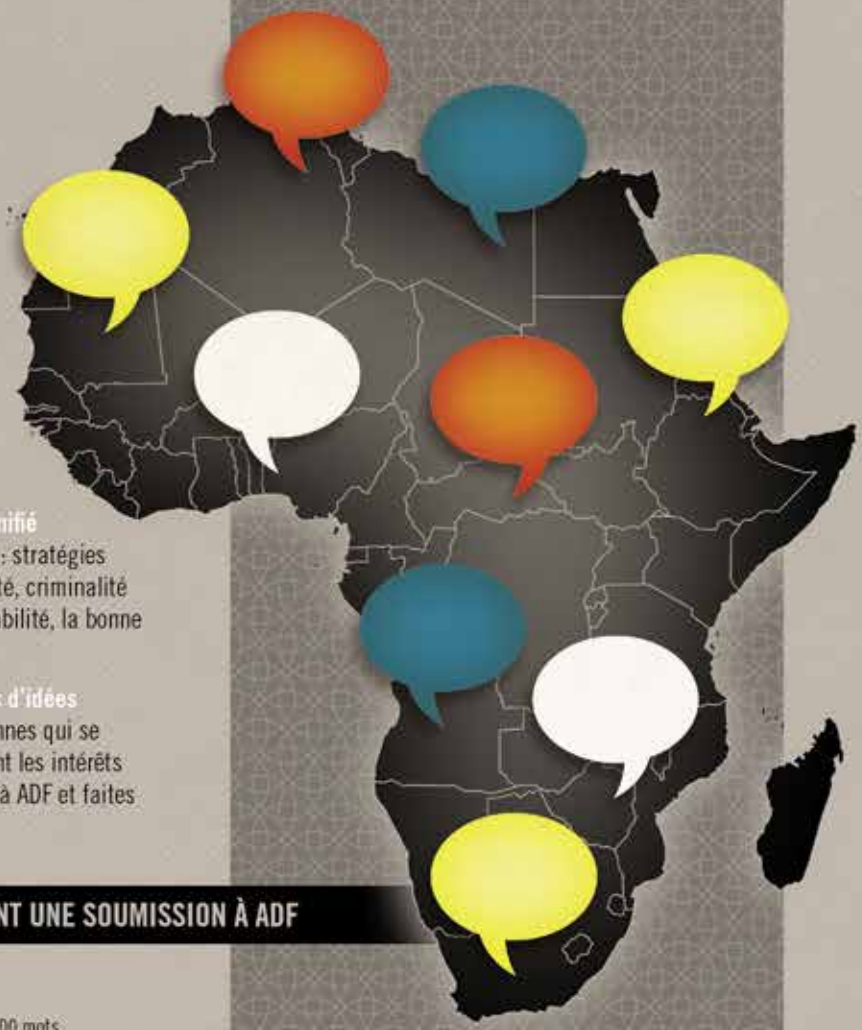
INDICES

1. Une légende d'Arabie raconte que ces arbres semblent étranges parce que le diable en avait soulevé un et avait plongé ses branches dans la terre, en laissant ses racines exposées.
2. Cette route de terre arborée est l'un des sites touristiques les plus populaires du pays.
3. L'espèce d'arbres menacée est encore plus vulnérable à cause des agriculteurs qui agrandissent leurs rizières.
4. Ces arbres, qui peuvent vivre pendant 3.000 ans et pousser à 30 mètres de haut, ont aussi une signification spirituelle pour les résidents.



RÉPONSE Allée des baobabs (Madagascar)

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE



Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : **ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com**. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany

LES INFOS ENVOYÉES DIRECTEMENT !

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez **@ADFmagazine** sur Facebook, Twitter et Instagram. Nous envoyons aussi des informations fiables sur la sécurité, directement vers vous grâce à notre liste d'adresses électroniques et sur WhatsApp. Veuillez visiter **ADF-Magazine.com/Contact** et dites-nous quelle est votre langue de choix (anglais, français, arabe ou portugais). Nous vous tiendrons informés sur les dernières tendances et les plus récents sujets de sécurité en Afrique.